



BIBLIOTHÈQUE NATIONALE

Les Hommes de la République & de l'Empire

LES GUERRES

DE

LA VENDÉE

PAR

CLAUDE DESPREZ

PARIS

J. DUMAINE, LIBRAIRE-ÉDITEUR DE L'EMPEREUR

rue et Passage Dauphine, 30

1856



LES GUERRES

DE

LA VENDÉE



LES GUERRES

DE

LA VENDÉE

PAR

CLAUDE DESPREZ



PARIS

J. DUMAINE, LIBRAIRE-ÉDITEUR DE L'EMPEREUR

rue et Passage Dauphine, 30

—

1856

J. DUMAINE,

Libraire-éditeur de l'Empereur,

RUE ET PASSAGE DAUPHINE, 30.

AU PUBLIC.

Le peuple des villes lit : celui des campagnes commence à lire. A l'un et à l'autre, il faut des livres.

Les romans, s'ils ne troublent l'imagination, détrempent le cœur.

Efféminer le peuple, c'est préparer l'abaissement de la France.

Relevons, au contraire, ce qu'il y a de viril en lui.

Rien n'y est plus propre, que les beaux exemples de notre histoire.

La **Bibliothèque nationale** mettra sous les yeux du peuple, la lutte héroïque que la France commença contre l'Europe entière en 1792, et qu'elle soutint jusqu'en 1815.

Les *Guerres de la Vendée* viennent de paraître : *l'armée de Sambre-et-Meuse, l'armée du Rhin, l'armée d'Italie, Hoche, Kléber, Marceau, Desaix, Masséna, Lannes, Ney,* etc.; toutes nos grandes choses et tous nos grands hommes vont suivre.

J'offre au public le tableau d'une des plus grandes luttes qu'ait eu à soutenir la Révolution française. En 1793, la Vendée se souleva, et pendant trois ans, des campagnards en sabots, mal armés, mirent en péril ou inquiétèrent la République.

On envoya contr'eux des bandes inexpérimentées, elles furent vaincues; des troupes aguerries, les soldats de Mayence; des divisions d'élite tirées du Nord et des Pyrénées; des chefs habiles, Canclaux, Aubert-Dubayet, Kléber, Marceau, Hoche; et ces hommes qui avaient terrassé l'Europe coalisée, ne purent qu'à grand peine venir à bout d'une armée de paysans. C'est que ces paysans étaient français, et que des héros, Cathelineau, Bonchamps, Lescure, La Rochejaquelein, Charette, les commandaient.

L'histoire de la Vendée se divise en quatre périodes :

1° L'insurrection, ses progrès, ses succès, ses premiers revers;

2° La campagne d'outre-Loire, qui porta à la Vendée un coup mortel;

3° La guerre d'extermination, qui ranima la Vendée;

4° Les premiers traités, les derniers combats, la pacification définitive.

On peut y joindre une cinquième partie, comprenant les soulèvements de 1815 et 1832, suites de la grande insurrection.

D'autres ont raconté avec détails l'histoire de la Vendée : mon dessein n'a pas été de recommencer leur ouvrage. J'ai voulu donner de ces guerres un récit clair, exact, rapide, et, s'il est possible, intéressant : le public dira si j'ai réussi.

C. Desprez.

INTRODUCTION.

CHAPITRE Ier.

La Vendée. — Description du pays.

En 1790, l'Assemblée constituante décréta la division de la France en départements.

Du Bas-Poitou se forma le département de la Vendée. Il tira son nom de la petite rivière la *Vendée,* qui passe à Fontenay-le-Comte, alors chef-lieu du département. Plus tard, en 1793, c'est dans le département de la Vendée que les insurgés obtinrent d'abord les succès les plus importants. On les appela

Vendéens, et bientôt ce nom s'étendit à tous les paysans qui avaient pris les armes au sud de la Loire. Le nom de Vendée s'applique donc à toute la contrée au sud de la Loire qui s'insurgea en 1793.

Ce pays est borné au nord par la Loire; à l'ouest et au sud par l'Océan; à l'est par la Sèvre-Niortaise et par le Thouet.

La Vendée offre un aspect divers : au centre, c'est un assemblage de petites montagnes, de hautes collines, qui se rattachent les unes aux autres, se croisent, se coupent, forment une multitude de vallons, donnent naissance à une foule de ruisseaux, et versent leurs eaux dans trois ou quatre rivières : le Thouet, la Sèvre-Nantaise, le Lay et la Sèvre-Niortaise.

Le Thouet coule du sud au nord et se jette dans la Loire. Au contraire, le Lay, la Sèvre-Niortaise et ses affluents, l'Autise et la Vendée, descendent vers le sud et se réunissent dans la baie de l'Aiguillon.

Des rivières de la Vendée, la plus intéressante est la Sèvre-Nantaise, qui partage le pays en deux parties à peu près égales. Elle prend sa source à l'extrémité orientale de la Vendée, se dirige du sud-est au nord-ouest, longe constamment la principale chaîne de hauteurs qu'elle laisse au sud, ramasse à droite et à gauche ses nombreux affluents, se fraye un passage au travers les collines les plus agrestes, et

tantôt roulant ses flots avec bruit sur un lit de rochers, tantôt coulant à pleins bords au milieu de belles prairies, elle arrive à la Loire et s'y réunit un peu au-dessous de Nantes.

Entre le Thouet et la Sèvre-Nantaise, on rencontre le Layon ; la Boulogne forme, entre la Sèvre-Nantaise et l'Océan, le lac de Grand-Lieu, qui s'écoule dans la Loire ; enfin, quelques petites rivières vont directement à la mer.

Telle est la structure d'une partie de la Vendée : la nature a déjà pris le soin d'y morceler le sol ; l'homme a encore ajouté à la nature. Dans ce pays, il n'y a pas une parcelle de terre d'un ou de deux hectares qui ne soit entourée d'une haie, et cette haie n'est pas comme dans d'autres contrées, peu fournie, maigre, taillée à deux ou trois pieds du sol, offrant çà et là une éclaircie où l'on puisse passer : elle est large, épaisse, plantureuse ; elle croît en liberté et s'élève jusqu'à deux mètres de hauteur : les genêts, les ajoncs épineux, les ronces s'y entremêlent ; on ne peut même voir au travers de cet épais fourré. De distance en distance, des arbres soutiennent la haie ; les uns sont coupés à huit ou dix pieds, et sont couronnés d'une touffe de rejetons vigoureux ; les autres s'élancent librement dans les airs.

Quittez le vallon, montez sur une colline et pro-

menez vos regards autour de vous : vous n'apercevez qu'une immense forêt ; c'est à peine si la pointe d'un clocher, la fumée qui s'élève d'une métairie, vous révèlent des habitations : tout est perdu dans le feuillage. C'est le *Bocage* de la Vendée.

Si l'on descend des montagnes vers la mer, en suivant le cours du Lay, on trouve les dernières pentes des collines. La scène change : plus de hauteurs, plus de vallons, plus de ruisseaux, plus de haies, plus d'arbres : une surface unie où se remarquent à peine les légères ondulations que les vagues de la mer, en se retirant, ont laissées sur la vase, comme la trace de leur séjour, un sol argileux et sec, des maisons groupées en village, tel est le spectacle qui s'offre à la vue : on a quitté le Bocage et on est entré dans la *Plaine* de la Vendée.

La Plaine traversée, le terrain s'abaisse, l'eau ne court plus, les rivières semblent s'arrêter ; bientôt même elles s'élèvent, sortent de leur lit et se répandent sur une surface immense qu'elles recouvrent. Mais l'homme leur en dispute la possession : il encaisse les rivières dans de hautes digues, et les conduit jusqu'à la mer ; puis, il creuse des fossés, ouvre des canaux, empêche par des moyens artificiels la mer qui monte de venir encore ajouter à la masse d'eau dont il veut se débarrasser, profite du reflux pour verser cette eau dans l'Océan, et enfin, après

mille travaux, reconquiert cette terre qu'il a failli perdre, et qui, par sa fécondité, le récompense largement de ses efforts. C'est le *Marais* méridional de la Vendée. Sans doute, les habitants du Marais méridional profitèrent de la difficulté qu'offrait leur pays pour soustraire plus d'un réfractaire aux rigueurs de la loi, mais, comme ceux de la Plaine, ils ne prirent qu'une très-faible part à l'insurrection vendéenne.

A dix ou quinze lieues, en remontant les côtes vers le nord, on trouve le *Marais* septentrional, et celui-là tout entier, en 1793, se leva avec le reste de la Vendée.

Le *Marais* du nord, séparé du Marais méridional par une bande de terre, qui est un prolongement du Bocage, s'étend des environs de Saint-Gilles jusqu'à Bourgneuf, sur une longueur de dix lieues et une largeur de quatre ou cinq. Comme le Marais méridional, c'est une conquête de l'homme sur les éléments; mais la lutte a été moins difficile : la mer aidait elle-même à envahir son domaine. — Il n'y a pas plus de deux siècles, l'Océan couvrait encore tout le Marais du nord. Des îles en assez grand nombre surnageaient seules dans ce golfe. Peu à peu, autour de celles qui étaient à la gorge, se forma un vaste atterrissement; deux courants, venant l'un du nord, l'autre du midi, se rencontraient dans la baie

de Bourgneuf et y déposaient le limon abondant qu'ils portaient dans leurs flots : la communication de la mer avec le fond du golfe finit par être interceptée, et l'homme n'eut plus qu'à faire des saignées, creuser des canaux pour dessécher le terrain abandonné et parquer les eaux, s'il ne pouvait les rendre à la mer.

Ces eaux, ces fossés sont pour l'habitant du Marais tout à la fois des débouchés et des remparts. Monté dans son bateau, qu'il appelle une *niole*, il porte son blé, son laitage, son beurre à la ville voisine, et les échange contre le peu qui est nécessaire à la simplicité de sa vie. Si on le poursuit, à l'aide d'une longue perche, qu'il nomme une *ningle*, il saute d'un bord à l'autre de ses larges canaux, et bientôt entre lui et son ennemi, il a mis d'infranchissables barrières.

Autant le Marais diffère du Bocage, autant les habitants de ces deux parties de la Vendée, si voisines l'une de l'autre, se ressemblent peu.

L'habitant du Bocage est petit, noir, d'un tempérament bilieux, d'un caractère triste, défiant, peu laborieux, parce qu'aucun des besoins du luxe ne sollicite son activité, mais capable de passion, et alors montrant un courage à toute épreuve.

L'habitant du Marais est grand, blond, d'un tempérament lymphatique, sans énergie, sans vigueur.

L'habitant de la Plaine, de la même race que celui du Bocage, vivant moins dans l'isolement, est d'un caractère plus ouvert, plus liant, plus gai, mais aussi moins constant dans la cause qu'il a une fois embrassée.

Tel est le pays, tels sont les habitants qui se soulevèrent en 1793 et que la République eut à combattre.

Alors, la Vendée n'était pas comme aujourd'hui sillonnée en tous sens par de grandes et belles routes. Deux seulement traversaient le Bocage : la route de Nantes à la Rochelle, par Montaigu, Chantonay et Sainte-Hermine ; et celle de Nantes aux Sables, par Légé et la Motte-Achard. Une troisième allait de Saumur à Cholet, par Vihiers.

Pour pénétrer dans certaines parties du Bocage, il fallait s'engager dans des chemins de traverse, et quels chemins ! Profondément encaissés par des talus élevés, que surmontent encore des haies de plusieurs mètres de hauteur, ces chemins, pendant l'hiver, servent de lit aux eaux qui sortent de tous côtés. Si courtes que dussent être les expéditions, les armées menaient avec elles des vivres ; elles traînaient des caissons, des munitions, des canons ; une longue file de voitures s'engageait dans ces gorges sans fin, où même la seule voie qui existât n'était pas toujours assez large. Qu'on se trompât de chemin,

on ne pouvait plus revenir sur ses pas ; qu'une voiture se brisât, tout le convoi était forcé de s'arrêter ; qu'une déroute survînt, et alors vivres, munitions, canons, tout restait dans les boues.

Et l'ennemi, où était-il ? Dans ce pays si couvert, si hérissé de haies et de bois, l'ennemi était invisible ; mais en pleine marche, et quand il semblait qu'on n'eût aucun péril à redouter, un cri se faisait entendre, et cet ennemi qu'on cherchait, sans pouvoir le trouver, on l'avait devant soi, sur ses flancs, et jusque sur ses derrières.

Les hommes qui, au milieu de pareils dangers, restèrent le cœur ferme, qui, dans la contrée la plus difficile et la plns inconnue, luttant contre des obstacles de tous genres, enveloppés de tous côtés, avancèrent néanmoins sans s'émouvoir, débusquèrent les Vendéens de cette multitude de forteresses que la nature leur avait préparées, les poussèrent devant eux, et, pour les saisir enfin, les chassèrent de leurs bois, ces hommes-là étaient faits pour devenir les maîtres du monde.

CHAPITRE II.

Effets de la Révolution sur la Vendée.

En 1789, il n'y avait pas une province en France qui fût moins que la Vendée préparée à la Révolution. Les écrits des philosophes, leurs idées n'avaient point pénétré dans le Bocage : on y restait fidèle aux croyances comme aux mœurs des ancêtres ; on n'y désirait aucun changement. Même à titre de nouveauté, la Révolution devait déplaire à un peuple si attaché à ses habitudes.

D'ailleurs, que lui apportait cette Révolution ? la liberté ? Mais le Vendéen n'avait jamais senti le joug. Ses seigneurs étaient pour lui moins des tyrans que des pères ; il aimait à les appeler ses maîtres.

Loin de redouter leur présence, il se faisait un plaisir de chacune de leurs visites. Dans les relations fréquentes que l'administration commune des métairies établissait entr'eux, il n'y avait d'autres sentiments que bonté et générosité d'une part, loyauté, affection et respectueux dévoûment de l'autre. Le paysan était serviteur et non serf; il était domestique, dans le sens le plus honorable du mot, c'est-à-dire de la maison de son maître. Aussi avait-il sa part de toutes les fêtes du château, et dans une partie de chasse, il n'était jamais oublié. Si son maître avait des priviléges, il n'en était pas jaloux, puisqu'il en jouissait avec lui.

Que parlait-on d'égalité au paysan vendéen? D'abord il entendait à peine ce que le mot voulait dire, ensuite il n'était ni plus ni moins que son voisin, et quant à marcher du même pas que son maître, sa pensée ne pouvait même y prétendre.

Il connaissait la fraternité : il la pratiquait. C'était l'amour de son prochain, la charité chrétienne que chaque dimanche, au prône de la paroisse, son curé lui recommandait.

L'affranchissement de la terre, l'abolition des dîmes, des corvées, le touchaient peu. Il ne possédait pas le domaine qu'il cultivait : il le faisait valoir, moyennant un salaire que son maître lui accordait : c'était une part dans la récolte.

D'un autre côté, que savait, au fond du Bocage, le paysan vendéen de la Révolution, dont le bruit qui remplissait l'Europe, ne pouvait manquer de parvenir jusqu'à lui? Seulement ce que voulaient lui en apprendre son maître et son curé, et déjà l'un se préparait à émigrer et l'autre commençait à trembler.

Ainsi donc le paysan vendéen n'aimait pas la Révolution parce qu'il ne la connaissait pas et qu'elle ne lui avait encore fait aucun bien : il allait la haïr, parce qu'elle devenait pour lui la cause de mille vexations.

Dans son ardeur de tout régler, de tout organiser, l'Assemblée constituante n'avait pas craint de porter la main sur la religion. Elle s'était emparée des biens des églises et avait salarié les prêtres : c'était en faire des fonctionnaires publics. De plus, elle avait décrété qu'il n'y aurait plus en France qu'un évêque par département; que les évêques et les curés seraient élus par le peuple, comme tous les autres fonctionnaires, et que, comme eux, ils prêteraient le serment civique d'obéissance à la nation, à la loi et au roi.

Prêter ce serment, c'était accepter le nouveau règlement qu'on appela *Constitution civile* du clergé : la grande majorité des ecclésiastiques s'y refusa. De là, les prêtres *assermentés* et les prêtres *non asser-*

mentés. Ceux qui avaient refusé le serment furent regardés comme démissionnaires, et, en conséquence, durent être remplacés. La loi leur accordait une pension et le droit de dire la messe, soit dans l'église d'un prêtre assermenté, soit dans un local qu'ils achèteraient ou loueraient à cet effet, mais leur défendait d'administrer les sacrements ou de parler au peuple contre la Constitution civile du clergé.

En Vendée, la plupart des prêtres refusèrent le serment. On les remplaça : les paysans leur restèrent fidèles. Plutôt que d'avoir le moindre rapport avec le prêtre assermenté, qu'ils appelaient l'*intrus*, ils abandonnèrent leur église pour aller souvent à plusieurs lieues entendre la messe de leur curé. Cependant ils se lassaient d'affronter les mauvais temps et les mauvais chemins pour aller au loin remplir leurs devoirs de religion, quand à leurs portes, ils avaient leur ancienne église qu'ils croyaient profanée par les cérémonies du prêtre assermenté et de ses adhérents. Bientôt naquirent des divisions, des haines. Ceux qui assistaient au culte célébré par le prêtre assermenté s'appelèrent *patriotes* et donnèrent le nom infamant d'*aristocrates* à leurs voisins, qui entendaient la messe du prêtre réfractaire. Deux partis, deux factions commençaient à se former. Les paysans fidèles à l'ancien culte étaient chaque jour plus



exaspérés. Sous peine de péché mortel, leurs prêtres leur défendaient de communiquer avec les intrus, et ceux-ci étaient les seuls qui eussent le droit d'administrer les sacrements. On ne pouvait plus être baptisé, marié, enterré qu'en secret. Les prêtres non assermentés continuaient, comme par le passé, à tenir un registre, pour y inscrire les naissances, les mariages et les décès; mais la loi ne leur reconnaissant aucune qualité pour cela, les mariages couraient risque de ne pas être reconnus et les enfants de passer pour illégitimes. On disait aux paysans qu'il fallait souffrir cet inconvénient, qui ne serait que momentané, et que dût-il durer, il vaudrait toujours mieux qu'il en fût ainsi que si leurs unions, approuvées des hommes, étaient maudites par Dieu. Quoiqu'il en soit, l'inquiétude, le trouble, étaient dans les familles, et, aux yeux des paysans, c'étaient les intrus et les patriotes qui en étaient cause; les deux partis étaient trop irrités et trop souvent en présence pour vivre longtemps en paix; sur plusieurs points de la Vendée il y eut des rixes : de graves désordres s'ensuivirent; dans beaucoup de paroisses, le prêtre constitutionnel et ceux qui voulurent le défendre furent chassés. L'Assemblée nationale envoya dans le pays deux commissaires : l'un d'eux était Gensonné, qui, peu après, devait acquérir une grande réputation et mourir avec les Girondins.

La conduite ferme et prudente des commissaires, leurs sages paroles ramenèrent un moment de calme en Vendée; mais la cause du mal restait, et aussitôt après leur départ, les luttes recommencèrent. Contre leur avis, l'Assemblée législative, qui avait remplacé la Constituante, prit des mesures de rigueur. Elle priva d'abord les prêtres non assermentés de leur pension; bientôt elle les déclara *suspects*, les enferma, et, peu après, la Convention les déporta. Cette sévérité, employée à contre-temps, poussa les paysans au désespoir. Une colère sourde s'empara d'eux, et pour allumer le plus violent incendie, il suffisait désormais de la plus légère étincelle; l'étincelle tomba.

PREMIÈRE PARTIE.

L'insurrection. — Ses progrès. — Ses succès. — Ses premiers revers.

(1793.)

CHAPITRE I[er].

L'insurrection. — Ses chefs.

Depuis le printemps de 1792, la France était en guerre avec la Prusse, l'Allemagne, l'Autriche et la Savoie. Comme si ce n'eût pas été assez de tant d'ennemis, la Convention nationale en provoqua d'autres. Avec la tête de Louis XVI, elle jeta un défi à l'Angleterre et à l'Espagne. L'Angleterre et l'Espagne s'armèrent contre nous.

Nos armées occupaient toujours les bords de la Meuse et du Rhin, où les avaient portées les merveilles de l'Argonne et de Valmy et les prodiges de Jemmapes ; mais le temps des revers approchait. La plus affreuse désorganisation commençait à s'introduire dans nos rangs. Sans argent, sans vivres, sans vêtements, dans une contrée qui, après les avoir accueillis avec empressement, se sentait surchargée du poids qu'on faisait peser sur elle, et montrait déjà un visage ennemi, les volontaires découragés, sous le prétexte que la patrie sauvée n'avait plus besoin de leurs bras, désertaient en masse. Ils désertaient, quand de nouveaux ennemis entraient en ligne !

La Convention ordonna la levée immédiate de 300,000 hommes.

Les paysans ont montré, de tout temps, un grand éloignement pour le service militaire : ils sont braves, mais il leur en coûte de s'arracher à leurs familles, à leurs habitudes et à leurs mœurs. Au Vendéen plus qu'à tout autre peut-être, si l'on en excepte le Breton, le sacrifice est pénible. Son pays, d'une originalité si particulière, l'isolement, la simplicité de sa vie établissent entre lui et le sol où il est né, des attaches qu'il lui est doulourenx de briser. Si, du moins, c'était pour une cause qui lui fût chère ! Mais, en 1793, il était appelé à défendre un Gouvernement qui persécutait ses maîtres, ses pré-

tres, et qui, surtout en frappant les derniers, l'atteignait jusqu'au plus profond de son être. Le Gouvernement pour lequel on lui demandait son sang, sa vie, il l'avait en horreur.

Le 10 mars 1793 était le jour fixé pour le tirage au sort dans le district de Saint-Florent. Les jeunes gens s'y rendirent avec leurs pères. Ils n'avaient pas seulement l'émotion que donne l'attente d'un grave événement, ils étaient animés, ils se réunissaient en groupes, ils s'excitaient à la résistance. Le district s'y attendait ; il s'était entouré de gendarmes et avait fait venir du canon.

A l'heure dite, on fait l'appel des jeunes gens : aucun ne se présente. On les somme de s'avancer. On les menace : ils restent immobiles. On donne l'ordre de braquer sur eux une pièce de canon et d'y mettre le feu ; le coup n'a pas plutôt fait explosion qu'armés de leurs bâtons, les jeunes gens s'élancent, s'emparent de la pièce, dispersent les gendarmes, le district, brûlent les papiers et pillent la caisse.

Toute joyeuse de son exploit, une des bandes s'en revenait et traversait le Pin-en-Mauges.

Là demeurait un voiturier, marchand colporteur de laine, Jacques Cathelineau. Il était alors occupé à pétrir le pain de sa famille. Cathelineau apprend l'événement de Saint-Florent, et, à l'instant, il en

prévoit les tristes conséquences : les Républicains vont fondre sur le pays, le ravager et mettre à mort la plupart de ceux qui se sont révoltés. Il n'y a qu'un moyen d'empêcher tous ces malheurs, c'est de prendre les armes. On l'écoute. Malgré sa femme, il se met à la tête du mouvement. Il n'a d'abord que vingt-sept hommes avec lui, mais sa troupe se grossit. Il la mène à Jallais, où les Républicains ont un poste, l'enlève et marche sur Chemillé, où il entre aussi en vainqueur. De là, il revient vers Cholet, et fait sa jonction avec Stofflet.

Stofflet était garde-chasse du comte de Maulévrier ; il avait vu avec indignation les Républicains enlever du château de son maître douze pièces de canon que les Génois avaient autrefois données au comte, en témoignage de reconnaissance pour les services qu'il avait rendus à leur ville. Stofflet profite de l'émoi des paysans pour les appeler aux armes. Quoiqu'il ne fût pas du pays, il y était très-connu pour son habileté comme chasseur : douze ou quinze cents se rangent autour de lui, et avec eux, il se réunit à Cathelineau.

Cholet était défendu par de la garde nationale, de la troupe de ligne, infanterie, artillerie et cavalerie. Rien n'arrête les paysans : ils pénètrent dans Cholet. Peu après, ils obtiennent un nouveau succès à Vihiers. C'est là qu'ils prirent cette belle pièce de douze

qu'ils appelèrent Marie-Jeanne, et à laquelle ils attribuèrent une influence mystérieuse. Louis XIII l'avait autrefois donnée au cardinal de Richelieu, et les Républicains l'avaient amenée de l'ancien château du cardinal.

« Nous sommes aussi braves que les nobles, mais les nobles savent mieux faire la guerre que nous, disait Cathelineau, allons les chercher. »

Déjà les nobles venaient à eux, heureux de trouver en France, au milieu des paysans qu'ils connaissaient, l'occasion si désirée d'échapper à la mort ignominieuse que leur préparait la Révolution, et de combattre pour leur cause et pour celle de la royauté.

Cependant d'Elbée et Bonchamps, les premiers qui se réunirent à l'armée d'Anjou, avaient été pressés par les paysans de Beaupréau et de Saint-Florent de se mettre à leur tête; ils avaient cédé sans opposer une vive résistance. Ce furent eux qui donnèrent à cette armée le nom d'*armée catholique et royale*. Le motif peu honorable de l'insurrection était couvert; il n'était plus question de rébellion à la loi, et à la loi la plus juste de toutes : celle qui appelait à la défense de la patrie en danger. On combattait désormais pour des sentiments avouables et généreux; les hommes les plus susceptibles sur l'honneur pouvaient y consacrer leurs bras : ils

défendaient la fidélité à la religion et au roi, la cause la plus grande et la plus sainte, s'il n'y en eût pas eu une plus sainte et plus grande encore, celle de l'indépendance nationale et de la liberté du sol.

Les fêtes de Pâques approchaient : les paysans se dispersèrent pour aller, chacun dans sa paroisse, remplir ses devoirs de religion, et loin de s'opposer à une désertion qui momentanément les privait de leurs soldats, les chefs la favorisèrent : ils sentaient que ces hommes allaient leur revenir et plus nombreux et plus forts. L'enthousiasme religieux devait faire le nerf des armées vendéennes.

Cependant les administrations, les généraux, la Convention commençaient à s'inquiéter de ces succès remportés par des paysans armés de bâtons. Berruyer, commandant en chef l'armée des Côtes de la Rochelle, faisait marcher de toutes parts des bataillons : Gauvilliers à Saint-Florent, Duhoux à Angers, Leygonnier à Doué, Quétineau à Bressuire, devaient avancer pour cerner et écraser les rebelles ; Duhoux est attaqué à Chemillé et mis en fuite.

Berruyer reforme la colonne de Duhoux et la remet en marche ; les autres sont déjà entrées dans le Bocage. La situation des Vendéeus est critique : pressés par plusieurs armées, ils n'ont plus de munitions. Bonchamps fait battre en retraite sur Tiffauges ; mais là peut-être qu'un grand désastre

l'attend, quand un secours inespéré lui arrive : c'est toute une armée et des munitions que lui amène un chef, jeune, ardent, intrépide, La Rochejaquelein.

Henri de La Rochejacquelein était au château de Clisson, près de Bressuire, chez son cousin de Lescure, lorsque l'insurrection commença. Quel que fût son désir d'aller se jeter dans ses rangs, on lui persuada d'attendre pour voir le tour qu'elle prendrait. Un soir arrive à Clisson un jeune paysan que la tante de Henri envoyait, d'auprès de Châtillon, pour savoir des nouvelles de son neveu. Plus rapproché du théâtre de la guerre, le paysan raconte les succès de Cathelineau, de Stofflet, de d'Elbée, de Bonchamps, et la prise toute récente de Châtillon; puis, se tournant tout à coup vers La Rochejacquelein : « On dit, Monsieur, que vous irez dimanche, à la paroisse, à Boismé, tirer à la milice. C'est-il bien possible, pendant que vos paysans se battent pour ne pas tirer. Venez avec nous, Monsieur, tout le pays vous désire et vous obéira. »

Il n'en fallait pas tant pour enflammer l'ardeur belliqueuse de Henri : « Je te suis, dit-il au paysan. » Et aussitôt il fait ses préparatifs. Quelques femmes timides lui représentent que son départ va compromettre la famille de M. de Lescure. Alors il hésite. Mais Lescure, qui regrette de ne pouvoir encore partager les dangers de son ami, lui dit : « L'honneur

et ton opinion t'ont fait résoudre d'aller te mettre à la tête de tes paysans, suis ton dessein. Je suis déjà assez affligé de ne pouvoir te suivre. Certainement la crainte d'être mis en prison ne me portera pas à t'empêcher de faire ton devoir. — Eh bien, je viendrai te délivrer, » s'écrie Henri, en se jetant dans ses bras et en prenant tout à coup cet air fier et martial, ce regard d'aigle, que depuis il ne quitta plus.

Cependant, avant de faire lever ses paysans, Henri veut voir par lui-même la situation des choses : il trouve l'armée de Bonchamps se retirant sur la Sèvre. Désespéré, il revient chez sa tante à Saint-Aubin de Baubigné. Les paysans apprennent son arrivée. Ils le supplient de se mettre à leur tête, et l'assurent que dans peu il aura dix mille hommes sous ses ordres. Henri les croit et envoie dans les paroisses voisines faire des rassemblements.

Le lendemain, il paraît à la tête des paysans : « Mes amis, leur dit-il, si mon père était ici, vous auriez confiance en lui. Pour moi, je ne suis qu'un enfant (il n'avait que vingt ans); mais par mon courage, je me montrerai digne de vous commander. Si j'avance, suivez-moi ; si je recule, tuez-moi ; si je meurs, vengez-moi ! » Avec sa troupe armée de mauvais fusils, de faux, de broches, et ayant pour munitions soixante livres de poudre trouvées chez un maçon qui s'en servait pour faire sauter des ro-

chers, il marche sur les Aubiers. Les Républicains se mettent en ligne. La Rochejacquelein se glisse derrière les haies, et avec l'aide de quelques bons tireurs, il abat un grand nombre d'ennemis. Décimés par un feu auquel ils ne peuvent répondre, les Républicains font un mouvement pour prendre position en arrière. « Mes amis, dit La Rochejaquelein, les voilà qui fuient! » — « Vive le roi! » s'écrient les paysans, et ils s'élancent au travers des haies. Les Républicains se sauvent, abandonnant deux pièces de canon.

Sans perdre de temps, La Rochejacquelein mène ses dix mille hommes au secours de Bonchamps. On reprend l'offensive, on chasse l'ennemi de Cholet, de Chemillé; on bat Leygonnier en avant de Vihiers, et Vihiers tombe au pouvoir des Vendéens. Cependant la colonne de Gauvilliers s'avançait, brûlant, ravageant tout; déjà elle était arrivée à Beaupreau. On revient sur elle, on l'attaque, on la bat, on la jette dans la Loire.

Alors Henri se souvient de la promesse qu'il a faite à Lescure de venir le délivrer. Lescure, en effet, avait été emmené prisonnier avec sa famille, et, pour recouvrer sa liberté, il comptait sur son ami. L'armée vendéenne s'empare d'Argenton-le-Château, et marche sur Bressuire. Quétineau a cinq mille hommes avec lui, mais cinq mille hommes dé-

moralisés. Il ne peut tenir dans une ville presqu'ouverte, il évacue Bressuire et se retire sur Thouars. Il le fait avec tant de précipitation qu'il abandonne ses munitions, ses vivres. Peu s'en faut même que la caisse militaire ne tombe entre les mains de l'ennemi. Lescure, prisonnier sur parole chez un des notables de la ville, y avait été laissé. Il se réunit à l'armée vendéenne avec son beau-père M. de Donnissan, son cousin, M. Bernard de Marigny et le chevalier des Essarts. Le lendemain, quarante paroisses des environs de Bressuire prenaient les armes et se mettaient sous les ordres de Lescure.

L'armée de la haute Vendée était au complet : elle comprenait toutes les paroisses de l'Anjou et du Poitou, qui s'étaient insurgées entre la Sèvre-Nantaise et la Loire. Elle pouvait, au besoin, réunir 50,000 hommes : on l'appelait la Grande-Armée.

Le plus remarquable de ses chefs était Bonchamps. Bonchamps avait alors trente-deux ans ; il était de taille moyenne, mais bien prise, avait le teint brun, les cheveux noirs et épais, les yeux expressifs, les lèvres grosses, un ensemble de figure qui annonçait la force jointe à la bonté.

Bonchamps avait les sentiments les plus nobles ; il était large, généreux, magnifique ; il aimait les arts, le luxe, la représentation, et vivait en grand seigneur.

Bonchamps savait la guerre pour l'avoir faite dans l'Inde avec le bailli de Suffren, et pour l'avoir ensuite étudiée dans ses garnisons. C'était le stratégiste et le tacticien de l'armée ; sa division était la mieux tenue et la plus brave.

D'Elbée, ancien officier, n'avait que du courage. Il était dévot, mais il affectait encore la piété, parce qu'il espérait par elle acquérir plus d'influence sur les paysans ; il s'en remettait toujours à Dieu du gain des batailles, et les soldats ne l'appelaient que le général *la Providence*.

Cathelineau enflammait les troupes par des mots simples, mais brûlants d'enthousiasme. Il avait du coup-d'œil, et, dans les combats, savait saisir l'à-propos d'un mouvement. Lui aussi avait une grande réputation de piété, mais loin d'en rire, les Vendéens, dans l'action, se rapprochaient de lui ; il semblait que le *saint d'Anjou* dût protéger tous ceux qui l'entouraient.

Lescure était appelé le *saint du Poitou;* la religion lui avait donné quelque chose d'austère et de sombre. Il n'avait jamais fait la guerre, mais il l'avait étudiée, et, dans le conseil, on écoutait ses avis que, du reste, il défendait avec une opiniâtreté qui ressemblait à de l'entêtement.

Au contraire, son ami Henri de La Rochejaquelein, qui avait souvent des vues de génie, se contentait

d'émettre modestement son opinion, sans y attacher d'importance. Bon, facile, il ne pensait qu'à se battre, et ensuite, par sa générosité, qu'à faire oublier sa victoire à son ennemi prisonnier. Bonchamps et La Rochejaquelein sont, entre tous, les héros de la Vendée.

Bernard de Marigny était d'une taille colossale; il était bon de sa nature, mais le combat l'enivrait, et alors malheur aux vaincus! Officier d'artillerie de marine, c'est lui qu'on avait chargé de diriger les canons des Vendéens; souvent il abandonnait ce soin pour se jeter au milieu du feu et assouvir sa soif de carnage.

Stofflet, ancien soldat, était dur. On le craignait; mais il commandait avec autorité; de plus, il avait des qualités éminentes comme organisateur.

M. de Donnissan, beau-père de Lescure, ancien maréchal de camp, n'avait pas voulu accepter de commandement. Il aidait les autres chefs au conseil et dans l'action.

Tels étaient les principaux chefs de la grande armée vendéenne. Au-dessous d'eux il y avait une foule d'officiers distingués comme Forestier, Forêt, les deux MM. de Fleuriot, d'Autichamp, de Piron, etc.

Au sud et à l'ouest de la Sèvre, s'était formée une autre armée qu'on appelait l'armée du Centre. Elle

était commandée par un vieux chevalier de Saint-Louis, M. de Royrand, qui avait sous lui MM. de Sapinaud, de Béjarry et de Verteuil. Cette armée ne comptait que dix ou douze mille hommes. Cependant, c'était elle qui, au début de la guerre, avait obtenu les succès les plus brillants. Elle avait défait les détachements qui occupaient les Herbiers, Pouzauges, et battu complétement le général Marcé à Chantonay et à Pont-Charron. Comme cette armée combattait dans le département de la Vendée, on appelait les rebelles qui la composaient Vendéens. Ce nom s'appliqua bientôt à tous ceux qui soutenaient l'insurrection.

Plus à l'ouest, dans le Marais et sur les côtes, était l'armée dite de la Basse-Vendée. A l'origine, elle avait une multitude de chefs : Joly, Savin, Souchu, la Cathelinière, de Couëtus, de la Roche-Saint-André. Bientôt elle n'en eut plus qu'un, Charette.

Athanase Charette de la Contrie, ancien officier de marine, vivait retiré dans sa terre de Fonteclause. Il avait trente ans. D'un tempérament délicat, mais ardent, il s'abandonnait au plaisir, lorsque deux fois les insurgés de Machecoul vinrent le chercher pour le mettre à leur tête. Il répugnait à un homme de manières aussi élégantes que Charette de conduire des bandes grossières et féroces qui accusaient leurs

chefs des désastres dont leur lâcheté, leur insubordination ou leur ivrognerie étaient causes, et qui alors demandaient leurs têtes. Deux fois il les renvoya. Ils revinrent une troisième et le menacèrent. « Vous le voulez, s'écrie Charette, eh bien, j'accepte, mais je vous préviens que je fais fusiller le premier qui refusera de m'obéir. » De là, il les conduit dans l'église de Machecoul et leur fait jurer fidélité à la religion et à Louis XVII. Les troupes qu'il commande ont éprouvé tout récemment une grande défaite à Pornic. Pour relever leur courage, il les mène de nouveau contre cette ville et s'en empare. L'île de Bouin, Noirmoutiers tombent en son pouvoir. Mais l'inflexibilité du chef déplaît aux lieutenants : ils trament des intrigues, ourdissent des émeutes, et un jour Charette est obligé de s'élancer au milieu des révoltés, le sabre à la main, pour rétablir la subordination. Trahi par ses lieutenants, Charette va être abandonné par ses soldats.

Beysser sort de Nantes avec une colonne. Il reprend Pornic, Bouin, Noirmoutiers, Machecoul. Partout les soldats de Charette fuient devant les Républicains. En vain le chef opiniâtre les ramène au combat, il est toujours battu. Chassé de ses cantonnements, il est obligé de demander un asile à l'armée du Centre. M. de Royrand, prévenu contre lui, le refuse. « Mes amis, dit Charette aux cinq

cents hommes qui seuls partagent sa fortune, il y a douze cents *bleus* à Saint-Colombin, c'est là qu'il faut aller pour tirer vengeance des injustices dont je suis la victime. » Et Saint-Colombin est pris, et les douze cents Républicains exterminés. Tant de persévérance devait finir par forcer le destin, et devant cette volonté indomptable, les ennemis de Charette cèdent. Il range sous le joug chacun de ses lieutenants, et, chose plus difficile peut-être, des plus lâches il fait les plus braves soldats de la Vendée. Longtemps encore ils commettront des excès. Même, Charette, par système, et pour les engager davantage dans sa cause, en leur enlevant tout espoir de retour, leur en laissera commettre, mais ils lui obéiront.

Depuis le 10 mars, l'insurrection a grandi. Comme un feu rapide elle a glissé sur les haies et les genêts de la Vendée. Maintenant tout un peuple est debout, et ce peuple se trouve naturellement organisé : chaque paroisse forme une compagnie, plusieurs compagnies une division. Les chefs sont élus par les soldats ; ce sont toujours les plus braves. Ils n'ont d'autres priviléges que de donner l'exemple du courage. Pour réunir leurs troupes, ils envoient de paroisse en paroisse l'ordre de se rassembler à un endroit qu'ils désignent. L'ordre est lu au prône le dimanche, le curé y joint une allocution chaleureuse,

et à l'heure convenue, chaque paysan quitte sa ferme avec ses armes et les vivres qui lui sont nécessaires pour une campagne de quelques jours. Pendant ce temps, les femmes, les enfants, les vieillards sont en prières. Arrivés devant l'ennemi, les paysans usent d'une manœuvre admirablement appropriée à la nature du sol : ils se dispersent, *ils s'égaillent*, comme ils disent, se glissent en tirailleurs derrière les haies, et bientôt ils ouvrent sur l'ennemi un feu meurtrier. Recevant la mort sans pouvoir la donner, les Républicains chancellent. C'est le moment que les Vendéens attendent : ils s'élancent en poussant des cris, et les Républicains rompus, dispersés, prennent la fuite. Si le canon tonne, s'il vomit la mitraille, les Vendéens, c'est leur mot, veulent *l'empêcher de faire du mal*. Ils courent sur les pièces, se jettent à terre quand la lueur de la poudre les avertit de l'explosion, se relèvent, arrivent, tuent les canonniers et tournent les canons contre l'ennemi. Devant tant d'audace et une manière si inouie de combattre, les Républicains ne peuvent tenir, et une déroute pour eux est un désastre. Dans ce pays si difficile, rien n'échappe : matériel, armes, hommes, tout tombe entre les mains des Vendéens. Au contraire, la victoire, quand ils la remportent, est infructueuse pour les Républicains; l'ennemi s'évanouit, et c'est tout.

Ce qui fait la grande force des Vendéens, c'est leur cohésion, c'est leur unité morale. Dans leur armée, nobles, prêtres, paysans, tous sont liés à la cause qu'ils défendent. Ce sont les paysans qui, pour échapper à la conscription, ont pris les armes; mais les nobles ont fait tourner la guerre à la défense de leur intérêt, et les prêtres trouvent pour leur foi un rempart de fer dans les rangs de la Vendée. Tous s'appuient donc avec confiance les uns sur les autres.

Les armées républicaines qu'on leur oppose, sont composées de toutes sortes de troupes: de gardes nationales, où des pères de famille ont de trop légitimes raisons pour ne pas courir à la mort; de réquisitionnaires qui n'ont quitté qu'à regret leurs parents, et qu'il faut pousser au combat; de volontaires qui, eux, ont de l'ardeur, mais, le plus souvent, dans leur indiscipline, refusent d'obéir; enfin, de troupes de ligne, dépôts de vingt régiments, qui dédaignent ces bandes sans instruction qu'on leur donne pour appui, et qui, à chaque instant, les entraînent dans leur déroute.

Ajoutez à cela de vieux généraux qui n'ont jamais fait qu'une guerre régulière, avec des soldats tout formés, et qui se défient des recrues mal armées qu'on leur envoie, s'ils ne redoutent ces terribles volontaires qui font peser sur leurs chefs leurs défaites, et souvent, pour s'en venger, n'attendent pas

la sévérité, pourtant bien prompte, de ceux qui go
vernent.

Voilà ce qui longtemps encore assurera la victoi
aux Vendéens, et contribuera aux nombreuses d
faites qu'éprouvera la République.

CHAPITRE II.

Prise de Thouars. — Bataille de Fontenay. — Prise de la ville.

De Bressuire, Quétineau s'était retiré sur Thouars; l'armée vendéenne l'y suivit. Le 5 mai, elle apparut en vue de la ville.

Thouars est situé sur une éminence, au bord du Thouet. Du côté du nord, la ville, en 1793, n'était protégée que par un vieux mur d'enceinte sans fossé, mais au sud, elle est inaccessible. Le Thouet, rivière profonde, dont les barrages des moulins élèvent encore les eaux, et que, par suite, on peut difficilement passer à gué, forme un demi-cercle et entoure la ville. C'est par ce côté que les Vendéens arrivaient.

Dès six heures du matin, l'attaque commença. Bernard de Marigny et Donnissan essayèrent de forcer le pont Saint-Jean ; Cathelineau et Stofflet entreprirent de passer au port du bac du château. Mais ni l'une ni l'autre de ces tentatives ne pouvait réussir : là n'était pas le danger.

Une demi-lieue au-dessous de Thouars se trouvent le village et le *pont de Vrine;* plus bas encore est le *gué aux Riches :* La Rochejaquelein et Lescure se dirigèrent sur le premier de ces deux points, Bonchamps sur le second.

Quétineau avait fait faire des retranchements au pont de Vrine et y avait établi un poste qu'il renforça de deux bataillons, celui du Var et le bataillon de la Nièvre. Les gardes nationales de la Vienne étaient chargées de défendre le gué aux Riches.

La fusillade, la canonnade devinrent bientôt très vives, surtout au pont de Vrine. Des deux côtés, on combattait avec acharnement. Vers cinq heures du soir, les Républicains écrasés demandent du renfort. On leur envoie des gardes nationales qui, à peine en ligne, plient et se débandent. Lescure voit le mouvement, il saisit un fusil, et, donnant l'exemple, il arrive, malgré les balles qui pleuvent sur lui, jusqu'au pont. Mais il est seul, ses paysans ne l'ont pas suivi. Il essaye une seconde fois de les entraîner : il n'est pas plus heureux. Il s'élance encore avec La

Rochejaquelein, Forêt et un quatrième, et pénètre dans les retranchements ennemis. Les paysans rougissent enfin d'abandonner leurs chefs, ils se précipitent sur les Républicains, et les poussent devant eux; le pont est franchi.

Au même moment, Bonchamps traversait à la nage le gué aux Riches et s'établissait sur le bord opposé. Coupé de Thouars, pris entre deux feux, le brave bataillon de la Vienne ne pense pas un seul instant à mettre bas les armes; il combat jusqu'à ce que le dernier homme périsse. Bonchamps se réunit à Lescure.

Cependant Quétineau a fait sortir de nouvelles troupes; les Vendéens les laissent approcher, les criblent de mitraille, les chargent et les rejettent dans la place. Thouars est cerné.

« A l'assaut! » s'écrie La Rochejaquelein, et montant sur les épaules d'un grenadier, il escalade le premier le mur d'enceinte. Il est le point de mire des Républicains; aucune balle ne l'atteint. Les paysans le suivent, et bientôt ils sont dans la ville. On se bat dans les rues, dans les maisons; Thouars va être enlevé de vive force, lorsque Quétineau, d'accord avec le district, fait arborer le drapeau blanc et se rend à discrétion. Beaucoup de prisonniers, trois mille fusils, seize pièces de canon, une force

morale immense : tel est pour les Vendéens le fruit de la victoire.

Ils usèrent avec modération de leur succès. Dociles à la voix de leurs chefs, ils respectèrent les habitants de Thouars, leur vie, leur honneur, leur fortune ; ils se contentèrent de brûler comme partout les papiers du district. Quétineau, prisonnier, se vit de la part des chefs l'objet des prévenances les plus délicates. Lescure, qui avait autrefois connu Quétineau, que Quétineau, tout récemment, avait traité avec égard, quand il l'avait à Bressuire entre ses mains, voulut le retenir auprès de lui ; mais le vieux soldat, à qui il ne restait plus que l'honneur, refusa de compromettre ce dernier bien. Libre sur parole, comme la plus grande partie de ses troupes, il alla demander des juges à ceux qui l'accusaient, et ne trouva d'autre tribunal que le tribunal révolutionnaire qui l'envoya à la mort.

De Thouars, l'armée vendéenne se dirigea sur Parthenay. Sandos, gascon bavard et incapable, se retira sur Niort. De Parthenay, on marcha sur la Châtaigneraye. Chalbos l'occupait avec deux mille Républicains. C'était pour les nouvelles recrues faites par les Vendéens à Thouars, MM. de la Ville-Baugé, Dupérat, de Beauvolliers, de la Marsonnière, l'occasion de faire leurs preuves : ils les firent d'une manière brillante. Après une résistance de quelques heu-

res, les Républicains abandonnèrent la ville. Malgré leurs chefs, les Vendéens y pillèrent quelques maisons.

De la Châtaigneraye, on s'avança sur Fontenay-le-Comte, chef-lieu du département de la Vendée. L'armée ne comptait plus que douze ou quinze mille hommes. La division de Bonchamps venait de la quitter pour courir à la défense de son territoire menacé. Le 16 mai, on rencontra Chalbos dans la plaine de la Pissotte, en avant de Fontenay. Il avait avec lui cinq ou six mille hommes. A la gauche où commandent Lescure et La Rochejaquelein, les Vendéens obtiennent l'avantage; ils atteignent même les faubourgs de la ville. Mais Chalbos charge le centre et l'aile droite et les culbute. D'Elbée est blessé, les Vendéens prennent la fuite. Leurs canons, leurs caissons, engagés dans un chemin creux, tombent entre les mains du vainqueur. Lescure et La Rochejaquelein courent d'autant plus de dangers qu'ils sont plus avancés. Cependant l'un et l'autre parviennent à opérer leur retraite.

Tandis que la joie la plus vive éclate dans le camp des Républicains, les paysans sont découragés. Ils ont perdu leur fameuse Marie-Jeanne, à laquelle ils attribuent tant de puissance. Rien ne peut les retenir : ils se dispersent et regagnent leurs villages. L'armée vendéenne est dissoute.

Les chefs essayent de relever les esprits : Cathe-

lineau parcourt les campagnes, les prêtres annoncent que la défaite de Fontenay est une punition de Dieu pour les désordres commis à la Châtaigneraye. On fait des cérémonies expiatoires, on excite la foi, on ranime le zèle, on montre le ciel comme récompense aux braves qui périront dans la guerre, et bientôt une armée plus nombreuse que jamais est réunie à Châtillon. Bonchamps vient la grossir avec toutes ses forces.

Alors apparaît un nouveau personnage, l'évêque d'Agra. A la prise de Thouars, les paysans trouvèrent caché dans un coin, un homme couvert d'habits de soldat. Cet homme leur dit qu'il était prêtre et se réclama de quelques chefs. Ils le reconnurent en effet pour l'abbé Guyot de Folleville. L'abbé de Folleville avait d'abord prêté serment à la constitution civile du clergé, puis l'avait rétracté, et était venu se cacher à Poitiers. Là, pour augmenter son crédit sur l'esprit de quelques femmes qui l'avaient pris pour directeur, il imagina de se dire évêque sacré par des prêtres insermentés, et de plus, légat du pape pour les provinces de l'Ouest. Les religieuses de Saint-Laurent et leur directeur, l'abbé Brin, avaient, dans leurs correspondances, entendu parler de l'évêque d'Agra. L'abbé Guyot de Folleville fut donc reçu par les chefs vendéens dans la qualité qu'il se donnait, évêque d'Agra *in partibus* et légat du pape. C'était

l'occasion d'en tirer parti. Il officia avec pompe en présence de toute l'armée, donna la communion aux paysans, et ensuite les envoya au combat.

Ils y marchèrent avec enthousiasme. Les Républicains les attendaient dans la position où déjà ils les avaient vaincus. Ils espéraient d'autant plus que ce lieu leur serait de nouveau favorable qu'ils combattaient sous les yeux des représentants du peuple en mission. C'était encore Chalbos qui les commandait.

Le 24 mai, vers midi, la bataille s'engage. Lescure, à la gauche, voit ses troupes hésiter; il s'avance à trente pas des siens, crie Vive le roi! reçoit une décharge, a ses habits déchirés, mais n'est pas atteint. « Vous le voyez, mes amis, dit-il en se retournant, les bleus ne savent pas tirer. » Alors les paysans s'élancent au pas de course, rencontrent une croix de mission, et, malgré la mitraille, se prosternent devant, puis, reprenant leur élan, enfoncent les Républicains.

La Rochejaquelein s'est mis à la tête de la cavalerie : il charge celle des Républicains, la rejette sur l'infanterie, et au lieu de la poursuivre, tombe sur le flanc des bataillons qui résistent.

Alors Bonchamps, qui dirige l'aile droite, s'élance, accable les Marseillais et les chasseurs du Midi, et arrive en même temps que Lescure à la porte de Fontenay.

Les rues sont pleines de Républicains qui s'enfuient. Bonchamps, Lescure et Forêt ne craignent pas de s'y engager. Ils crient aux soldats ennemis de mettre bas les armes et qu'on leur fera grâce. L'un d'eux, à qui Bonchamps vient de pardonner, se retourne et lui tire à bout portant un coup de fusil dont la balle lui perce le bras et lui déchire les chairs auprès de la poitrine. Les soldats de Bonchamps, exaspérés, massacrent tout ce qu'ils trouvent dans la rue. Lescure cependant courait aux prisons pour y délivrer les Vendéens pris à la dernière bataille.

La victoire était complète : des munitions, des canons en abondance étaient tombés au pouvoir des vainqueurs. Mais Marie-Jeanne n'avait pas été reprise : on l'entraînait sur la route de Niort, et les représentants, qui savaient combien les Vendéens tenaient à cette pièce de canon, avaient promis 25,000 francs à ceux qui la sauveraient. Forêt s'élance à leur poursuite. Au harnachement de son cheval, il est pris par les Républicains pour un des leurs, il se mêle à eux, tue plusieurs cavaliers qui entourent la pièce, et aidé de quelques paysans qui le rejoignent, parvient à la reprendre, après un combat acharné.

Quand on ramena dans Fontenay le précieux trophée, ce fut du délire dans l'armée. On embrassa Marie-Jeanne, on la couvrit de rubans et de lauriers;

les paysans dételèrent les chevaux et voulurent eux-mêmes traîner leur pièce par toute la ville.

Les Vendéens étaient embarrassés de leurs prisonniers. Comme à Thouars, ils leur donnèrent la liberté, à la condition de ne pas servir d'un an contre la Vendée, et pour s'assurer qu'ils tiendraient la parole donnée, ils leur coupèrent les cheveux.

Les chefs délibéraient sur la direction à prendre. Les uns voulaient conduire l'armée à Niort, les autres marcher sur les Sables. Les paysans s'ennuyèrent d'attendre la décision du Conseil; ils avaient quitté leurs familles depuis plusieurs jours, il leur tardait d'aller raconter leurs exploits de Fontenay; ils rentrèrent en grande partie dans le Bocage. Il restait trop peu de monde pour entreprendre rien d'important : les chefs rentrèrent aussi dans la Vendée.

L'armée de l'insurrection était organisée; mais on n'avait pas encore constitué l'administration du pays. C'est alors que fut créé le conseil supérieur qui devait résider à Châtillon : l'évêque d'Agra en était le président; mais l'homme qui devait y exercer le plus d'influence était l'*abbé Bernier*.

L'abbé Bernier, né de parents pauvres, était entré dans les ordres. Bientôt il s'était fait distinguer et avait été, quoique très-jeune, nommé curé de Saint-Laud d'Angers. Il refusa le serment et se jeta des premiers dans l'insurrection. D'une souplesse d'es-

prit, d'une ardeur et d'une activité étonnante, il était partout, et partout se faisait écouter, comme un homme compétent. Au conseil supérieur, il préparait et rédigeait les ordonnances, les règlements, les proclamations. Avec les généraux, il discutait les plans de campagne, puis, laissant là les travaux du cabinet, il parcourait les villages, prêchait les paysans, et son éloquence toujours inspirée, enfantait des merveilles. Longtemps on crut ses services désintéressés, mais la suite montra qu'il était ambitieux, que, pour acquérir le pouvoir et dominer, il n'était pas scrupuleux sur les moyens, et enfin, il donna prétexte à la Vendée de l'accuser d'avoir trafiqué de son sang.

CHAPITRE III.

Prise de Saumur. — Occupation d'Angers. — Attaque de Nantes.

A la nouvelle du soulèvement de la Vendée, les départements du Midi avaient envoyé de toutes parts des bataillons pour le comprimer. Nous les avons vus résister et se faire écraser à Thouars et à Fontenay. La commune de Paris suivit l'exemple qui lui était donné. Elle fit un appel aux sections, recruta à prix d'argent, dans les faubourgs, parmi la population des émeutes, et Santerre, l'homme du 21 juin, du 10 août, du 21 janvier, entraîna ces nouveaux soldats le long de la Loire. Leurs chants, leurs cris, leur indiscipline, leurs désordres inspiraient la terreur et l'effroi. Ils ne parlaient que de pillage, que de viol, que de massacre. C'était là *les héros de cinq cents livres*. La Vendée n'attendit pas que tous ces oiseaux de proie fondissent sur elle ; elle marcha sur Saumur

à leur rencontre. Leygonnier, à Doué, essaye de couvrir Saumur : Leygonnier est culbuté. Salomon accourt de Thouars, mais déjà les Vendéens, qui ont prévu ce mouvement, se sont jetés entre lui et la ville qu'il vient défendre, et, quand il se présente à la porte de Montreuil, une batterie se démasque, porte la mort dans ses rangs, tandis qu'une attaque de flanc achève de le mettre en déroute. Le 10 juin, l'armée vendéenne est en vue de Saumur.

Le Thouet, en se réunissant à la Loire, forme un angle aigu. Saumur est situé dans l'ouverture de cet angle, au pied des collines qui, après avoir longé la Loire, sont coupées par la vallée du Thouet. Le château de Saumur, placé à l'extrémité de ces collines, domine la ville, la Loire et le Thouet. Couvert par le fleuve et la rivière, Saumur n'est accessible que par les hauteurs. Quelques membres des administrations, devinant que si leur ville était attaquée, ce serait de ce côté, y avaient conduit l'ingénieur militaire d'Abadie. D'Abadie, après avoir étudié les lieux, avait tracé une redoute sur la rive droite du Thouet, dans les prés Varrains; mais il n'avait pas jugé à propos d'établir des lignes jusqu'à la Loire; des fossés, des clos de vigne, des murs devaient offrir aux troupes qu'on y placerait des appuis suffisants. Il fallait des hommes sur ce point pour défendre Saumur : il n'y en avait pas.

Comme on n'attendait les Vendéens que par la grande route de Doué et celle de Montreuil, qui se réunissent de l'autre côté du Thouet, à une demi-lieue de la ville, sur les bûttes de Bournan, c'était là qu'on avait concentré la plus grande partie des troupes, dans deux grandes redoutes et un camp retranché, armés d'une formidable artillerie. Menou commandait; il avait sous ses ordres Berthier et Coustard.

Les Vendéens s'étaient jetés en grand nombre dans la vallée du Thouet, sur les deux rives de la rivière. Les uns, suivant Stofflet, Fleuriot, des Essarts, s'avancent par les hauteurs le long de la Loire; les autres, sous la conduite de La Rochejaquelein, en côtoient le pied, et marchent sur les redoutes des prés Varrains; enfin une troisième colonne que dirige Lescure suit la rive gauche du Thouet, tourne les redoutes de Bournan et menace le pont Fouchard, pour couper la communication du camp avec la ville. Lescure arrive au pont, il en est maître, mais une charge de cuirassiers renverse ses paysans, qui commencent à prendre la fuite. Heureusement que deux fourgons se brisent sur le pont et arrêtent les Républicains. Quelques bons tireurs s'embusquent derrière et tuent les cavaliers, pendant que Bernard de Marigny les accable de mitraille. Les cuirassiers battent en retraite : le pont Fouchard reste aux Vendéens.

Sur la rive droite du Thouet, ils n'ont pas moins de succès. Menou enfin a vu que c'était là qu'était la principale attaque. Il donne l'ordre à Berthier de conduire sūr les hauteurs deux bataillons; mais il est trop tard : les hauteurs sont occupées et les bataillons ne peuvent se déployer; ils sont refoulés dans la ville.

La Rochejaquelein a tourné la redoute des prés Varrains, et tandis que M. de Baugé l'attaque de front, il la prend par derrière. Il jette son chapeau dans les retranchements, et ses paysans s'élancent pour aller le chercher : la redoute est emportée. Les Républicains fuient vers Saumur. Infanterie, cavalerie, tout se précipite pêle-mêle vers les ponts et traverse la Loire. Les Vendéens les suivent et, tandis que Stofflet descend dans la ville par les hauteurs, La Rochejaquelein y entre par le faubourg de Nantilly.

Il y a encore, pour les Républicains, un moyen de ramener la fortune, c'est de faire sortir les troupes du camp retranché et des redoutes de Bournan, de les former en colonne, de les lancer sur le pont Fouchard et de là sur les Vendéens dispersés dans Saumur. Coustard en conçoit l'idée : il commande la charge. « Où nous envoies-tu? dit le commandant des dragons. » — « A la mort! » répond Coustard, et les dragons s'élancent. Mais les bataillons de Paris, les héros de cinq cents livres se révoltent, ils me-

nacent Coustard de le mettre à la bouche d'un canon, et, la baïonnette sur la poitrine, l'obligent à révoquer son ordre.

Maîtres de Saumur, les Vendéens marchent aux buttes de Bournan. Quoiqu'ils fassent, ils ne peuvent les emporter; ils se préparent à les attaquer avec toutes leurs forces, le lendemain; mais Coustard les évacue pendant la nuit, et se retire sur Angers.

Cependant le château résistait encore. Bernard de Marigny y entre en parlementaire et fait accepter une capitulation.

Les fruits de la victoire étaient immenses. Saumur était la place d'armes des troupes qui se battaient dans la Vendée. On y trouva une grande quantité de canons et de fusils, et surtout d'énormes monceaux de salpêtre. Bernard de Marigny fit évacuer tout ce matériel, toutes ces munitions sur Mortagne, et, pendant longtemps, ce furent là les magasins qui alimentèrent la guerre.

A Saumur, comme on l'avait fait à Thouars et à Fontenay, on relâcha les prisonniers, après leur avoir coupé les cheveux.

L'insurrection avait pris de telles proportions qu'un chef était nécessaire pour régler les mouvements. Sur l'avis de Lescure, on élut pour généralissime le paysan qui le premier avait commencé la guerre, Cathelineau : c'était juste et c'était habile.

Cathelineau était né général, et il avait trop de modestie pour ne pas consulter en toute occasion ceux qu'il regardait comme placés fort au-dessus de lui par la naissance. Lescure, Bonchamps, d'Elbée, La Rochejaquelein restèrent chargés du commandement de leurs divisions; Stofflet devint major-général; Bernard de Marigny conserva la direction de l'artillerie; et, à la place de Dommaigné, qui avait été tué à Saumur, on mit à la tête de la cavalerie un jeune homme d'une bravoure chevaleresque, Forestier; mais Forestier ne garda pas longtemps ce poste, il l'avait accepté malgré lui, il le céda avec plaisir à un descendant des La Trémouille, au prince de Talmont, qui, peu après, s'échappant des prisons, apporta à la cause vendéenne son nom, son influence et son bras. C'est encore à Saumur que Charles d'Autichamp, qui devait survivre à presque tous les chefs et commander les Vendéens de l'Anjou, rejoignit l'armée.

On délibéra sur la route que l'on prendrait. Cathelineau fit adopter le projet de marcher sur Nantes. Nantes pris, la Vendée donnait la main à la Bretagne : l'Ouest tout entier se soulevait et devenait invincible pour la République, si même il ne parvenait à l'étouffer. C'était le dessein de Bonchamps. Malheureusement pour les Vendéens, retenu par la blessure qu'il avait reçue à Fontenay, il ne pouvait les

conduire : ils étaient ainsi privés de leur général le plus habile quand deux autres chefs qu'ils aimaient à suivre devaient aussi leur manquer. Lescure, blessé à la prise de Saumur, s'était retiré chez lui pour se rétablir et protéger le pays du côté de Niort, pendant l'attaque de Nantes, et La Rochejaquelein se résignait bien malgré lui à rester oisif quand tant de coups de sabre allaient se donner : il avait été désigné pour garder Saumur, et pour défendre cette porte de la Vendée contre l'armée républicaine qui se reformait à Tours.

Le 17 juin, les Vendéens marchèrent sur Angers en deux colonnes, les uns par Doué, sur la rive gauche de la Loire, les autres par Saint-Mathurin, sur la rive droite. C'était le moyen de faire tomber la résistance qu'on craignait de rencontrer aux Ponts-de-Cé; mais nulle résistance n'était à redouter : l'effroi s'était emparé des administrations et des troupes; c'était à qui se sauverait le plus vite. Le 18 juin, Angers fut occupé.

Après quelques jours de repos, les Vendéens se remirent en route, et le 29 juin ils étaient devant Nantes.

Nantes, ville de 100,000 âmes, est assise sur des collines qui dominent la rive droite de la Loire. Elle communique avec la rive gauche par une longue suite de ponts qu'on appelle les Ponts-Rousseau. Ces ponts donnent accès dans le faubourg Saint-

Jacques à gauche, et à droite dans le faubourg Pont-Rousseau, qui se relie par des maisons détachées avec le bourg des Sorinières. La ville est coupée en deux par une rivière large, profonde, marécageuse, d'un accès difficile, qu'on nomme l'Erdre. La plus grande partie de la ville est bâtie sur la rive droite de l'Erdre. A part ces défenses naturelles, Nantes est une ville ouverte. Au mois de juin 1793, elle avait huit ou dix mille hommes de garnison et une garde nationale nombreuse et pleine d'ardeur. Canclaux, général en chef de l'armée des Côtes de Brest y commandait. Il avait sous ses ordres Beysser et Coustard, le même général qui avait si malheureusement essayé de défendre les redoutes de Bournan. Coustard, abandonnant ses soldats indisciplinés, était venu offrir ses services à Canclaux. Des représentants du peuple et le maire de la ville, Baco, soutenaient l'énergie des défenseurs de Nantes.

Pour n'avoir pas à passer l'Erdre sous les murs de la ville, une partie des Vendéens avaient remonté cette rivière jusqu'à Nort, et, après avoir forcé le poste, la redescendaient. Le camp de Saint-Georges, qui couvrait Nantes de ce côté, avait été évacué.

En même temps que la grande armée vendéenne allait attaquer Nantes sur la rive droite de la Loire, Charette se préparait à l'assaillir par la rive gauche. Jusque-là il s'était tenu à l'écart des opérations des

autres armées. Il était jaloux de ce commandement qu'il avait eu tant de difficulté à conquérir; mais la prise de Nantes, d'où sortaient sans cesse des détachements qui l'inquiétaient, lui importait trop; il avait promis son concours.

Ce fut lui qui commença l'attaque le 29 juin, à deux heures du matin; il se rendit maître du bourg des Sorinières, et s'avança sur le Pont-Rousseau. En même temps, M. de Lyrot, chef des Vendéens du Loroux, marchait sur le faubourg Saint-Jacques; il devait se réunir à Charette et, tous deux ensemble, forcer les ponts. Mais la difficulté était grande, et quoique les Vendéens déployassent le plus brillant courage, quoique leur artillerie fît sur les Républicains un feu très-animé, Beysser, qui commandait sur ce point, leur tint tête jusqu'au moment où de nouveaux dangers l'appelèrent ailleurs; alors il remit le commandement à l'adjudant-général Boisguyon, qui continua à arrêter Charette.

Ce qui rappelait Beysser, c'était l'attaque faite par les Vendéens sur la rive droite. La grande armée avait été un moment retardée, mais à huit heures, tout était prêt pour le combat. La division Bonchamps sur la route de Paris, Cathelineau, d'Elbée, sur les routes de Rennes et de Vannes, l'engagèrent à la fois. L'artillerie tonne, la fusillade s'anime, les Vendéens se glissent, suivant leur coutume, derrière les

murs de clôture, dans les jardins, dans les maisons, et font pleuvoir la mort sur les Républicains. Quelque effort que fassent Canclaux, le représentant Gillet et le maire Baco, qui combattent au milieu des grenadiers, leurs soldats reculent. Déjà les Vendéens sont arrivés sur la place Viarmes; une batterie qu'on leur oppose, tombe entre leurs mains; cette fois encore la victoire va être le prix de leur audace, quand un bruit sinistre se répand dans leurs rangs : Cathelineau est frappé, Cathelineau est mort! Cette nouvelle abat les courages, il y a un instant d'hésitation; les Républicains l'ont remarqué, ils savent ce qui en est la cause, ils reprennent du cœur. C'est le moment de reconquérir le terrain perdu : Canclaux fait battre la charge; on se précipite à la baïonnette sur les Vendéens qui, à leur tour, cèdent, reculent et, malgré leurs chefs, prennent la fuite. On ne les poursuivit pas trop vivement, et ils purent se retirer. Le lendemain, ils repassèrent l'Erdre, et ensuite la Loire, emportant leur généralissime et M. de Fleuriot, commandant en second la division de Bonchamps, tous deux blessés à mort.

Ce qui avait empêché Canclaux de presser davantage les Vendéens, c'est qu'il avait derrière lui Charette qui, le lendemain 30, recommença l'attaque; mais, quand il eut appris la retraite de la grande armée, il rentra dans son pays.

Nantes était délivré; le combat avait duré dix-huit heures. Les chefs, la garnison tout entière, troupes de ligne, volontaires, garde nationale, avaient noblement fait leur devoir; aussi la joie tenait du délire. Des fêtes brillantes, des banquets patriotiques célébrèrent la victoire qu'on venait de remporter. C'était une victoire capitale : la République alors était menacée de périr; la Montagne, au 31 mai et au 2 juin, avait frappé la Gironde, mais la Gironde en appelait à la France, et la guerre civile s'allumait. D'un autre côté, les alliés, vainqueurs de Dumouriez et de Dampierre, avaient de nouveau envahi le sol de la patrie, et ils pressaient vivement Valenciennes et Condé qu'ils assiégeaient; Mayence était bloqué. Que Nantes fût tombé au pouvoir des Vendéens, que l'Ouest tout entier se fût levé, qu'il eût marché sur Paris, quelle résistance opposer? L'enthousiasme de 92, qui avait repoussé une première invasion, était refroidi; il ne restait plus que la sombre énergie de la Convention, mais dans une pareille crise, eût-elle suffi pour sauver la Révolution?

CHAPITRE IV.

Westermann en Vendée. — Prise et reprise de Châtillon. — Bataille de Vihiers. — Bataille de Luçon.

A peine l'armée vendéenne avait-elle eu le temps de se remettre de sa défaite, qu'il lui fallut courir à de nouveaux combats.

Westermann était entré en Vendée. De tous les généraux de la République qui ont fait la guerre dans l'Ouest, nul n'y a laissé un nom aussi redouté.

Westermann, ami de Danton, avait fait avec lui le 10 août. Dans cette journée fameuse de la Révolution, il était à la tête des Marseillais. Après la charge des Suisses, charge qui, un moment, fit reculer l'insurrection, c'est lui qui ramena la populace à l'assaut des Tuileries et qui l'y fit entrer.

Quand l'ennemi eut envahi la France, Wester-

mann partit pour l'armée. Dumouriez l'accueillit avec bienveillance, l'employa dans des circonstances difficiles où il eut l'occasion de montrer son indomptable énergie, et se l'attacha par les dangers mêmes où il l'exposa. Sous ses ordres, Westermann comprit l'importance de la discipline, et lui, chef de volontaires, il en établit une sévère dans les troupes qu'il commandait. Lorsque la Vendée devint menaçante, la Convention le chargea de former une légion composée de troupes de toutes armes, et de la conduire dans l'Ouest. Biron, nommé tout récemment général en chef de l'armée des Côtes de La Rochelle, lui ordonna, pour faire diversion à l'attaque de Nantes, de partir de Niort et de pénétrer dans le Bocage; Westermann y entra le fer et le feu à la main. Il surprit Lescure à Parthenay, brûla Amaillou, brûla le château de Clisson, occupa Bressuire, s'empara de Châtillon. Il était au cœur de la Vendée.

Lescure trop faible appela à son aide. La grande armée revenait de sa malheureuse expédition et repassait la Loire; d'Elbée convoqua ses paroisses et accourut.

Westermann attendait l'ennemi par la route de Cholet et, de ce côté, avait pris quelques précautions. Mais les Vendéens franchissent la Sèvre, tournent les postes avancés de Westermann et, se glissant derrière les haies, les enveloppent.

Les Républicains, attaqués de tous les côtés, se replient sur Châtillon : dans la descente rapide qui mène à cette ville, leurs canons s'embarrassent, se renversent et entravent la marche. Les Vendéens ne laissent pas à l'ennemi le temps de se reconnaître, et bientôt commence une épouvantable déroute. Westermann, surpris dans Châtillon, n'a que le temps de sauter à cheval et de s'évader sur Bressuire avec deux ou trois cents cavaliers. C'est presque là tout ce qu'il sauve de sa défaite.

Il était coupable de négligence; il voulut rejeter sa faute sur d'autres : il accusa ses lieutenants, il accusa le général en chef lui-même. Biron, qui alors était à Angers pour concerter avec Canclaux un plan d'attaque, devint responsable de la témérité de Westermann. Le Tribunal révolutionnaire la lui fit payer de la tête. Mais Westermann ne fut pas sauvé : il avait choqué une faction puissante, en attaquant un des protégés de cette faction, Rossignol, commandant de la gendarmerie de Paris. Westermann n'avait pas craint de le faire arrêter et traduire devant un conseil de guerre, parce qu'il prêchait dans l'armée l'insubordination et le désordre. Westermann, mandé à Paris, y rencontra Beysser, le défenseur de Nantes, accusé de fédéralisme. Tous deux comparurent devant le Comité de salut public, et comme tous deux étaient braves, tous deux furent renvoyés

aux armées; mais la sentence fatale resta suspendue sur leurs têtes.

La Rochejaquelein avait été obligé d'abandonner Saumur. On lui avait donné trois mille hommes pour garder cette ville, mais chaque jour sa troupe diminuait : les paysans désertaient pour aller voir leurs familles et surveiller leurs affaires. La Rochejaquelein dissimulait sa faiblesse. La nuit, avec quelques cavaliers, il traversait Saumur au galop, et criait Vive le roi! sur plusieurs points; mais il arriva un jour où elle apparut à tous les regards : il n'avait plus que dix hommes avec lui. Alors il partit pour Thouars, emmenant les deux dernières pièces de canon qui restaient au château, encore fut-il obligé, faute de pouvoir les traîner plus loin, de les jeter dans la rivière.

Aussitôt qu'elle apprit l'évacuation de Saumur, l'armée de Tours se remit en route, et le jour où elle prit possession de la ville, les représentants du peuple écrivirent à la Convention une lettre triomphante, comme si le courage de leurs soldats eût eu la moindre part à ce succès.

De là, toujours avec l'armée, ils se rendirent à Angers, en suivant la rive droite de la Loire, et ils y entrèrent sans coup férir. Alors, ils donnèrent l'ordre à la Barolière, qui commandait les troupes, de marcher, par les Ponts-de-Cé, sur la Vendée. La

Barolière se dirigea sur Brissac et Vihiers. Après un combat livré à Martigné, dans lequel les Vendéens furent mis en déroute et Bonchamps blessé, il entra à Vihiers. De Vihiers, le 18 juillet, il s'avançait sur Coron, lorsqu'il fut assailli de tous côtés par les Vendéens. Cette fois, ils n'avaient aucun de leurs chefs connus pour les commander; c'était l'abbé Bernier qui, se servant des noms de Bonchamps, de d'Elbée, de Lescure, les menait au combat. Ils remportèrent la plus brillante victoire : toute l'artillerie ennemie tomba entre leurs mains; le représentant Bourbotte fut blessé; Santerre, qui commandait une division, fut sur le point d'être fait prisonnier. Les Vendéens qui le savaient dans l'armée républicaine, désiraient le prendre pour l'enfermer dans une cage de fer et le promener par tout le pays; ils lui auraient fait expier la brutalité avec laquelle il avait étouffé, par des roulements de tambour, les dernières paroles de Louis XVI. Il n'échappa à Forêt, qui le poursuivait, qu'en faisant sauter à son cheval une barrière de de quatre ou cinq pieds de hauteur.

Les Républicains se sauvèrent sur Tours par tous les chemins; on ne put les rallier qu'à Chinon. Rien de plus affreux que les crimes qu'ils commirent pendant cette déroute : pillage, viol, meurtre, il n'est aucun attentat dont ils ne se rendissent coupables. Les patriotes, aussi bien que les royalistes, étaient

victimes de leur lâche barbarie. Ils déshonorèrent la fille du premier magistrat de Saumur jusque dans les bras de sa mère. Un long cri d'horreur s'éleva de toutes ces malheureuses contrées pour flétrir les héros de cinq cents livres.

Cathelineau était mort de ses blessures le 14 juillet. On procéda à une nouvelle élection ; au moyen d'une intrigue, d'Elbée se fit nommer. C'est à Bonchamps que revenait cet honneur. Un moment, Bonchamps fut piqué de cette préférence, mais il ne tarda pas à sacrifier ce juste mouvement d'amour-propre au succès de sa cause, et continua à servir avec autant de zèle qu'auparavant.

Les Vendéens, après leur victoire de Coron, n'eurent qu'un instant de repos. Tuncq, nommé à la place de Sandos, commandant de Luçon, avait envahi les cantonnements de M. de Royrand ; il s'était emparé de Pont-Charron, de Chantonnay : il était au centre du Bocage. La grande armée se réunit ; Tuncq se retira devant elle et l'attendit dans la plaine de Luçon.

A l'aile gauche, où était Lescure, les Vendéens furent victorieux ; mais, au centre, l'artillerie volante des Républicains fit d'affreux ravages : le centre se mit en déroute.

A quinze jours de là, les Vendéens essayèrent de prendre leur revanche. Cette fois, Charette était

venu se joindre aux troupes de la Haute-Vendée. On suivit le plan proposé par Lescure dans le conseil de guerre. Les divisions, formées en échiquier, s'avancèrent appuyées les unes sur les autres. « Où voulez-vous vous placer? » demanda Lescure à Charette. — « Le plus près de l'ennemi. » Il prit position à l'aile gauche et commença le feu. Encore cette fois, les Vendéens eurent du succès de ce côté, mais au centre régnait le plus grand désordre ; d'Elbée n'avait pas su disposer sa division : les paroisses marchaient sans accord. Tuncq le remarqua : il fit effort sur ce point, et coupant en deux l'armée ennemie, la mit en fuite ; Charette et Lescure couvrirent la retraite.

Cette seconde victoire, Tuncq l'avait remportée malgré le pouvoir exécutif. Au moment de combattre, on lui avait remis sa destitution. C'est Rossignol, nommé coup sur coup général de brigade, général de division, enfin commandant de l'armée des Côtes de la Rochelle, qni l'avait demandée. Mais les représentants s'opposèrent à ce que Tuncq quittât le commandement. Réintégré par eux, Tuncq combattit et fut victorieux.

Dans le même temps, la division de Bonchamps avait repris l'offensive sur les bords de la Loire ; d'Autichamp avait culbuté les Républicains à la Roche-d'Érigné et s'était emparé des Ponts-de-Cé ;

mais les Ponts-de-Cé furent repris, et de Scépeaux, autre lieutenant de Bonchamps, échoua dans une tentative sur Doué.

Cependant, la Convention irritée de la résistance opiniâtre des Vendéens, avait recours aux dernières mesures. Le 1er août 1793, sur la proposition du Comité de salut public, elle décrétait que des compagnies d'ouvriers et de sapeurs seraient formées et conduites en Vendée ; que les grains seraient coupés et transportés dans l'intérieur ; que les haies seraient abattues ; que des matières incendiaires seraient préparées ; que les bois, les genêts deviendraient la proie des flammes ; que le tocsin sonnerait dans les départements voisins ; que les hommes depuis vingt jusqu'à soixante ans, se lèveraient avec les armes qui tomberaient sous leur main, et que tous ensemble anéantiraient la Vendée. La Vendée pouvait se rire de ces décrets de colère, mais la Convention avait ajouté que l'armée qui venait de capituler à Mayence y serait conduite en poste, et c'est à l'armée de Mayence qu'il était réservé de l'accabler.

Si nous nous intéressons à la Vendée, apprenons à connaître le redoutable adversaire qui s'avance contr'elle.

CHAPITRE V.

L'armée de Mayence. — Conseil de guerre tenu à Saumur. — La faction Vincent. — Rossignol-Ronsin.

En 1792, les armées prussiennes et autrichiennes, qui envahissaient la France, avaient attiré à elles toutes leurs forces disponibles; les bords du Rhin étaient dégarnis. Custine, commandant l'aile gauche de l'armée du Rhin, en profita. Il courut sur Spire, Spire se rendit; il marcha sur Worms, Worms ouvrit ses portes; longeant toujours le Rhin, il arriva sous Mayence; mais Mayence, ville bien fortifiée, allait l'arrêter; des intelligences qu'il avait dans la place l'y firent recevoir. La témérité de Custine pouvait devenir la plus heureuse des hardiesses, si, pas-

sant le Rhin à Mayence, et continuant à descendre le fleuve, mais cette fois en suivant la rive droite, il fût venu se placer devant Coblentz. C'était le moment où, battue en Champagne par Dumouriez et Kellermann, l'armée prussienne, démoralisée, malade, dans le plus triste état, cherchait à regagner les provinces de la monarchie. Qu'elle eût trouvé devant elle Custine bordant le Rhin, Kellermann et Dumouriez sur ses derrières et sur ses flancs, cette armée était réduite peut-être à mettre bas les armes, et bien longtemps avant Iéna, nous prenions une éclatante revanche de Rosbach.

Mais, ce n'est pas seulement l'armée prussienne qui eût été compromise; l'armée autrichienne des Pays-Bas avait ses communications coupées, on la prenait à revers, on la jetait à la mer, et d'un seul coup, les bords du Rhin et la Belgique, qui plus tard nous coûtèrent tant de sang, tombaient en notre pouvoir. Custine entrevit ce plan, mais il l'abandonna pour courir sur Francfort, et s'enfoncer encore davantage en Allemagne. Les Prussiens repassèrent le Rhin à Coblentz, sans être inquiétés. Ils ne tardèrent pas à faire payer chèrement sa faute à Custine. Réorganisés, ils marchèrent sur Francfort, et, après un combat insignifiant, firent prisonnière la faible garnison que Custine y avait laissée. De là, ils s'avancèrent sur Mayence, passèrent le Rhin au-

dessous de cette ville, et refoulèrent nos avant-postes. Alors Custine, qui quelques mois auparavant était si hardi, se montra d'une pusillanimité d'enfant. Craignant d'être coupé de la France, par les passages des Vosges, il abandonna avec précipitation toutes ses faciles conquêtes, se retira derrière la Lauter, et, comme s'il n'y fût pas encore en sûreté, il voulait se réfugier sous le canon de Strasbourg. Les représentants du peuple s'y opposèrent. Une armée de cinquante mille Prussiens et Autrichiens fut chargée de le contenir. Une autre armée de cinquante mille hommes, commandée par le roi de Prusse en personne, bloqua Mayence. Dans les murs de cette ville étaient vingt mille Français. Ce n'était pas de vieilles troupes, la plupart même étaient de jeunes recrues, des volontaires encore novices dans le métier des armes. Mais, sous les chefs intrépides qui les commandaient, ils allaient devenir les premiers soldats du monde. Ils étaient animés du meilleur esprit; ils avaient dans leurs rangs deux de ces conventionnels dont rien n'ébranlait la puissante énergie : Merlin de Thionville et Rewbell.

Sur les deux rives du Rhin, Mayence fut investi au mois d'avril 1793. La garnison défendit pied à pied les approches de la place; souvent, dans ses sorties, elle enleva les positions de l'ennemi, pénétra dans ses retranchements, détruisit ses ouvrages,

encloua ses canons. A la fin, cependant, les parallèles furent achevées, les canons placés, les batteries démasquées, et une pluie de feu accabla Mayence. Le courage des assiégés était au niveau du danger : toutes le nuits ils attaquaient, et presque toutes les nuits ils obtenaient quelqu'avantage. Le roi de Prusse en vint à admirer tant de force, et le jour où l'armée de Mayence perdit Meunier, l'un de ses plus vaillants chefs, il s'associa à sa douleur.

Un danger que le courage ne pouvait conjurer, menaçait cette brave garnison. Les vivres allaient manquer. Déjà on avait été obligé de renvoyer les bouches inutiles, et ces malheureux, repoussés par l'ennemi, étaient morts sur les glacis de la place. Il y avait encore du blé; mais les moulins, établis sur le fleuve, avaient été brûlés, et les moulins à bras ne pouvaient fournir qu'une trop petite quantité de farine. Dès le commencement du siége, on avait abattu la plus grande partie des chevaux, et on les avait salés; la chair de cheval elle-même touchait à sa fin, on la distribuait avec parcimonie. Les animaux les plus immondes, les chiens, les rats, les chats étaient une bonne fortune pour les malheureux qui pouvaient en saisir.

Ces privations étaient grandes; mais le soldat français, avec son intarissable gaîté, s'en serait amusé, si des inquiétudes douloureuses ne l'eussent

assailli. Depuis quatre mois qu'il était renfermé dans Mayence, il n'avait pas reçu la moindre nouvelle de la patrie. Dans ce moment de péril, que se passait-il en France? Les Prussiens, pour abattre l'énergie de nos troupes, avaient recours à des bruits et à des ruses de toute sorte. Ils allaient jusqu'à faire imprimer des *Moniteurs* où on lisait que Dumouriez avait renversé la Convention, que la contre-révolution était faite, que les émigrés étaient rentrés, et ces faux *Moniteurs* ils les faisaient passer à nos soldats. Se pouvait-il? Quoi, tant de sang versé pour la liberté, et les maux si grands qu'ils enduraient, tout cela était perdu! Ils se refusaient à le croire. Toutefois, une anxiété pénible les oppressait. Quelque temps ils avaient espéré qu'on leur enverrait des nouvelles par le fleuve, dans des bouteilles; ils avaient tendu des filets, mais chaque jour ils les levaient et ne trouvaient rien.

Et Custine, et l'armée de la Moselle, et l'armée du Rhin, que faisaient-elles? Pressé par les représentants du peuple, Custine avait prétexté d'abord sa faiblesse, puis, repoussé dans une attaque, il avait repris ses positions. Beauharnais, qui l'avait remplacé, n'osait pas davantage. Cependant l'armée de Mayence, réduite à l'extrémité, l'attendait. Un jour, tout est en émoi parmi ces braves soldats; on écoute, on croit entendre au loin le bruit du canon;

l'espoir, la joie ranime ces visages flétris par la souffrance ; ils courent aux armes, ils vont s'élancer hors de la ville pour donner la main à ceux qui viennent les délivrer! Horrible déception ! Ce bruit flatteur et si désiré, c'est le roulement du tonnerre que les échos du Hundsrück et des Vosges renvoient jusqu'à Mayence.

Il faut céder; dans quelques jours la garnison, sans vivres, sera obligée de se rendre à discrétion. On demande à capituler. Le roi de Prusse se montre facile envers nos braves : ils sortiront avec armes et bagages; on ne leur impose d'autre condition que de ne pas servir d'une année contre les alliés. Cette capitulation est belle, elle est honorable, mais il en coûte à nos soldats d'abandonner cette ville où ils ont tant souffert. Ils voulaient au moins que leur sang conservât Mayence à la patrie, et ils pleurent en quittant ces palissades brisées, ces murs démantelés qu'ils ont si vaillamment défendus.

L'armée prussienne est sous les armes; elle rend les honneurs militaires à ces glorieux débris qu'elle n'a pu vaincre. Le roi de Prusse appelle les officiers par leur nom et les complimente. La Convention sera moins généreuse. A ces chefs qui ont fait si noblement leur devoir, pour récompense elle donne des fers. Mais Rewbel et Merlin, témoins de leurs efforts, courent à Paris, au Comité de salut public,

à la Convention, et leurs chaleureuses, mais justes paroles font décréter que chefs et soldats, l'armée de Mayence a bien mérité de la patrie. Tous ensemble partent en poste pour la Vendée.

Ces chefs qui sont-ils?

C'est Aubert-Dubayet, l'organisateur des bataillons de Mayence, celui que les soldats regardent, aiment comme un père, et qu'ils ne craindront pas de redemander, quand les proconsuls de la Convention le leur auront enlevé.

C'est Beaupuy, l'héroïque Beaupuy, qui voudra mourir le jour où, pour la première fois, il verra fuir ses Mayençais.

C'est Haxo, dont l'activité et l'audace n'auront d'égales que l'audace et l'activité de Charette, qui tombera dans la Vendée au moment de saisir ce chef redoutable, mais qui, en mourant, emportera l'admiration de son ennemi.

Enfin, c'est Kléber.

Arrêtons-nous un moment devant cette grande figure, une des plus belles que nous offre la Révolution.

Kléber a trente-neuf ans, la taille haute, la figure pleine, une large bouche d'où sortent des paroles héroïques, mêlées à des mots cyniques, l'attitude et l'air martial. C'est une nature opulente.

Des panaches aux trois couleurs ondoient sur sa

tête; ses cheveux flottent au vent; les revers de son habit découvrent sa large poitrine; une ceinture tricolore à grandes franges entoure ses reins. Kléber aime le faste.

Il a d'abord servi dans les rangs de l'Autriche; puis, au cri de la patrie en danger, il est parti de l'Alsace, à la tête d'un bataillon de volontaires. Il est entré dans Mayence, et c'est là qu'il a grandi. Quand il en sort, il est général de brigade.

En Vendée, Aubert-Dubayet sera enlevé à ses soldats; mais Kléber restera aux Mayençais. Sous des généraux incapables, c'est lui qui conduira la guerre; malgré les oppositions, malgré les dégoûts, malgré les menaces mêmes, il vaincra et sauvera l'honneur de l'armée de Mayence. La République lui devra de ne plus trembler au nom de la Vendée, et, pour tant de services, il sera disgrâcié; mais au jour du danger, on se souviendra de lui. Il tirera plus d'une fois la droite de l'armée du Nord des périls où l'engageront l'inhabileté et la présomption, et enfin prendra la plus belle part aux triomphes de l'armée de Sambre-et-Meuse. A Fleurus, sur les bords de la Roër, au passage du Rhin, au sein de l'Allemagne, Kléber sera toujours lui-même, et quand, après quelques revers, Jourdan malade et découragé voudra quitter ses troupes, c'est Kléber qu'il désignera pour le remplacer.

Cependant, l'injustice l'atteindra de nouveau; il se retirera jusqu'au moment où un jeune guerrier, encore tout brillant de l'éclat que répandra sur lui la plus merveilleuse campagne, l'entraînera dans une entreprise aventureuse. Kléber suivra Bonaparte en Égypte; un des premiers il teindra de son sang le sol où il doit périr. Blessé à Alexandrie, il ne pourra se trouver aux Pyramides. Mais en Syrie, au pied du Mont-Thabor, il étonnera le monde. C'est à lui que Bonaparte, en partant, remettra le commandement; mais, cédant à un mouvement d'humeur, Kléber voudra rendre l'Égypte. Heureusement pour lui, à sa loyauté, on répondra par la trahison; alors il en appellera à son courage, au courage de ses soldats, et, dans les plaines d'Héliopolis, se donnera à lui-même le plus glorieux démenti. L'Égypte évacuée redeviendra sa conquête, il s'y attachera, il l'organisera, il en fera, pour la France, la plus riche des colonies, lorsque le poignard d'un fanatique l'arrêtera au milieu de sa noble carrière. C'est quand il ne sera plus que l'armée sentira toute l'étendue de sa perte : des fautes accumulées sur des fautes, amèneront l'évacuation de l'Égypte; mais les soldats de Kléber ne voudront pas laisser sa cendre dans une terre devenue ennemie; ils rapporteront en France, avec ce qu'ils ont de plus cher, les dernières dépouilles de leur général.

L'armée de Mayence était arrivée sur la Loire. Des vingt mille hommes entrés dans la place avant le siége, il n'en était sorti que douze ou quinze mille; les autres avaient péri de fatigues, de maladies et dans les combats; mais ceux qui restaient formaient un corps de troupes admirables. Forts, vigoureux, à l'épreuve, ayant cette contenance assurée et fière que donne la confiance en soi, là où ils passaient, leur marche était un triomphe. Les municipalités allaient au-devant d'eux; on les invitait à des fêtes; on leur offrait des couronnes que Kléber faisait attacher aux drapeaux; partout éclatait le plus flatteur enthousiasme. Mais par où cette armée allait-elle entrer en Vendée? Deux états-majors se la disputaient, l'état-major de Saumur et celui de Nantes.

Canclaux commandait l'armée des Côtes de Brest. C'était un homme de l'ancien régime, mais dévoué au nouveau. Il savait la guerre, voyait juste et vite, et était d'une prudence qui ne faisait jamais tort à son courage et à son énergie. Sage, il s'était entouré d'hommes qui lui convenaient.

C'était Vergnes, son chef d'état-major, officier instruit et capable; c'était Grouchy, noble comme Canclaux, mais comme lui ayant juré de servir fidèlement le gouvernement que la France s'était donné, et comme lui tenant parole jusqu'à la plus sublime

abnégation; Grouchy, qui devait se faire un grand nom sur les champs de bataille de l'Empire et atteindre à la plus grande fortune militaire, mais aussi à qui était réservé le plus grand des malheurs, car c'est à lui que, plus tard, la France devait demander compte du sang de ses enfants; c'est lui que devait à tout jamais oppresser le souvenir du plus triste de nos désastres, le souvenir de Waterloo.

Un seul des officiers de Canclaux, Beysser, rappelait le temps d'alors, par son impétuosité turbulente, et encore Beysser était suspect de fédéralisme.

La démagogie s'était réfugiée à l'armée des Côtes de La Rochelle; Rossignol en était le chef. Compagnon orfèvre avant la Révolution, Rossignol était un des vainqueurs de la Bastille; il s'était ensuite signalé dans les émeutes et dans les clubs, et était arrivé en Vendée à la tête d'une bande de ses pareils. Là, sous le prétexte d'enseigner l'égalité, il avait prêché l'insubordination. Arrêté, traduit devant une commission militaire, il avait été réclamé par ses puissants amis, qui l'avaient fait d'abord réintégrer, puis l'avaient élevé jusqu'au grade de général en chef. Mais de tous côtés, cette nomination scandaleuse avait provoqué des réclamations. Les provinces de l'Ouest étaient effrayées de voir commander des troupes déjà si portées au désordre, un homme qui avait donné à ses soldats l'exemple du pillage et de

l'ivrognerie. Rossignol était et se glorifiait d'être sans-culotte, il fut maintenu. Bientôt il n'y eut plus, comme il le disait, que des gens de sa *trempe* dans son armée.

Cependant, à la tête de la division de Luçon, restait un homme que Rossignol n'aimait pas, et à qui il suscitait toutes sortes d'obstacles, sans parvenir à l'écarter. Destitué, Tuncq avait été maintenu par les représentants. La victoire l'avait pour ainsi dire consacré. Rossignol arriva à son camp de Chantonay; les tracasseries recommencèrent. Tuncq, exaspéré, s'adressa aux représentants Bourdon (de l'Oise) et Goupilleau (de Fontenay) qui l'accompagnaient et le soutenaient. Bourdon et Goupilleau suspendirent Rossignol. Le lendemain, sur de nouvelles plaintes qui leur arrivèrent de Fontenay contre lui, ils voulurent le faire mettre en prison comme voleur; mais Bourbotte, autre représentant du peuple, prit un arrêté qui infirmait ceux de Bourdon et de Goupilleau. Goupilleau partit pour Paris; Bourbotte l'y prévint, et Rossignol, mandé à la Convention, fut rétabli dans son commandement, aux grands applaudissements des tribunes. On rappela Bourdon et Goupilleau; on destitua Tuncq définitivement. La retraite de Tuncq fut le signal de la défaite de son armée. A peine l'eut-il quittée, que les Vendéens tombèrent sur elle et l'écrasèrent à Chantonay.

Rossignol avait pour chef d'état-major Ronsin. Ronsin, espèce de poète dramatique, s'était jeté à corps perdu dans la Révolution. Lui et son ami Vincent, tous deux liés intimement avec le cynique Hébert, le trop fameux rédacteur du *Père-Duchesne*, avaient été remarqués par leur violence dans le club le plus violent de Paris, celui des Cordeliers. A l'époque ou Pache, ministre de la guerre, livra ses bureaux aux Jacobins, Vincent et Ronsin y firent invasion. Vincent s'empara de la place de secrétaire général. Il envoya Ronsin comme fournisseur à Dumouriez, mais Dumouriez chassa Ronsin. Alors Vincent le dirigea sur la Vendée, avec le titre d'adjoint-ministre. Ronsin espionna, dénonça, et, à la fin, fit périr le malheureux Biron. Ce fut lui qui, pour remplacer Biron, désigna au choix du ministre Rossignol, comme un homme du plus pur patriotisme. Rossignol fut nommé général en chef de l'armée des Côtes de La Rochelle ; mais il n'accepta qu'à la condition d'avoir Ronsin pour chef d'état-major. Ronsin, qui n'avait jamais manié un sabre, passa en quelques jours par tous les grades jusqu'à celui de général de brigade, et sur-le-champ, il se mit avec Rossignol à épurer l'état-major et à refaire l'esprit public. Pour y parvenir, il demanda au ministre, et distribua dans l'armée des milliers d'exemplaires du *Père-Duchesne*. Quant à Rossignol, il avait recours

à un moyen plus en rapport avec ses goûts : il allait dans les casernes, buvait avec les soldats, et chantait avec eux des airs patriotiques. Cette indécente familiarité l'avait rendu très-populaire, et c'était le général qui convenait à cette tourbe dont Santerre avait infecté la Vendée. Mais tous ces hommes, généraux et soldats, n'avaient de force que pour l'orgie, et ce Rossignol, si plein de jactance, était toujours malade quand il fallait combattre. Au reste, sa présence à l'armée n'eût produit aucun changement; il était incapable, et avec des soldats aussi indisciplinés que les siens, il n'y avait pas de succès à espérer.

L'armée de Mayence le savait; aussi montrait-elle la plus grande répugnance à servir avec des troupes et sous des généraux qui n'avaient jamais éprouvé que des défaites. Mais c'était en Vendée que la Convention avait décidé que l'armée de Mayence se rendrait, et la Vendée était dans l'arrondissement de l'armée des Côtes de La Rochelle.

Dès le commencement du mois d'août, le représentant du peuple Cavaignac avait fait parvenir au Comité de salut public un plan de campagne attribué à Grouchy. D'après ce plan, l'armée de Mayence entrait dans la Vendée par Nantes. Philippeaux, autre représentant, se rendit à Paris, et le fit adopter. Mais, à la fin d'août, Ronsin, au nom de Rossignol, en présenta un nouveau. Il proposait, comme on

devait s'y attendre, que l'armée de Mayence pénétrât dans le pays insurgé par Saumur. Les représentants attachés à l'armée des Côtes de Brest prirent parti pour le plan qui mettait les Mayençais sous les ordres de Canclaux; Ronsin eut pour lui les représentants de l'armée de la Rochelle. Pour terminer le différent, le Comité de salut public ordonna qu'un conseil de guerre serait tenu à Saumur, et qu'on y arrêterait un plan de campagne définitif. Le conseil de guerre s'assembla le 2 septembre. Il était composé de représentants du peuple et de généraux : on y adopta le plan proposé par Canclaux.

D'après ce plan, des postes établis sur la rive droite, des chaloupes canonnières placées au milieu du fleuve, devaient faire de la Loire une barrière infranchissable; les divisions de l'armée de La Rochelle s'avanceraient dans le pays, prendraient de fortes positions et s'y retrancheraient; l'armée de Nantes balayerait la côte, pousserait les Vendéens devant elle, les presserait entre deux murs de fer, les écraserait s'ils tentaient de résister, ou bien les jetterait et les noyerait dans la Loire.

Ce plan, comme l'événement le prouva, présentait des dangers. Il était à craindre que les Vendéens réunis ne fondissent en masse sur une des divisions qui leur étaient opposées, qu'ils ne rompissent le réseau dans lequel on voulait les étreindre, et n'al-

lassent désoler par la guerre civile les départements voisins.

Le plan de Rossignol était plus sûr. Outre qu'il épargnait aux Mayençais déjà fatigués, une route longue et pénible, il permettait aux colonnes, lancées à travers le Bocage, de pousser l'ennemi devant elles, sans craindre que l'obstacle contre lequel on voulait l'acculer et le forcer ne cédât, puisque cet obstacle c'était la mer. Mais les généraux eurent peur, sans doute, de compromettre et de ruiner cette belle armée de Mayence, en l'associant à des bandes qui n'avaient jamais su que fuir.

Canclaux s'entendit avec Rossignol sur les mesures de détail, et ils se quittèrent contents l'un de l'autre en apparence. Mais l'amour-propre de Rossignol et de Ronsin avait été blessé; ils gardaient rancune à Canclaux, aux généraux, aux soldats de l'armée de Mayence, et peut-être faut-il voir une trahison dans les ordres singuliers qu'ils donnèrent, et qui faillirent amener le désastre de l'armée de Brest.

CHAPITRE VI.

Entrée des Mayençais en campagne. — Défaite de Kléber à Torfou. — De Beysser à Montaigu. — De Santerre à Coron. — De Duhoux au Pont-Barré. — Retraite de l'armée de Mayence.

Aux termes du décret de la Convention, la levée en masse devait appuyer les opérations des armées qui allaient combattre les Vendéens ; mais les représentants en mission près de l'armée de Brest, probablement d'après le conseil de Canclaux, refusèrent de mettre cette mesure à exécution. Ils prétendirent que dans un pays si mal disposé, ce serait fournir une occasion de nuire à la République. La vérité est que cette cohue ne pouvait qu'être funeste : au combat, elle ébranlait, par la mollesse de sa contenance,

la fermeté des soldats disciplinés, et elle consommait les vivres et les munitions qu'on avait tant de difficultés à se procurer. On ne fit donc pas de rassemblements pour grossir l'armée de Brest; mais le 12 septembre, par l'ordre des représentants attachés à l'armée de la Rochelle, le tocsin sonna dans toutes les communes des départements qui avoisinent la Vendée, et bientôt Angers, Saumur, Thouars, Poitiers et Fontenay furent remplis d'une multitude armée de vieux fusils, de fourches et de bâtons, qui se préparait à fondre sur le Bocage. Il vint de ces soldats même de l'Orléanais, du Berry et de la Sologne.

Les Vendéens ne les redoutaient pas; ils ne leur opposèrent que de petits corps de dix mille hommes, et encore formés de leurs paroisses les moins aguerries. C'était des chefs secondaires qui les commandaient; mais leurs regards se tournaient avec inquiétude du côté de Nantes. Ils sentaient que la foudre partirait de là. « Toutes les colonnes républicaines, disait l'abbé Bernier, peuvent être battues au levant et au midi, sans que la Vendée soit sauvée; mais toutes seraient victorieuses que rien ne sera perdu, si nous écrasons les Mayençais. »

Aussi était-ce contre les Mayencais que la Vendée se préparait à faire les plus grands efforts; ses armées les plus aguerries, ses chefs les plus habiles et les plus intrépides se portaient tous du côté de la

Sèvre : d'Elbée, Bonchamps, Lescure, allaient se réunir à Charette.

Suivant le plan arrêté à Saumur le 2 septembre, l'armée de Brest devait sortir de Nantes le 9 du même mois; elle comptait environ vingt mille hommes. L'avant-garde se partagea en deux colonnes; la colonne de droite, forte de six mille hommes, était sous les ordres de Beysser. Elle devait balayer la rive gauche de la Loire, le pays de Retz, s'emparer de Bourgneuf, de Machecoul, et se diriger sur Légé, quartier général de Charette. La colonne de gauche, forte seulement de deux mille hommes, mais de deux mille Mayençais, était commandée par Kléber; elle avait pour instructions de tourner le lac de Grand-Lieu par Port-Saint-Père et Sainte-Lumine, d'appuyer Beysser et de concourir avec lui à la prise de Légé. Le corps d'armée d'Aubert-Dubayet, formé de deux divisions mayençaises que dirigeaient Vimeux et Beaupuy, s'avançait aussi sur Légé par la route des Sables. Canclaux le destinait à couper à l'ennemi la retraite du côté de Montaigu. Une réserve, sous Grouchy et Haxo, était chargée de garder le camp des Naudières qui couvrait Nantes, et de maintenir les communications de l'armée principale. Tous les mouvements prescrits s'exécutèrent avec précision : ni Beysser, ni Kléber n'avaient rencontré d'obstacles dans leur marche. Légé allait être

entouré quand Charette l'évacua et se retira sur Montaigu. Les Républicains l'y suivirent. Montaigu, attaqué et du côté de Nantes par Kléber, et du côté de Saint-Fulgent par Beysser, tomba en leur pouvoir. Charette battit en retraite sur Tiffauges. Beysser occupa Montaigu et l'armée de Mayence marcha sur Clisson, où Kléber entra le 18. Là, Canclaux apprit que Rossignol n'était pas encore en mesure de le soutenir. En attendant que l'armée de la Rochelle fût arrivée dans les positions qu'il était convenu qu'elle occuperait, on résolut de ne pas trop s'engager. Canclaux envoya sur sa gauche Beaupuy, du côté du Palet, pour ouvrir la route de Clisson à Nantes, et prescrivit à Grouchy d'appuyer son attaque en passant la Sèvre à Vertou. En même temps, il donna l'ordre à Kléber de pousser des reconnaissances sur Torfou, en remontant la rive droite de la Sèvre, de manière à donner la main à Beysser qui, de Montaigu, se rendrait à Tiffauges.

Le 19, l'avant-garde de l'armée de Mayence, sous les ordres de Kléber et du conventionnel Merlin, se mit en marche. Elle débusqua les avants-postes ennemis de Boussay, passa la petite rivière qui sépare le territoire de Boussay de celui de Torfou, et parut en vue de ce bourg. Torfou est situé sur une éminence; Charette occupait la colline. Kléber dispose ses troupes : deux bataillons tourneront le

village, l'un à droite, l'autre à gauche; quelques compagnies de la légion des Francs l'attaqueront de front; deux bataillons restent en réserve.

Les Mayençais s'avancent avec résolution; ils ne s'amusent pas à répondre aux coups de fusil qui les accueillent de toutes parts : ils chargent à la baïonnette, ils entrent dans le village et couronnent la hauteur. Les paysans de Charette prennent la fuite. « Y a-t-il quatre cents hommes assez braves pour venir mourir avec moi? » s'écrie Lescure. « Oui, monsieur le marquis, lui répond-on, nous vous suivrons où vous voudrez. » Et dix-sept cents hommes de la paroisse des Eschaubroignes, les grenadiers de la Vendée, s'avancent à la rencontre des Mayençais, dont ils soutiennent le choc. Kléber ordonne à gauche une nouvelle charge à la baïonnette : les Mayençais s'élancent, mais au lieu de fuir, les Vendéens se jettent derrière les haies et, prenant l'ennemi en flanc, font pleuvoir la mort sur lui. Bientôt même la fusillade se prolonge jusque sur les derrières : c'est Bonchamps, souffrant encore de la blessure qu'il a reçue à Martigné, Bonchamps porté sur un brancard qui, à la tête de sa division, attaque les deux bataillons de la réserve. « Nous sommes coupés! » s'écrie-t-on, et un moment d'hésitation se manifeste dans les rangs de l'armée de Mayence, mais bientôt elle se rassure et combat avec plus d'é-

nergie que jamais. L'artillerie est menacée ; Boisgérard, chef d'état-major de la division de Kléber veut la couvrir, il donne l'ordre au bataillon de droite, moins pressé que la colonne de gauche, de faire un mouvement en arrière ; on s'imagine qu'il recule, on se trouble ; le désordre commence. Kléber qui, blessé dès le commencement de l'action, n'a pas voulu, dans un moment si critique, abandonner son poste, essaye en vain de raffermir les courages ébranlés ; en vain sa voix puissante tonne ; en vain il fait tous ses efforts pour ramener ses troupes qui plient : on ne l'écoute plus. Pour prévenir une déroute, il est obligé d'ordonner la retraite. Mais les canons sont engagés dans un chemin creux, et un caisson brisé en obstrue le passage ; l'ennemi ne laisse pas le temps de débarrasser le chemin ; l'artillerie est abandonnée. Les Vendéens qui voient se retirer devant eux ces redoutables Mayençais, n'en sont que plus animés à les poursuivre. Ils redoublent d'audace ; ils reviennent sans cesse à la charge ; leur masse va accabler l'armée. Kléber court à Schewardin, commandant du bataillon de Saône-et-Loire : « Garde ce pont avec tes chasseurs. — Oui, général. — Arrête l'ennemi, ne fût-ce qu'une heure, et tu sauves tes camarades. — Oui, général. — Meurs, s'il le faut. — Oui, général. » Et Schewardin tient parole.

Cependant Canclaux, averti par un aide-de-camp de Merlin qui combattait en soldat au premier rang, accourt au secours de son avant-garde. Il lance sur les Vendéens la brigade Vimeux, et les arrête. Les troupes de Kléber se reforment et s'apprêtent à appuyer leurs braves frères d'armes, mais il n'en est pas besoin : les Vendéens se retirent et les laissent dans les positions qu'ils occupaient la veille, en avant de Clisson.

Pendant ce temps, Beysser était resté à Montaigu. Pour faire un mouvement et occuper Tiffauges, il avait attendu un nouvel ordre du général en chef. Son inaction avait été funeste à l'avant-garde de l'armée de Mayence; toutes les forces vendéennes s'étaient jetées sur elle et avaient été sur le point de l'écraser; mais, dès le lendemain, cet échec, auquel les exagérations de parti donnèrent la proportion d'une défaite entière, était réparé, et Kléber pouvait se remettre en campagne.

En effet, le surlendemain 21, Canclaux lui donna l'ordre de marcher de nouveau en avant. Pour concentrer ses forces, Canclaux commanda à Beaupuy, alors sur la route de Clisson à Nantes, d'abandonner le Palet, où il serait remplacé par Haxo, et de venir occuper Clisson que la division Vimeux allait quitter pour se rapprocher de l'avant-garde. En même temps, il envoyait dire à Beysser de faire filer ses

canons et ses bagages sur Clisson, et de se rendre, par la traverse, à Boussay, où il s'établirait, la droite à la Sèvre et la gauche appuyée à la droite de Kléber.

Ces ordres avaient pour motifs les nouvelles que Canclaux venait de recevoir. Canclaux n'avait différé à marcher sur Mortagne, suivant le plan du 2 septembre, que pour donner aux divisions de l'armée de la Rochelle, le temps d'arriver aux différents postes qui leur étaient assignés.

Enfin, ces divisions s'étaient mises en marche; elles avaient pénétré dans le Bocage, inquiétant les derrières des Vendéens, lorsque tout à coup, sans que rien pût l'expliquer, elles reçurent contr'ordre. Mieskowski faisait passer à Canclaux la lettre de Chalbos qui, conformément à l'injonction du général en chef Rossignol, lui prescrivait de rentrer aux Sables.

Canclaux, qui n'avait laissé Beysser sur la rive gauche de la Sèvre que pour se lier à la division des Sables, craignait qu'après la retraite de cette division, son aile découverte ne se trouvât en péril, il la rappelait à lui. Désormais, dégagé de toute responsabilité envers l'armée de La Rochelle, il allait marcher avec toutes ses forces à l'ennemi. Mais il était écrit que dans cette malheureuse campagne, les meilleures combinaisons ne réussiraient pas mieux que les plus mauvaises. Beysser se préparait à obéir à son général, quand il fut assailli à l'improviste,

dans Montaigu, par les troupes de Charette et de Lescure. Surpris, il n'eut pas même le temps de ranger ses soldats en bataille. La plus épouvantable déroute commença, et sans un régiment qui fit bonne contenance, cette colonne n'aurait rien sauvé de son matériel. On ne put la rallier qu'à Nantes. C'est de là que Beysser, blessé d'un coup de biscayen, fit son rapport à Canclaux.

Canclaux se trouvait désormais compromis. Il prit son parti en homme de résolution. Sur-le-champ, il donna des ordres pour que l'armée de Mayence rétrogradât sur Nantes. Aubert-Dubayet était à l'avant-garde; Kléber au centre; Beaupuy et Haxo protégeaient la retraite. Les fourgons, les ambulances, escortés par deux bataillons, ouvraient la marche. La gauche de l'armée s'appuyait à la Sèvre, mais rien ne couvrait la droite. Aussi est-ce de ce côté qu'on fut attaqué. Les Vendéens, dirigés par Bonchamps, assaillirent la tête du convoi, et, après avoir accablé l'escorte, commençaient à piller les voitures, lorsque Aubert-Dubayet les chargea avec vigueur et les repoussa au loin. Une heure après, ils recommencèrent : leur tentative n'eut pas un meilleur succès. Kléber lui aussi avait à se défendre; il le fit de manière à décourager l'ennemi. Enfin l'armée arriva le 24 au camp des Naudières, sans autre perte que quelques bagages.

Sa retraite aurait rencontré bien plus d'obstacles

si les Vendéens eussent suivi le plan proposé par Bonchamps. La colonne de Lescure et de Charette, qui venait de mettre en fuite Beysser à Montaigu, devait se rabattre sur la Sèvre, la passer et attaquer les Républicains sur la gauche, tandis que Bonchamps les presserait en tête et sur la droite. Assaillis ainsi de tous côtés, on espérait que les Mayençais seraient anéantis; mais, après la victoire de Montaigu, Charette entraîna Lescure du côté de Saint-Fulgent, et l'armée de Mayence fut sauvée.

Pendant que ces événements arrivaient à l'armée de Brest, que se passait-il à celle des Côtes de la Rochelle? On avait d'abord employé un temps précieux à mettre quelque ordre dans la levée en masse; puis, les différentes divisions s'étaient avancées. Celles qui étaient parties du midi étaient au cœur du Bocage, la division de Niort à la Châtaigneraye, celle de Luçon au-delà de Chantonay et la division des Sables à Saint-Fulgent, au moment de faire sa jonction avec Canclaux, lorsque Mieskowski, qui la commandait, reçut l'ordre de rentrer aux Sables. C'est cet ordre qu'il adressa à Canclaux, en lui demandant ce qu'il avait à faire : Canclaux le laissa libre d'agir comme il l'entendrait. Mieskowski avait voté à Saumur pour le plan de Canclaux, il voulut y demeurer fidèle et resta à Saint-Fulgent. Charette et Lescure, vainqueurs de Beysser, tombèrent sur

lui et l'accablèrent. Quant à Beffroy et à Chalbos, ils avaient obéi sur-le-champ à Rossignol, et même s'étaient retirés avec tant de précipitation qu'ils avaient abandonné leurs vivres à l'ennemi étonné de leur retraite. A peine étaient-ils rentrés l'un à Luçon, l'autre à Niort, qu'ils reçurent l'ordre de se reporter en avant. Saumur alors semblait menacé et Rossignol voulait le dégager.

Ce qu'il y a de singulier et d'inexplicable, c'est que le jour où Rossignol, ou plutôt Ronsin, son chef d'état-major, ordonnait à Chalbos et à Beffroy de battre en retraite, il faisait avancer l'armée de Saumur et celle d'Angers.

L'armée de Saumur était composée d'une division de sept ou huit mille hommes campée à Bournan, sous les ordres de Santerre, et d'une réserve de vingt mille hommes environ, formée de la garde nationale de Saumur et de la levée en masse. Ronsin, en l'absence de Rossignol malade, avait la haute main sur les opérations. Le 17, on était à Vihiers; le 18, contre l'avis de Santerre, qui voulait, conformément au plan du 2 septembre, qu'on restât à Vihiers, on se dirigea sur Cholet. Les soldats qu'attirait le pillage le demandaient; Ronsin et les représentants du peuple l'exigeaient. L'avant-garde, sous les ordres de Tureau, marchant sur une longue colonne, venait de dépasser Coron, lorsqu'elle fut

assaillie par les Vendéens. Piron, qui déjà avait remporté une victoire en ces mêmes lieux, les commandait. Tureau est blessé; ses troupes, attaquées en tête, en flanc, sont rompues, dispersées. L'artillerie, engagée dans une rue étroite où elle ne peut se mouvoir, est inutile. Santerre ordonne à son aide-de-camp de la faire rebrousser chemin et de mettre les canons en batterie sur une hauteur en arrière qui domine le village. « Point de retraite, s'écrie Ronsin, nous mourrons ici ! » Et il est des premiers à fuir. Les Républicains sont en déroute : canons, fourgons, tout tombe au pouvoir des Vendéens, et le lendemain, Ronsin écrit une lettre presque victorieuse au ministre.

Saumur craignait d'être attaqué, mais les Vendéens se portèrent du côté d'Angers, où une nouvelle victoire les attendait.

L'armée d'Angers, composée aussi de troupes de ligne, de garde nationale et de levée en masse, s'était mise en campagne le 18; Duhoux la commandait. Maîtresse des hauteurs d'Érigné, elle se dirigeait le 19 sur Saint-Lambert par le Pont-Barré. Le Pont-Barré traverse le Layon. En 1793, on y arrivait du côté d'Angers par un chemin en mauvais état et rapide; puis, le pont franchi, il fallait gravir une colline, pour déboucher sur le plateau de Saint-Lambert. C'est là que les Vendéens, retranchés, at-

tendaient les Républicains; ils avaient à leur
chevalier Duhoux, parent du général ennemi
allaient combattre. La cavalerie et l'infanter
publicaines traversent le pont et montent la
teur; les Vendéens restent immobiles; la tê
colonnes ennemies atteint le sommet de la co
alors ils démasquent leurs canons, et le feu l
violent commence. Les Républicains sont jet
désordre sur le Layon; un bataillon essaye, av
canon, de défendre le pont Barré. Mais à qu
cents pas plus loin, il y a un autre pont que les
déens rétablissent et sur lequel ils passent,
venir prendre à dos les Républicains. Les arti
sont tués sur leurs pièces; le bataillon qui déf
pont Barré est anéanti; le reste de l'armée, l
néral tout le premier, a pris la fuite. On arriv
Ponts-de-Cé, on croit voir l'ennemi derrièr
on coupe les ponts, au risque de fermer la re
à la plus grande partie des fuyards.

Duhoux, pour s'être laissé battre, fut tradu
vant une commission militaire, tandis que F
devenait général de l'armée révolutionnaire.

CHAPITRE VII.

Démêlés entre les représentants du peuple. — Philippeaux. — Ronsin. — Rentrée des armées de la République en campagne. — L'armée de l'Ouest. — Léchelle. — Westermann à Châtillon. — Prise de Mortagne. — Bataille de Cholet. — Les Vendéens passent la Loire à Saint-Florent.

La Vendée était encore une fois victorieuse de la République. Toutes les mesures prises par la Convention nationale, pour étouffer cette fatale guerre, n'avaient servi qu'à lui donner une nouvelle force, en offrant aux Vendéens l'occasion de succès inespérés. Le plan du 2 septembre n'avait pu être exécuté, la levée en masse était dispersée et l'armée de Mayence elle-même était obligée de reculer. Quelle était donc la cause de toutes ces défaites? Les repré-

sentants en mission près de l'armée de Brest la voyaient dans l'incapacité de Rossignol et dans le mauvais vouloir de Ronsin. Philippeaux, leur collègue, allait plus loin. Pour lui, Rossignol, Ronsin, leurs agents, Vincent le secrétaire du ministre qui les soutenait, n'étaient pas seulement sans talent, c'était des traîtres. Ils sacrifiaient les trésors et le sang de la République à leurs intérêts personnels; ils prolongeaient une guerre funeste et tous les maux dont elle accablait les provinces de l'Ouest, uniquement pour conserver et accroître leur pouvoir, leurs honneurs, leurs traitements. Philippeaux les dénonçait au Comité de salut public, les accusait à la Convention et les poursuivait jusqu'à la tribune des Jacobins.

Ronsin n'était pas en reste de violences. Les traîtres, selon lui, n'étaient pas à l'armée de La Rochelle, où ne commandaient que des hommes connus par la pureté de leur patriotisme, mais à l'armée de Brest, dont l'état-major n'était composé que de ci-devants, que d'amis et de complices des Lafayette, des Dumouriez, des Custine et des Biron. Tous ces généraux, dont pas un seul, quelque sentiment qu'il affectât, ne pouvait aimer la République, haïssaient les vrais patriotes. Qu'était-il arrivé à Saumur? Deux projets avaient été présentés : l'un impraticable et défectueux, d'après lequel les colonnes isolées de-

vaient marcher sur un même point, à travers mille obstacles, et exposées à être accablées une à une par toutes les forces de l'ennemi; l'autre, au contraire, offrant autant de chances de succès que le premier en présentait de désastres, permettant dès l'abord de former une masse supérieure à toutes celles que pourraient opposer les Vendéens, de les pousser devant soi et de les jeter dans la mer : malgré l'évidence, les nobles de l'état-major avaient adopté le premier de ces projets présenté par un des leurs, par Canclaux, et rejeté le second, parce qu'il les obligeait à servir sous les ordres d'un sans-culotte, de Rossignol; et il s'était trouvé à l'armée de Brest des représentants assez aveugles pour ne pas voir de pareilles manœuvres, ou assez lâches pour y donner les mains! Mais qu'attendre de gens qui, comme les Goupilleau ou leurs partisans, avaient toutes sortes de considération de fortune, de famille, d'amis à ménager. C'était le *modérantisme* qui avait énervé les mesures si énergiques prises par la Convention; si la Vendée relevait la tête plus fièrement que jamais, c'est au modérantisme qu'il en fallait demander compte.

La lutte était engagée; elle ne devait finir que par la mort des combattants. Robespierre les observait avec la joie du tigre qui voit venir sa proie; il les laissa se déchirer jusqu'au jour où, pour établir sa

dictature sanglante, il accabla la faction Vincent et Ronsin, comme exagérée dans sa violence, et le parti Danton et Philippeaux, comme n'étant plus à la hauteur de la Révolution, par la modération de ses sentiments.

Cependant, de tous ces débats, il résulta, pour le Comité de salut public, qu'il fallait attribuer les défaites éprouvées dans la Vendée à la division des armées, au peu d'accord des états-majors. Sur la proposition de Barrère, la Convention décréta qu'il n'y aurait plus dans la Vendée qu'une armée, qu'un général, et que la guerre serait finie avant la fin d'octobre.

L'armée de Nantes n'avait pas attendu le décret de la Convention pour rentrer en campagne. Dès le 24 septembre, Canclaux, brûlant de réparer son échec, avait soumis aux représentants un nouveau plan. On l'avait adressé aux représentants en mission près de l'armée de La Rochelle, et Rossignol avait donné l'ordre à Santerre, de partir de Saumur ; à Rey, de quitter Thouars ; à Chalbos, de se mettre en route de Fontenay. Les trois colonnes devaient se réunir à Bressuire, y former une masse de douze à quinze mille hommes, et marcher par Châtillon sur Cholet, où on se joindrait à l'armée de Mayence. Mieskowski et Beffroy, se sentant trop faibles, demandèrent à rester sur la défensive.

Canclaux avait quitté Nantes avec les Mayençais. L'organisation de ces braves soldats n'avait pas changé. C'était toujours Dubayet qui en était le chef; l'avant-garde continuait à être sous les ordres de Kléber; le centre sous Vimeux et Beaupuy; la réserve sous Haxo. Bloss et ses grenadiers avaient renforcé l'avant-garde; elle comptait trois mille hommes. L'armée de Canclaux ne s'élevait pas à plus de dix mille hommes; elle se porta rapidement sur Montaigu, l'avant-garde sur la Grande-Maine. Merlin et Boin de Marigny, commandant des postes avancés, firent une pointe vers Saint-Fulgent. Sur la nouvelle qu'un corps de troupes républicaines, que l'on supposait être la garnison de Luçon, se trouvait à Chantonay, Bouin de Marigny, pour se mettre en communication avec elle, partit pour cette ville avec seulement trente de ses chasseurs : il n'y avait pas de Républicains à Chantonay, il poussa jusqu'à Sainte-Hermine, et enfin, trouva à Mouilleron la division de Luçon. Il venait de traverser sans accident toute la Vendée. Au camp, on était inquiet de lui lorsque deux chasseurs rapportèrent de ses nouvelles avec le même bonheur.

Le 5 octobre, on tint un conseil de guerre à Montaigu. L'armée était en flèche dans le pays ennemi; de tous côtés s'avançaient les Vendéens : Charette menaçait la droite; Royrand et l'armée du Centre attaquaient le front; Bonchamps, d'Elbée passaient la

Sèvre et s'avançaient par Tiffauges ; enfin les gens du Loroux inquiétaient les derrières et les communications. Canclaux n'attendit pas qu'il fût resserré dans son camp. A minuit, l'avant-garde, sous les ordres de Kléber, marcha sur Tiffauges ; elle était soutenue par la division Vimeux. On rencontra l'ennemi de bonne heure ; Kléber fit ses dispositions. « Général, lui dit un grenadier, nous n'avons plus de canons. — Nous allons reprendre ceux que nous avons laissés à Torfou, » répondit Kléber, et il lança ses colonnes au pas de charge ; elles enfoncèrent à la baïonnette vingt ou trente mille Vendéens. On ne les poursuivit pas. Il fallait revenir à la défense du camp. De tristes nouvelles pour lui et pour l'armée attendaient Canclaux à Montaigu. Les dénonciations de Ronsin avaient produit leur effet : Grouchy était suspendu ; Aubert-Dubayet, mandé à Paris, quittait l'armée de Mayence ; et Canclaux, remplacé, restait sans emploi. Canclaux partit le lendemain pour Nantes, laissant le commandement au général Vimeux. Vimeux s'excusa sur son grand âge. Les représentants nommèrent Kléber. Le 8 octobre, arriva au camp, avec Carrier, Léchelle, successeur de Canclaux. On se demandait quel était ce Léchelle, ce qu'il avait fait : personne ne le connaissait. Bientôt, on eut occasion de l'apprécier.

Le jour même de son arrivée, les représentants et

les généraux se rendirent chez lui. Merlin chargea Kléber d'instruire le nouveau général en chef de la situation. Kléber lui présenta les états de l'armée; puis, déployant une carte, indiqua les positions que les troupes occupaient, traça le plan de campagne de Canclaux, montra la partie qui en avait été exécutée, et ce qui restait à faire. Léchelle écouta sans faire d'observations, sans jeter les yeux sur la carte; puis, se levant, « Oui, ce projet est fort de mon goût, dit-il, mais c'est sur le terrain qu'il s'agit de se montrer. *Il faut marcher en ordre, majestueusement et en masse.* » A ces mots, Kléber replia froidement sa carte. « Oh! qui avons-nous là? » dit Beaupuy en se retournant. — « Ce qu'il y a de plus inepte, » répondit Merlin.

Léchelle avait d'abord servi dans l'armée de Luçon, et Beffroy, bon observateur, avait dit de lui : « Je le crois poltron. » De là, il avait été envoyé à la Rochelle, comme commandant de place. Il était lié avec Musquinet, démagogue de Fontenay, qui prêchait la loi agraire, et Musquinet avait donné sur Léchelle de très-bons renseignements à Ronsin. C'est Ronsin qui le désigna à son ami Vincent, pour commander les deux armées de Brest et de la Rochelle, réunies sous le nom d'armée de l'Ouest. Léchelle, en passant à Saumur, avait eu une longue conférence avec Rossignol, qui l'avait prévenu contre les géné-

raux et soldats de l'armée de Mayence. Aussi, à Nantes, avait-il accueilli avec froideur le généreux Canclaux, qui s'était empressé de venir lui offrir tous les renseignements qu'il désirerait. Léchelle n'avait pas besoin de renseignements.

Robert, son chef d'état-major, était digne de lui : c'était la même présomption justifiée par la même ignorance. Comme Léchelle, il devait son avancement à l'affectation de ses opinions; son sans-culotisme lui avait valu d'être nommé, en quelques jours, général de brigade et général de division.

La sottise de Léchelle n'avait encore apparu qu'aux yeux des généraux; il allait la montrer à toute l'armée. Le lendemain de son arrivée, 9 octobre, il voulut passer une revue. Carrier harangua la troupe, puis Léchelle prit la parole. C'est à grand peine si l'autorité des chefs put réprimer le rire général qui s'apprêtait à accueillir le discours embrouillé, dans lequel Léchelle ne s'entendait pas lui-même. On cria vive la République! mais quelques voix aussi crièrent vive Dubayet! Et Léchelle commença à haïr l'armée de Mayence.

Tous les jours, par quelque grossière bévue, Léchelle semblait prendre à tâche de se déconsidérer.

Le 14 octobre, les représentants et les généraux étaient réunis chez lui en conseil de guerre; on apporta la nouvelle de la prise de Noirmoutiers par



Charette. Tous voient à l'instant les graves conséquences de cet événement : les Vendéens ont un port sur l'Océan ; ils peuvent communiquer avec les Anglais, leur demander des secours, recevoir des armes, des munitions, et éterniser la guerre. Léchelle ne comprenait rien à toutes ces inquiétudes. « Qu'est-ce donc que cela, Noirmoutiers? » dit-il, et chacun de le regarder et d'en croire à peine ce qu'il venait d'entendre.

L'armée ne pouvait être dirigée par un homme aussi incapable ; les représentants investirent Kléber du commandement, sauf à rendre compte, pour la forme, des mesures qu'il prendrait, au général en chef.

Kléber avait remplacé Dubayet à la tête de l'armée de Mayence ; Beaupuy était passé à l'avant-garde ; Vimeux restait à la tête de la première brigade ; Scherb commandait la seconde ; et Haxo la réserve.

Des changements étaient aussi survenus dans la division de l'Est. Santerre avait été rappelé à Orléans, Menou et Rey suspendus, et l'ivrogne Müller nommé à leur place, en qualité de général divisionnaire sous Chalbos ; quant à Rossignol, il était envoyé à Rennes pour y commander ce qui restait de l'armée des Côtes de Brest, en dehors de la Vendée.

Le 9 octobre, l'armée de Chalbos quitta Bressuire et marcha sur Châtillon ; elle rencontra les Vendéens

commandés par Lescure sur les hauteurs du Moulin-aux-Chèvres. Elle les culbuta et entra avec eux dans Châtillon. Chalbos lança à leur poursuite deux avant-gardes, l'une sur la route de Cholet, l'autre sur celle de Mortagne. C'était Westermann qui commandait la dernière. Le 11, il est attaqué. « Dites au général, répond-il à un aide-de-camp de Chalbos, que ce n'est rien ; qu'il m'envoie quelque renfort et deux pièces de canon : je me charge de tout. » Le renfort se mettait en marche, lorsqu'on voit accourir les troupes de Westermann dans le plus grand désordre et l'ennemi derrière elles ; alors le trouble se met dans les rangs, les Républicains prennent la fuite, et, abandonnant Châtillon, se sauvent pêle-mêle sur la route de Bressuire. Chalbos et ses officiers essayent en vain de les rallier, ils sont entraînés ; cependant, un petit noyau d'hommes, sous le commandement d'un des frères Faucher, arrête l'ennemi, à une lieue de Châtillon. Chalbos en profite pour reformer quelques bataillons. Il aperçoit un officier qui, loin de raffermir les soldats, les décourage encore par ses plaintes, et son désespoir : « Tout est perdu, on nous a abandonnés ! » Il le fait arrêter. Peu après, il voit accourir Westermann à pied et les bras nus. « Je viens me constituer prisonnier, dit-il à Chalbos, vous avez fait arrêter mon adjudant, je ne puis rien sans lui. » Ce n'était pas le moment de s'expliquer : Chalbos

rend à Westermann son aide-de-camp, relève son courage qui faiblissait, le fait remonter à cheval, et lui dit de charger, qu'il va le faire appuyer par de l'infanterie. Westermann s'élance, tête baissée, sur l'ennemi, le renverse, rentre à Châtillon, tue, massacre, brûle pendant toute la nuit; puis, au jour, rétrograde sur Bressuire, où Chalbos va réorganiser l'armée. Deux jours après, Chalbos occupe de nouveau Châtillon.

L'armée de Mayence était restée à Montaigu jusqu'au 14 octobre. Elle attendait la division de Luçon commandée par Bard et Marceau, à qui Léchelle avait donné l'ordre de marcher, par Saint-Fulgent, sur les Herbiers et Mortagne; là devait se faire la jonction avec l'armée de Mayence.

Le 14, Kléber passa la Sèvre à Tiffauges et se dirigea sur Mortagne : Mortagne était évacué. Le 15, Kléber y entra avec son état-major, et donna sur-le-champ à l'armée l'ordre de tourner le bourg et de se porter sur Cholet.

La division de Luçon n'avait trouvé de résistance ni à Saint-Fulgent, ni aux Herbiers. Tous ces postes avaient été évacués à son approche par l'armée du Centre qui, passant la Sèvre à Mallièvre, se replia sur la grande armée. Le 15, Bard était devant Mortagne; Robert lui envoya dire de traverser Mortagne sans s'y arrêter, et de s'avancer sur la route de Cho-

let; il y trouverait un bataillon de direction. Bard obéit. Marceau était à l'avant-garde; il approchait du château de la Tremblaye; là, au lieu du bataillon qu'on devait rencontrer, on se vit en face de l'ennemi. C'était Lescure, à la tête de toute sa division. Marceau demanda du renfort : Bard accourut; mais un coup de feu le mit hors de combat. Lescure venait d'éprouver le même sort. Cependant les Vendéens se précipitaient avec rage sur leurs ennemis. Attaqué de front et de flanc, Marceau allait succomber, lorsqu'à sa gauche des feux roulants l'avertirent qu'on venait à son secours. Beaupuy avait deviné le péril de la division de Luçon, il lui envoyait les intrépides chasseurs de Cassel. Marceau se dégage, s'élance sur les Vendéens, et les met en fuite.

En même temps qu'à l'aile droite Marceau soutenait ce brillant combat, l'avant-garde de Beaupuy était aux prises avec une épaisse colonne, du côté de Saint-Christophe; mais là encore les Républicains eurent l'avantage.

Le 15, au soir, leur armée bordait les collines en face de Cholet; l'avant-garde s'était avancée jusqu'au pont de la Moyne, rivière qui coule au pied des hauteurs où la ville est assise. Cette journée de lutte avait désorganisé l'armée; la nuit était venue; Kléber n'avait pu reformer les bataillons : il les avait rangés sur deux lignes, attendant au lendemain pour

rétablir l'ordre. Il n'était pas sans inquiétude ; il craignait une attaque de nuit qui pouvait amener une déroute, et recommandait de veiller partout. Vers dix heures, Marceau se présente à son bivouac : il admirait Kléber, il était impatient de le connaître. « Vous n'auriez pas dû quitter votre poste, lui dit Kléber avec sévérité, retournez-y promptement ; nous aurons le temps de faire connaissance. » Et Marceau piqué regagne l'aile droite. Mais ces deux nobles cœurs, faits pour s'entendre, ne devaient pas tarder à se lier d'une indissoluble amitié.

Cependant Léchelle qui, pendant toute cette pénible journée, s'était tenu prudemment sur les derrières, venait de s'établir, avec son chef d'état-major, au château de la Tremblaye. Vers minuit, il envoya à Kléber l'ordre de jeter des obus dans Cholet. « Non, dit Kléber, dès les premiers coups de canon, mon avant-garde serait obligée de se replier, et je n'ai pas un seul bataillon en état de la soutenir. Au surplus, dites au général que demain, à huit heures, nous serons à Cholet, et peut-être sans coup-férir. »

Le lendemain de bonne heure, l'armée était sur pied. Quelques coups de canon s'échangèrent ; mais bientôt on apprit qu'il n'y avait plus dans Cholet qu'un petit nombre d'hommes avec de l'artillerie à cheval, que le gros de l'armée avait évacué la ville pendant la nuit.

Aussitôt Beaupuy franchit le pont, traversa la ville et se porta sur les hauteurs, en arrière de Cholet; le reste de l'armée en fit autant. Kléber alla visiter le terrain et plaça les troupes. Sa ligne était fort étendue : elle allait du château de la Treille à gauche jusqu'au château de Boisgrolleau à droite. Haxo, avec la réserve, s'appuyait au château de la Treille; il était couvert par le bois de Cholet. En avant de ce bois, sur la route du May, se trouve la lande de la Papinière : Beaupuy et l'avant-garde s'y établirent; à droite, la colonne de Luçon occupait les débouchés de Trémentines; plus à droite encore, Vimeux et Scherb gardaient la route de Cholet à Angers : ils s'appuyaient au château de Boisgrolleau et aux ravins de la Moyne. Le danger de cette position c'est que si on y était forcé, on n'avait pour retraite que le pont de la Moyne; Kléber le savait, mais il ne s'attendait pas à être attaqué par un ennemi battu la veille, et d'ailleurs il allait avoir sous la main une masse de troupes qui devait le rassurer; l'armée de Chalbos approchait. Elle arriva en effet pendant la nuit du 16 au 17, et occupa les positions abandonnées la veille par l'armée de Mayence. Le 17 octobre, dans la matinée, on tint un conseil de guerre : l'ennemi, disait-on, s'était retiré sur Beaupreau. Kléber, pensant qu'après avoir abandonné Cholet, il défendrait Beaupreau, ville que sa position couverte

par l'Evre rend assez forte, proposa de diviser l'armée en trois colonnes; d'en diriger une à droite sur Jallais, pour tourner l'Evre et faire tomber Beaupreau; une autre par Gesté, sur la gauche, pour fermer aux Vendéens la retraite du côté de Nantes; enfin la troisième marcherait droit sur Beaupreau. Ces trois colonnes, dans le cas où la ville serait évacuée, se réuniraient à Montrevault, en arrière de Beaupreau, pour s'avancer sur Saint-Florent; mais les représentants et Léchelle décidèrent que toute l'armée marcherait *majestueusement et en masse* sur Beaupreau. Le mouvement ne se ferait que le lendemain 18 : on voulait donner à l'armée de Chalbos le temps de se remettre de ses fatigues; mais, le même jour 17, vers une heure et demie, Beaupuy envoya dire qu'il était attaqué.

Le 15 au soir, les chefs vendéens s'étaient réunis à Cholet. Bonchamps avait fait arrêter que si on était contraint d'abandonner la Vendée, on se retirerait en Bretagne, et on avait envoyé Talmont et d'Autichamp s'emparer des postes de Varades et d'Ancenis, sur la rive droite de la Loire, pour préparer la retraite. Mais on ne devait quitter le sol vendéen qu'après avoir livré une dernière bataille; on voulait réunir toutes les forces disponibles, donner à Charette, à qui on avait envoyé messager sur messager, le temps d'arriver du fond du Marais, et, pour ga-

gner un jour, on s'était retiré sur Beaupreau ; mais on ne pouvait plus différer. Les Vendéens s'avançaient donc espérant surprendre les Républicains : ils trouvèrent leurs ennemis rangés en bataille et prêts à les recevoir.

Le choc fut terrible : c'était la lutte du désespoir. Les Vendéens ne s'égaillèrent pas ; ils se sentaient assez aguerris, assez forts, pour marcher au-devant du canon en colonne serrée. Leur masse, chefs en tête, se rue sur les Républicains et les refoule ; le centre de Beaupuy plie devant cette redoutable phalange ; mais les grenadiers de Bloss, les chasseurs de Mayence déciment ses flancs. Néanmoins elle avance. Beaupuy veut l'observer ; son cheval tombe frappé sous lui. Il se dégage, prend celui d'un chasseur de son escorte, se porte vers un peloton de cavalerie et lui ordonne de charger à fond. L'officier qui le commande refuse. Beaupuy le casse et lui-même, à la tête du peloton, se jette sur les Vendéens ses cavaliers sont repoussés en désordre. Le feu de l'ennemi fait de nouveaux progrès ; Beaupuy est encore démonté, et cette fois il est si près des Vendéens qu'il entend crier : « Ne le tuez pas, prenez-le : c'est le général ennemi. » Pour comble de malheur, sa botte est engagée dans la housse de son cheval ; il fait un effort, casse son éperon, se jette derrière un caisson brisé et arrive, sans blessure,

dans les rangs du bataillon de l'Hérault. Cependant, le secours dont il a un si pressant besoin approche; Kléber, ne voulant pas dégarnir sa ligne déjà trop faible, a demandé du renfort à Chalbos. On lui envoie les quatre mille hommes de la division Müller; mais avant qu'ils aient vu le feu, ils sont saisis d'une terreur panique, et s'enfuient en désordre vers Cholet. Kléber alors ne pouvant compter que sur lui, prend quelques bataillons à Haxo et les porte vivement à l'aide de Beaupuy. Le 109e régiment s'avance musique en tête : l'attitude martiale de cette brave troupe frappe les Vendéens et les arrête. Beaupuy rallie ses soldats. « A nous, mes amis, à nous de nous égailler! » s'écrie-t-il, et fondant sur la colonne vendéenne, il la force à reculer. L'ennemi ne peut se résigner à abandonner le champ de bataille : il revient à la charge; mais Bonchamps et d'Elbée sont blessés à mort, et, à la nuit, les Vendéens cèdent enfin aux Républicains un triomphe qu'ils leur ont fait payer cher.

A la droite, Vimeux, aidé du général d'artillerie Dambarrère, n'avait pas eu de peine à se maintenir. Au centre, Marceau s'était trouvé un moment en danger. Une forte colonne, qu'il avait mise en fuite, s'était reformée et s'avançait menaçante. « Laissez-les approcher, » dit Marceau. Les Vendéens n'étaient plus qu'à vingt pas lorsqu'il fait démasquer une

batterie de canons chargés à mitraille; des files entières sont emportées; la colonne vendéenne tourbillonne et cède. Marceau la poursuit, mais comme le lendemain l'armée doit se porter sur la route de Beaupreau, Kléber fait sonner la retraite et Marceau reprend sa position.

Pendant toute cette lutte acharnée, Léchelle s'était tenu à l'écart, près du château de Boisgrolleau. Il se plaignait d'être délaissé : « Allez au feu, lui dit Dambarrère, vous y trouverez bonne compagnie. »

L'honneur de la victoire de Cholet appartient tout entier à l'armée de Mayence et à la division de Luçon : elles seules supportèrent le poids de la bataille; les troupes de Chalbos n'y prirent aucune part; quinze mille hommes luttèrent contre plus de quarante mille.

Aussi l'armée de Mayence et la division de Luçon firent-elles de grandes pertes; l'avant-garde de Beaupuy avait tous ses chefs tués ou blessés. Mais les Vendéens étaient encore plus cruellement frappés : ils étaient vaincus et Bonchamps et d'Elbée se mouraient. La mort de Bonchamps surtout était un malheur irréparable pour les Vendéens, quand ils passaient en Bretagne; lui seul pouvait les y diriger.

L'avant-garde de Beaupuy s'était portée sur la route de Beaupreau, au-delà du bourg du May; Westermann venait de la rejoindre. On n'était plus

qu'à quelques lieues de Beaupreau . il fut résolu qu'on marcherait sur cette ville. Des canons étaient braqués sur le pont; Beaupuy et ses officiers mettent pied à terre, s'élancent sur les pièces et tuent ceux qui les servent; Beaupreau est pris. Le lendemain, l'armée républicaine y arrive.

Cependant, les Vendéens passaient la Loire à Saint-Florent. Soixante mille individus, hommes, femmes, vieillards, enfants, se pressaient aux pieds de la colline, sur la plage, et tendaient les mains vers l'autre rive, où tous devaient trouver les angoisses, la misère, et, la plus grande partie, la mort. Ce sol que, plus tard, ils devaient tant regretter et vers lequel ils devaient si souvent reporter leurs regards et leurs vœux, il semblait qu'il ne dît rien à leurs cœurs, et cependant c'était la terre où ils étaient nés; mais les Républicains y promenaient le ravage et la destruction; il n'y avait de salut que de l'autre côté de la Loire; c'est à qui mettrait le plus vîte cette barrière entre un ennemi impitoyable et lui.

Dans la nuit du 16 au 17, la troupe envoyée par Bonchamps avant la bataille de Cholet, avait surpris Varades et Ancenis, et envoyé sur la rive gauche toutes les barques dont elle avait pu s'emparer. Aussitôt le passage avait commencé. Le 18, au matin, arriva l'armée battue à Cholet. Quelques chefs, parmi lesquels était La Rochejaquelein, avaient le

pressentiment que cette retraite au-delà de la Loire se changerait en désastre ; ils ne voulaient pas quitter la Vendée ; il fallait se disperser, faire aux Républicains, au milieu des haies et des genêts, une guerre active de partisans qui les décimerait et les userait. Mais les compagnies bretonnes de la division de Bonchamps passèrent la Loire, et le reste de l'armée se disposa à les suivre.

Il y avait, dans l'abbaye de Saint-Florent, cinq mille prisonniers républicains, qu'on y avait amenés la veille de Cholet. Qu'en faire ? L'armée vendéenne, obligée d'abandonner son pays, ne peut les traîner avec elle, et les laisser, c'est offrir à l'ennemi un renfort de cinq mille hommes, qui ne tarderont pas à faire sentir leurs coups. Cesbron d'Argognes propose de s'en débarrasser en les égorgeant, et les autres chefs écoutent ces paroles sans en être révoltés ; mais Lescure soulève sa tête mourante et proteste : « C'est une horreur ! » Cependant la foule entoure l'abbaye ; des cris féroces demandent une grande immolation : la Vendée succombe, que du moins elle soit vengée. Déjà on charge les canons, déjà on les braque sur l'église : les prisonniers vont périr. Mais Bonchamps l'apprend, et, à cette nouvelle, lui qui n'a plus qu'un souffle, se ranime. « Grâce aux prisonniers ! » s'écrie-t-il ; puis, s'adressant à d'Autichamp qui, avec les autres officiers,

est à genoux au pied de son lit : « Mon ami, c'est sûrement le dernier ordre que je vous donnerai, laissez-moi l'assurance qu'il sera exécuté. » A la voix de Bonchamps, les prisonniers sont délivrés. Quelques heures après, le héros de la Vendée expire de l'autre côté de la Loire.

Les Républicains avaient tenu le 18 un conseil de guerre à Beaupreau. Il n'y avait plus à douter du passage de la Loire par l'armée vendéenne. Prévoyant qu'on ne trouverait aucun moyen de franchir le fleuve à Saint-Florent, Kléber proposa de diviser l'armée en deux corps, et de les diriger l'un sur Angers, l'autre sur Nantes, de manière à défendre ces deux villes si les Vendéens les attaquaient. Ce projet fut adopté. Tandis que le corps d'armée sous Kléber et Chalbos descendait la Loire, l'avant-garde de Beaupuy et la division de Luçon marchèrent sur Saint-Florent, pour de là remonter vers Angers. Beaupuy arriva le 19 à Saint-Florent : il n'y restait plus un seul Vendéen ; il se porta sur Angers.

Merlin écrivit de Saint-Florent à la Convention que la guerre de la Vendée était finie. Kléber voyait plus juste en disant qu'elle n'avait fait que changer de théâtre. Mais le géant était soulevé de terre, la République n'avait plus qu'à le serrer dans ses bras pour l'étouffer.

DEUXIÈME PARTIE.

L'armée vendéenne au-delà de la Loire.

(1793.)

CHAPITRE Ier.

—

Les Vendéens marchent sur Laval. — Combat de la Croix-de-Bataille. — Bataille d'Entrames. — Dissolution de l'armée de Mayence.

L'armée vendéenne était au-delà de la Loire ; elle se croyait sauvée : elle était perdue. Chaque jour allait lui démontrer cruellement la faute qu'elle avait faite de quitter son pays. Sans doute, dans l'Anjou, dans le Maine, dans la Bretagne, dans la Basse-Nor-

mandie, elle allait retrouver encore des fossés, des haies, des bois, mais ce n'était plus ni les fossés, ni les haies, ni les bois du Bocage qu'elle connaissait, qui lui aidaient à vaincre ou qui couvraient sa défaite. Si l'armée vendéenne s'y dispersait, elle n'en sortirait plus.

L'organisation des Vendéens, si simple et si appropriée à la guerre civile, était toute locale. Dans la Vendée, les malheurs de la guerre eux-mêmes ne pouvaient l'altérer. Qu'une défaite survînt, chaque paysan regagnait sa maison, et, au jour du rassemblement, les paroisses reformaient les divisions. Mais au-delà de la Loire, paroisses, divisions, tout allait se confondre, et, au bout de quelques jours de marche, d'une armée à peu près en ordre, il ne resterait plus qu'un affreux pêle-mêle.

Ce qui surtout était, pour l'armée vendéenne, une cause de destruction et de mort, c'était la masse de vieillards, de femmes, d'enfants, de malades, de blessés, qu'elle traînait après elle. Dans le combat, chaque soldat, en même temps qu'il faisait face à l'ennemi, ne pouvait s'empêcher de tourner la tête vers ceux qu'il aimait et qu'il ne protégeait que d'un côté; le cœur des plus braves était ainsi toujours partagé, et leur courage affaibli par l'inquiétude. Si le sort des armes devenait contraire, si l'on était forcé de céder le champ de bataille et de fuir, com-

ment, avec tous les embarras qui gênaient la marche ordinaire de l'armée, se dérober à l'acharnement de la poursuite?

Non-seulement il fallait défendre, mais encore nourrir cette multitude, et la difficulté renaissait chaque jour. On voulait ménager les pays que l'on traversait pour se les attacher, et la nécessité obligeait de les écraser de réquisitions, et encore les vivres qn'on se procurait de cette manière étaient la plupart gaspillés. Comment, dans une armée sans ordre, faire des distributions régulières? Chaque soldat était donc réduit à piller pour ne pas mourir de faim; presque tous, épuisés de fatigues et n'ayant pour se soutenir qu'une nourriture misérable, devenaient la proie d'horribles maladies.

Si peu exigeants que fussent les Vendéens, ils ne pouvaient nulle part faire un long séjour : les ressources d'une contrée étaient bien vite épuisées; alors l'armée reprenait sa course, course errante et vagabonde, car elle n'avait pas de but.

Les Vendéens étaient sans direction : d'Elbée, leur généralissime, blessé grièvement à Cholet, avait disparu; Bonchamps venait de mourir en touchant la rive droite de la Loire; Lescure, la tête traversée d'une balle, depuis le combat de la Tremblaye, était incapable de donner des ordres; cependant il fallait un chef : les officiers se réunirent, et leur choix se

porta sur le plus jeune d'entr'eux, sur La Rochejaquelein. Nul plus que La Rochejaquelein n'inspirait de confiance aux paysans, nul mieux que lui ne savait les entraîner au combat; mais il manquait d'autorité, et peut-être qu'en ce moment difficile, il eût mieux valu pour la Vendée que Stofflet fût nommé à sa place : sa brutale volonté, du moins, eût soumis les amours-propres rebelles; mais La Rochejaquelein n'avait que vingt et un ans, et l'assurance qu'il montrait au milieu des batailles, il la perdait au sein du conseil. Il voyait toujours juste; mais son avis, quoique le meilleur, était rarement suivi, parce que rarement il avait la force de l'imposer.

Il avait deviné le malheur d'une retraite au-delà de la Loire; il avait essayé de l'empêcher, et la Loire avait été franchie. A peine de l'autre côté du fleuve, il veut rentrer dans la Vendée, en se portant rapidement sur Angers ou sur Nantes, et Talmont, qui espère faire soulever les paysans des domaines de sa famille, emmène l'armée vers Laval.

L'armée vendéenne compte encore quarante mille combattants et trente pièces de canon. Cinq mille hommes d'élite, qui se battent en ligne, ouvrent la marche; cinq mille autres, qui se dispersent en tirailleurs, les suivent; vient ensuite une masse de vingt mille hommes qui servent à décider la victoire; puis, les traînards, les femmes, les enfants, les

vieillards, les blessés, une file de voitures et de bagages de plusieurs lieues de longueur; enfin l'arrière-garde qui les protége.

Candé, Segré, Châteaugontier tombent au pouvoir de l'armée vendéenne. Le représentant Esnue-Lavallée, avec trois mille gardes nationaux, essaye de défendre Laval : il est culbuté. Les Vendéens sont maîtres de la ville.

Cependant les colonnes républicaines ont passé la Loire : Beaupuy s'avance d'Angers, Canuel et la colonne de Luçon de Varades, Kléber et Chalbos remontent la Loire, Haxo est resté sur la rive gauche pour contenir Charette.

Le 25 octobre Westermann et Beaupuy font leur jonction à Châteaugontier, à cinq heures du soir; les troupes sont harassées, elles ont besoin de repos : Beaupuy est d'avis de leur en accorder; d'ailleurs Kléber et sa colonne ne sont plus qu'à une journée de distance; mais Westermann, impatient de se distinguer, veut à l'instant même marcher sur Laval. Il est le plus ancien de grade, il commande : Beaupuy le suit. A minuit, on arrive en avant de Laval, à la Croix-de-Bataille. Les avant-postes vendéens donnent l'alarme, le tocsin sonne, toute l'armée est sur pied et se porte au-devant de l'ennemi. Les Républicains croyaient surprendre leurs adversaires : ils sont attaqués par eux. Le combat est trop inégal;

néanmoins Westermann l'engage. On se bat avec acharnement; les ténèbres augmentent encore l'horreur de la lutte. Des deux côtés, on fait des prodiges de valeur; la droite des Républicains surtout, sous les ordres de Beaupuy, presse vivement les Vendéens, mais les cavaliers de Westermann repoussés, refusent de la seconder; Beaupuy va être accablé; Westermann ordonne la retraite et ramène les troupes à Châteaugontier.

Le 26, Kléber, précédant sa colonne, y arriva; il y trouva Léchelle et les représentants du peuple. Aucune disposition n'avait encore été prise, ni pour le placement des corps, ni pour leur nourriture : Kléber ordonna tout. Quoique épuisé par une longue marche, son corps d'armée reçut l'ordre d'aller occuper la position de Villiers, à trois lieues au-delà de Châteaugontier. On n'y arriva qu'à la nuit : Westermann voulait qu'on allât deux lieues plus loin, jusqu'à Entrames, et qu'on s'emparât des hauteurs. Lui-même, à la tête de l'avant-garde, poussa jusqu'au pont sur la Jouanne, au-delà de ce village; mais Kléber, qui ne pouvait plus rien exiger de ses troupes, décida qu'on resterait à Villiers, et fit rétrograder Westermann sur l'Ouette. Westermann, mécontent, ramena l'avant-garde au camp, et ne laissa sur l'Ouette qu'un peloton de cavalerie. Le soir, vers onze heures, Kléber, après avoir visité les

postes, rassembla chez lui les généraux; on parla de l'attaque de Laval, qu'on devait entreprendre le lendemain. L'adjudant-général Savary, qui connaissait la ville, montra la difficulté que l'on rencontrerait à passer la Mayenne en présence de l'ennemi : l'attaque par la rive droite offrait beaucoup plus de chances de succès; sans avoir d'obstacles naturels à vaincre, on arrivait sur les hauteurs qui dominent Laval. Si la direction des colonnes ne permettait plus de tenter de ce côté l'attaque principale, on pouvait du moins y diriger les troupes de Chambertin et d'Olagnier, qui étaient à Craon ou en marche sur cette ville : elles feraient diversion et couvriraient Châteaugontier, dont le pont, en cas de malheur, devait servir de retraite à l'armée. Pour attaquer sur la rive gauche, on attendrait que les colonnes de Chambertin et d'Olagnier eussent exécuté leur mouvement et fussent arrivées à la hauteur de l'armée.

Ce plan réunit l'assentiment général; on l'envoya par Marceau à Léchelle, qui était resté à Châteaugontier; il parut l'approuver. Mais le lendemain 27, vers onze heures du matin, arriva de Châteaugontier Beaupuy avec sa division. Il apportait un ordre de Léchelle :

« L'armée va se mettre en marche : l'avant-garde, commandée par le général Beaupuy, sera éclairée

dans sa marche par les tirailleurs ; les généraux de division auront soin de faire tenir l'ordre dans la marche. Arrivés au champ de bataille, dit Croix-de-Bataille, les officiers d'infanterie mettront pied à terre et enverront leurs chevaux à la queue de l'armée ; arrivé au champ de bataille, on enverra un parti pour reconnaître la position de l'ennemi. »

Il fallait obéir : Kléber fit battre la générale et on partit.

Les Vendéens s'attendaient à être attaqués. Le 27, au matin, encouragés par leurs prêtres, excités par leurs femmes et leurs enfants, échauffés par les paroles brûlantes de Lescure mourant, qui s'était fait mettre à une fenêtre, et de là envoyait ses soldats au combat, ils étaient sortis de Laval et s'étaient portés sur la Jouanne.

Les Républicains les trouvèrent maîtres des hauteurs d'Entrames, que Westermann avait voulu faire occuper la veille à Kléber. Malgré la position menaçante de l'ennemi, Beaupuy s'avance résolûment, une vive fusillade l'accueille ; des batteries se démasquent : la mitraille fait d'horribles ravages. Kléber presse le pas et dispose les Mayençais à droite et à gauche de la route. Que Chalbos fasse un mouvement sur la droite, qu'il prenne en flanc les Vendéens, et, malgré les mauvaises dispositions commandées par Léchelle, la victoire pourra encore ré-

compenser le courage. Dambarrère et Savary courent vers l'Ouette où sa division est restée en réserve; ils trouvent Léchelle qui perd la tête, et qui, au lieu de marcher en avant, pense déjà à se mettre à l'abri du danger. La division de Chalbos se trouble; comme à Cholet, elle fuit, sans même avoir vu l'ennemi, et c'est Léchelle qui lui donne l'exemple. Le pont de l'Ouette n'est plus gardé : c'est la retraite de Beaupuy et de Kléber; il faut à tout prix en conserver la possession. Kléber y dirige les deux seuls bataillons dont il puisse disposer; ensuite, il essaye de se retirer avec ordre. Mais les soldats qui « ont toujours un œil sur le dos, » s'aperçoivent qu'ils ne sont plus soutenus; leur courage en est ébranlé. Une batterie, qui faisait le plus grand mal aux Vendéens, tombe entre leurs mains, et ils la poussent sur les Républicains. Des cris funestes se font entendre, c'en est fait : l'armée de Mayence est en déroute. En vain Kléber, en vain Beaupuy essayent de reformer leurs bataillons rompus, l'ennemi ne leur en laisse pas le temps : la terrible batterie s'avance, Beaupuy tombe, Kléber est entraîné.

Les fuyards de la division Chalbos approchaient de Châteaugontier, lorsqu'ils rencontrèrent les grenadiers de Bloss qui marchaient sur Villiers : Bloss barre la route pour les arrêter; le torrent l'emporte. De retour à Châteaugontier, il essayera du moins de

défendre le pont sur la Mayenne, pour donner à Kléber le temps de rallier l'armée; mais à peine a-t-il fait quelques préparatifs que déjà il a les Vendéens devant lui. Bloss est blessé à la tête; il ne s'éloigne que pour se faire mettre un appareil, et, la tête enveloppée, il reprend son poste : « Viens, mon ami, lui dit Savary, viens avec moi, tâchons de rétablir l'ordre dans la retraite. » — « Non, répond Bloss, il n'est pas permis de survivre à la honte d'une pareille journée! » Sa résistance opiniâtre arrête l'ennemi. « Quoi! s'écrie La Rochejaquelein, est-ce que les vainqueurs coucheront dehors? » Et il s'élance sur le pont. Bloss et les quelques hommes qui l'entourent sont renversés; les Vendéens franchissent la rivière et continuent à poursuivre les Républicains; quelques coups de canon tirés à toute volée achèvent de répandre la confusion dans leurs rangs. Ils ne s'arrêtent qu'à deux lieues du Lion-d'Angers.

Dans cette funeste journée, l'armée de Mayence avait fait des pertes irréparables : tout son matériel, tous ses canons étaient au pouvoir de l'ennemi; un grand nombre de ses braves, les chefs les plus estimés, tués ou blessés, étaient restés sur le champ de bataille. Beaupuy, le corps percé d'une balle, avait été déposé dans une ferme : « Portez, dit-il au médecin qui venait le soigner, portez ma chemise san-

lante à mes grenadiers! » Amené à Angers, Beau-
uy se guérit et ne tarda pas à se venger lui-même.

Cependant, c'était à cette brave armée de Mayence ue Léchelle allait imputer sa défaite : « Qu'ai-je onc fait, disait-il en fuyant, pour commander à de areils lâches? » — « Et qu'avons-nous donc fait, ous, lui répondit un Mayençais blessé, pour être ommandés par un pareil misérable? »

Laissant à d'autres le soin de rallier les troupes, l s'était sauvé jusqu'au Lion-d'Angers. Le 28, il onna à Kléber l'ordre d'y ramener les restes de armée. Kléber les plaça derrière l'Oudon. Léchelle oulut en passer la revue; mais à peine se fut-il aontré que des cris s'élevèrent : à bas Léchelle! — 'ive Dubayet! — Qu'on nous le rende! — Vive léber! Et Léchelle, couvert de confusion, mais lein de rage, se retira. Quand il fut parti, Kléber it faire le cercle; il voulait parler à ses soldats, et, ans leur adresser des reproches qui eussent été rop cruels dans la circonstance, cependant leur faire entir que c'était à eux surtout, à leur peu de fer-neté, qu'ils devaient attribuer leur défaite; mais, uand il se vit entouré de ces visages autrefois si lorieux, et maintenant consternés, il sentit son œur se gonfler, et il n'eut plus que de la pitié pour es malheurs de ses compagnons d'armes; il les uitta sans rien dire.

Les représentants qui avaient assisté à la revue étaient mécontents que les soldats eussent crié vive Dubayet! mais ils voyaient que Léchelle méprisé, était désormais impossible. Ils offrirent le commandement à Kléber; Kléber le fit donner à Chalbos. On engagea Léchelle à demander un congé. Le soir, au dîner, Léchelle parlait de traîtres, de l'or de Pitt et de Cobourg, et semblait désigner les chefs de l'armée de Mayence. Les yeux de Kléber flamboyaient, ses lèvres se serraient; il allait se lever et châtier Léchelle; on le retint : le sourire du mépris avait déjà fait justice des calomnies d'un lâche. Léchelle quitta l'armée pour aller, peu après, mourir à Nantes dans la honte.

Il ne restait plus que quelques milliers d'hommes de l'armée de l'Ouest, tout désorganisés, dans le plus grand dénuement, sans munitions, sans fusils, sans canons, et malgré cela, le 29, les représentants voulaient qu'on marchât de nouveau en avant. « — Avec quoi? leur dit Kléber, avez-vous des troupes? — Les tiennes! — Epuisées, harassées, entraînées par l'exemple.— Et toi aussi tu recules? » Kléber les regarda et reprit avec calme : « Ordonnez le combat et, à cent pas d'ici, vous serez seuls sur la route avec mes officiers et moi! C'est ainsi que je paye vos outrages. — Mais que veux-tu donc? — Rentrer à Angers. — C'est un gouffre où le soldat

va se perdre. — Oui, se perdre, reprend Kléber, et puis se retrouver ; je connais ses instincts, sa marche : il va s'enivrer, se gorger. Ce qu'il a d'assignats, il va le manger ; il va s'oublier chez les femmes, mais les femmes le feront rougir de sa faiblesse ; les femmes n'ont que du mépris pour les poltrons : les plus mauvaises sont en cela excellentes ; elles s'ennuieront de lui, il s'ennuiera d'elles. Le repos et la débauche lui deviendront odieux ; il a été battu, il voudra battre à son tour. Il s'excitera dans les cafés et dans les spectacles ; de l'excès du mal naîtra le bien. Pendant cette orgie, se réorganisent les cadres ; un jour, à l'aurore, je fais sonner le boute-selle, battre la générale, et je vous promets alors une armée formidable qui, rhabillée, raffraîchie, remontée, reprendra la campagne avec enthousiasme, et tombera sur les Brigands comme un tonnerre. »

Le 30 octobre, l'armée rentra à Angers. Comme Kléber l'avait prévu, tous les fuyards, tous les déserteurs rejoignirent, et bientôt l'armée de l'Ouest compta dix-sept mille hommes dans ses rangs. On s'occupait de la réorganiser lorsque les représentants du peuple reçurent une lettre du Comité de salut public : l'armée de Mayence était dissoute ; Rossignol, Ronsin, Léchelle étaient vengés. Leurs lâches délations avaient su rendre Haxo et Kléber eux-mêmes suspects ; le ministre écrivait que c'é-

tait des royalistes, qu'il fallait s'en défier; et Haxo, chaque jour, dans ses luttes contre Charette, prodiguait sa vie ; et Kléber rendait de nouveaux services à la République. La douleur dans l'âme, il détruisait ce corps de troupes admirables, qu'il avait contribué à former, qu'il avait toujours conduit, qu'il aimait ; mais avec les Mayençais, il formait les têtes de colonnes qui allaient faire la force de l'armée de l'Ouest. Longtemps encore, le nom de Mayence retentira dans les combats, et la victoire qui le connaît, finira par lui rester fidèle.

CHAPITRE II.

Marche des Vendéens sur Fougères, Dol, Avranches. — Attaque de Granville. — Retraite sur Dol.

Victorieux à Entrames, les Vendéens venaient d'obtenir un nouveau succès à Craon. De Châteaugontier La Rochejaquelein s'était porté sur cette ville; il avait attaqué Chambertin et Olagnier et les avait rejetés en désordre sur Rennes. Les routes étaient libres : c'était le moment de revenir sur ses pas et de rentrer dans la Vendée. La Rochejaquelein en eut la pensée, mais la plus grande partie des troupes, presque tous les chefs, étaient rentrés à Laval après la victoire d'Entrames; La Rocheja-

quelein craignit de les choquer en leur donnant d'autorité l'ordre de venir le rejoindre. Il retourna aussi à Laval, et le moment favorable s'échappa. A Laval on tint un conseil de guerre. Les uns voulaient profiter de l'effroi que le dernier triomphe des Vendéens ne pouvait manquer de répandre pour marcher sur Paris et renverser la Convention ; en cas de revers, on se retirerait sur la Flandre et les armées alliées qui combattaient dans le Nord : les autres, qu'effrayait un projet si hardi, à la veille de l'hiver, avec de si faibles moyens et en traînant avec soi tant de femmes et d'enfants, proposaient de se porter en Normandie et d'y recruter des partisans dans les rangs du fédéralisme qui tout récemment avait armé cette province : enfin, un troisième parti conseillait, puisqu'on ne pouvait plus rentrer dans le Bocage, de se retirer, comme on en avait eu d'abord le projet, chez un peuple ami, chez les Bretons. Rien ne fut décidé, et on prit la route de Mayenne. Quinze mille réquisitionnaires et gardes nationaux avaient été réunis par les représentants pour couvrir cette ville. Ils prirent la fuite avant d'avoir vu les Vendéens. Stofflet, avec les tambours et les drapeaux, se dirigea sur Ernée. On abandonnait la Normandie et Paris pour la Bretagne. Ernée fut enlevé. Fougères aussi, après un moment de résistance, tomba aux mains de l'armée. Elle s'y reposa quelques jours. De

s les Vendéens pouvaient marcher sur Rennes
a côte; ils prirent cette dernière résolution.
es premiers temps où les Vendéens combat-
ans le Bocage, les Anglais avaient cherché à
re en relation avec eux. Un émigré, Tinte-
eur avait apporté des lettres de la part des
es. Les Vendéens y avaient répondu et n'a-
plus entendu parler de rien. A Fougères, ils
it de nouveaux envoyés. Les Anglais leur an-
ent qu'ils étaient prêts à leur fournir les se-
ont ils avaient besoin. Une expédition destinée
es de France allait mettre à la voile, mais il
in port pour débarquer les hommes, le ma-
t les munitions, et on désignait Granville aux
ens. Les Vendéens marchèrent sur Granville.
novembre ils étaient à Dol, le 11 à Pontorson,
Avranches et le 14 devant Granville avec la
ande partie de leurs forces. Le reste, avec les
s, les malades et les blessés, avait été retenu à
hes par Bernard de Marigny.
nville est singulièrement situé : un promon-
levé s'avance dans la mer, c'est sur cette crête
qu'est bâtie la ville. Le faubourg s'étend aux
sur la route d'Avranches; il est séparé des re-
ements par une petite rivière qui se jette, au
ans le port, et par une coupure ou tranchée
rejoindre la mer du côté du nord et isole com-

plétement la place. Au nord, à l'ouest et au sud Granville est entouré d'eau.

Le général Peyre commandait à Granville; il avait avec lui le représentant du peuple Lecarpentier. Un détachement de quatre ou cinq cents hommes avait pris position sur les hauteurs du côté d'Avranches. Les Vendéens le chassent devant eux, pénétrent avec lui dans le faubourg et arrivent aux retranchements au moment où le dernier homme rentrait dans la place. Aussitôt ils tentent l'escalade; au moyen de mauvaises échelles, de cordes, de baïonnettes qu'ils enfoncent dans le mur, ils essayent de monter. Forestier gravit le parapet, d'autres vont le suivre, lorsque le fatal sauve qui peut! se fait entendre. Le déserteur qui a poussé ce cri est tué, mais l'élan se ralentit, les Vendéens reculent. Forestier est renversé dans les fossés où il reste quelque temps évanoui. Les chefs font des efforts pour ramener leurs soldats à l'assaut, ils n'y peuvent parvenir; ils mettent plusieurs pièces en batterie, mais ces pièces de campagne ne causent que peu de mal aux assiégés, tandis que les canons à longue portée de la place les démontent à chaque instant.

Du côté de l'ouest la ville doit être moins défendue. A la marée basse, La Rochejaquelein, Forestier, tous les chefs, se glissent le long du port pour escalader les rochers et prendre Granville à revers, tandis

que leurs hommes continueront à tenir le front en échec. Mais deux petits bâtiments de guerre, arrivés de Saint-Mâlo, couvrent les quais de mitraille; les Vendéens se retirent. Cependant leurs tirailleurs, embusqués dans les maisons du faubourg qui tiennent à la ville, continuent sur la garnison un feu violent. Pendant la nuit Lecarpentier ordonne une sortie, et fait brûler toutes les maisons jusqu'au pont du Bosc.

Dans la journée du 14 les Vendéens ont épuisé toute leur énergie; le lendemain 15 ils n'écoutent plus leurs chefs qui veulent les ramener au combat. La Rochejaquelein abandonné par ses paysans, donne l'ordre de la retraite; on revient sur Avranches. Le conseil de guerre est assemblé.

Granville dont on espérait faire une place de dépôt pour les femmes, les vieillards, les enfants, les malades, les blessés, tout le lourd cortége qui embarrasse les mouvements de l'armée; Granville où l'on eût été à portée de communiquer avec l'Angleterre et de recevoir d'elle les secours qu'elle promet, Granville a résisté. Que fera-t-on? Le projet de pénétrer au cœur de la Normandie est de nouveau proposé. La Rochejaquelein se met à la tête d'une avant-garde et marche sur Villedieu. Les habitants de cette petite ville, requis par les représentants du peuple, sont enfermés dans Granville ou s'avancent avec l'ar-

mée des côtes de Cherbourg. Mais les femmes, les vieillards, les enfants prennent des armes et résistent. Les Vendéens exaspérés ne font pas de quartier.

Tandis que La Rochejaquelein ouvre la route de la Normandie, le gros de l'armée vendéenne reprend celle de la Bretagne. Un événement insignifiant, en apparence, vient de semer la défiance entre les chefs et les soldats.

MM. de Talmont, de Beauvilliers et quelques autres se sont portés à la côte pour faire embarquer des dames. Le bruit se répand qu'ils cherchent à s'échapper. Stofflet donne l'ordre de courir après eux et de les ramener. Ils se justifient, mais les paysans restent convaincus que les chefs n'attendent qu'une occasion pour les abandonner; ils veulent retourner dans leur pays; la Loire! la Loire! c'est le cri de tous. La Rochejaquelein revient de Villedieu en toute hâte, et il se retrouve à l'avant-garde au combat de Pontorson.

Triboust, sur l'ordre des représentants, est accouru de Brest avec quatre ou cinq mille hommes de bonnes troupes, et douze ou quinze pièces de canon. De Dinan, il s'est avancé sur la petite rivière du Couesnon. Au lieu d'en défendre le passage, il a traversé Pontorson et un marais dont il lui eût été facile de rendre la chaussée infranchissable, et s'est établi au-delà, sur une colline. La Rochejaquelein

l'y attaque. Après une résistance de peu de durée, les Républicains enfoncés se précipitent en désordre sur la chaussée de Pontorson. Les Vendéens les suivent, entrent dans le bourg et s'y emparent de toute l'artillerie. Triboust se sauve jusqu'à Dinan, d'où il accuse, de sa défaite, Vergnes, le chef d'état-major de l'armée de Brest.

Triboust est un sans-culotte ignorant, Vergnes est un militaire instruit; Vergnes est sacrifié.

CHAPITRE III.

Batailles de Pontorson et d'Antrain.

Le 19 novembre les Vendéens entraient à Dol; le 20 ils y étaient cernés. Devant eux ils avaient la Rance défendue par deux places, Dinan et Saint-Mâlo, et dont Triboust gardait le cours; à leur droite était la mer, à leur gauche l'armée de l'Ouest réunie à celle de Brest, et derrière eux s'avançait l'armée de Cherbourg.

Cette armée, placée sous le commandement d'un sans-culotte, de Sepher, ancien bedeau ou sacristain de Saint-Eustache, s'était mise en mouvement aussitôt qu'on avait appris à Caen le passage de la Loire par les Vendéens et leur victoire d'Entrames. Le

9 novembre elle était à Vire ; elle y séjourna jusqu'au 13. A l'approche des Vendéens elle rétrograda sur Thorigny, Saint-Lô, Coutances, et ne parut sous les murs de Granville que quand le siége en était levé. Au lieu de se mettre immédiatement à la poursuite de l'ennemi, elle revint à Coutances; mais Prieur de la Marne, Bourbotte, Turreau, attachés aux armées de l'Ouest et de Brest, lui enjoignirent de marcher, et enfin elle approchait d'Avranches.

L'armée de l'Ouest battue à Entrames, avait été bien vite réorganisée à Angers par Kléber. Les représentants avaient fait des réquisitions pour la chausser et la vêtir, et dès le 7 novembre elle rentrait en campagne sous les ordres de Chalbos. Elle se composait de dix-sept ou dix-huit mille hommes répartis en trois divisions : Kléber commandait la première, il avait sous lui Bouin de Marigny, Marceau et Canuel ; Müller était à la tête de la seconde avec Danican et Westermann qui, après un congé de quelques jours, était venu reprendre son poste ; Klingler conduisait la réserve.

D'Angers on se dirigea, par deux routes différentes, sur Laval ; de Laval on se rendit à Rennes pour faire jonction avec l'armée de Brest. Chalbos se retira et Rossignol, général de l'armée de Brest, prit le commandement. De Rennes, on marcha sur Fougères et Antrain pour aller au secours de Granville.

Mais les Vendéens, repoussés de devant cette place, revenaient sur la Bretagne; ils étaient à Dol. On assemble un conseil de guerre : Kléber propose un plan qu'il vient de former. Tous les rapports annoncent que les Vendéens sont dans le plus triste état; la confusion est dans leurs rangs, la discorde entre leurs chefs, ils n'ont pas de vivres, d'horribles maladies les ravagent; qu'on les bloque dans le coin de terre où ils se sont refugiés, et dans quelques jours, peut-être sans combat, l'armée vendéenne sera anéantie. Kléber est d'avis de fortifier Pontorson, Antrain, Hédé, Dinan, d'enceindre les Vendéens dans une ligne de fer et d'attendre, l'arme au bras, que la faim, la misère, la dyssenterie en aient eu raison; Bouin de Marigny et Westermann, à la tête de la cavalerie et de l'infanterie légère, battront la campagne, harcèleront l'ennemi, tomberont sur ses fourrageurs, s'empareront de ses convois, l'épuiseront de fatigue en le tenant constamment en éveil; le reste de l'armée, retranché dans une suite de postes, les soutiendra.

Le plan de Kléber semble ne pas plaire beaucoup aux représentants qui, par une ardeur inconsidérée, ont déjà tant de fois compromis l'armée, et la compromettront tant de fois encore; mais Dambarrère, mais les chefs expérimentés l'approuvent : il est adopté.

Le 20 novembre, dans la soirée, arrive une ordonnance de Westermann qui annonce que Pontorson est au pouvoir des Républicains, que son général est informé de la situation des Vendéens, qu'il se fait fort de les exterminer à Dol jusqu'au dernier, pourvu qu'on le soutienne sur la route d'Antrain. Aussitôt tout est changé : les représentants ordonnent à Marceau de se porter en avant, pour concourir avec Westermann à l'attaque de Dol. Westermann, sans attendre une réponse à son message, a lancé Bouin de Marigny sur Dol, à la tête de la cavalerie. Bouin le Marigny est repoussé; il se replie sur l'infanterie. Vestermann arrive, vers minuit, à peu de distance e la ville, et déploie sa petite armée : il ne tarde as à être assailli. Les Vendéens, en effet, ont été vertis par l'attaque de Bouin de Marigny. Pour rasmbler et animer leurs soldats, les chefs ont fait ittre la charge par vingt tambours. Les chariots, s bagages, les caissons, l'artillerie de rechange est ingée sur une ligne, au milieu de la grande rue de ol; le long des murs se serrent les vieillards, les mmes, les enfants; de chaque côté des canons, la ivalerie, sur deux rangs, le sabre à la main, attend, our charger, qu'on lui en donne le signal. Les tébres de la nuit, la fusillade, la canonnade, l'éclat inistre des obus, les cris des combattants, tout conribue à rendre horrible cette lutte qui va décider

du sort de tant de malheureux. L'anxiété de la foule est cruelle ; elle suit avec une émotion douloureuse les péripéties du combat. Tout-à-coup, on entend : « En avant la cavalerie, vive le roi ! » Et ce cri, qui est le cri de délivrance, est répété par plus de cinquante mille bouches. Les cavaliers partent au galop.

Pressés par des forces bien supérieures, les soldats de Westermann, Mayençais pour la plupart, ont d'abord tenu ferme ; mais les munitions ont manqué, et il a fallu battre en retraite. Ils se retirent avec ordre et s'arrêtent en avant de Pontorson.

A peine les Vendéens ont-ils échappé à un premier danger qu'un autre les menace : c'est Marceau qui s'avance par la route d'Antrain. Talmont et Stofflet lui barrent le passage, tandis que La Rochejaquelein, qui revient de la poursuite de Westermann, tombe sur son flanc droit. Rien n'ébranle les Républicains : ils marchent toujours. Tout-à-coup, une terreur panique s'empare des Vendéens ; ils fuient en désordre sur Dol, où ils répandent l'épouvante. On se sauve de tous côtés, sur la route de Dinan ; les chefs les plus braves sont eux-mêmes entraînés : Stofflet est vu à la tête des fuyards. Cependant Bernard de Marigny, Donnissan, Stofflet qui, après un moment de faiblesse, est revenu à lui, essayent de rallier les soldats ; les femmes leur viennent en aide et accablent de reproches les lâ-

ui les livrent au fer de l'ennemi; les prêtres, ı du ciel, leur ordonnent de s'arrêter, ou les au feu de l'enfer; enfin, on les ramène au . Il était temps : Talmont, qui, à la tête d'nne ꝫ de braves, soutenait à droite l'effort des icains, allait être accablé. La Rochejaquelein, :, ne cherchait plus qu'à mourir, et se plaçait s croisés devant la mitraille d'une batterie, : la chance qui semblait tourner contr'eux aux Vendéens.

:eau, avec la seule avant-garde de Kléber, avantage; il voit arriver à son secours la di- Müller, qui, sans doute, lui assurera la vic- Iais Müller, à moitié ivre, dispose mal ses ›ns, et, loin d'être utile à Marceau, il gêne ses nents. C'est le moment où les Vendéens re- ıt à la charge : la confusion se met dans les Marceau voit le danger : il appelle Kléber à le. Kléber accourt; mais comme on ne peut er au désordre dans le fort du combat, Kléber e la retraite, et prend position au-delà d'un Les Vendéens, n'espérant plus l'entamer, ıt à Dol.

ꝫntative qu'on venait de faire, avait trop mal pour ne pas donner à réfléchir. Les repré- ts décident qu'on reprendra le plan de Kléber; :, ils changent d'avis et ordonnent à la plus

grande partie des troupes restées à Antrain, de rejoindre l'avant-garde. En même temps, on fait passer du renfort à Westermann, et on lui prescrit d'attaquer le lendemain par la route de Pontorson; on le soutiendra par celle d'Antrain. Cependant Prieur, pendant la nuit du 21 au 22, vient trouver Kléber, et le consulte. Kléber lui montre l'armée rebutée, démoralisée, sans élan, sans force, par suite de ces attaques infructueuses, et lui persuade d'ordonner la retraite sur Antrain. Les autres généraux sont de cet avis; on convient de se replier le lendemain et on envoie à Westermann l'ordre de rester à Pontorson. Soit que Westermann n'eût pas reçu cet ordre, soit qu'il ne s'y fût pas conformé, le lendemain 22, à la pointe du jour, il était à une lieue de Dol. Les Vendéens l'attaquent; la brigade Amey, qu'on lui avait envoyée, prend la fuite; le reste cède. Bouin de Marigny descend de cheval, il combat à pied, au milieu des chasseurs, il charge plusieurs fois l'ennemi; son sabre est coupé en deux par un biscayen, peu s'en faut qu'il ne soit fait prisonnier. Quoiqu'il fasse, la déroute commence, et, des troupes de Westermann, les unes fuient sur Avranches, les autres du côté de Rennes.

Cependant, l'ordre de se retirer sur Antrain n'arrivait pas; le 22, au matin, Kléber, inquiet, fait une reconnaissance sur la route de Dol. Il voit s'avancer

ısse épaisse de Vendéens; il mande la brigade
ertin et la déploie à droite et à gauche de la
L'ancien régiment de la reine refuse de tirer,
ne tourne le dos, entraînant le reste de la
ı; Kléber envoie chercher les bataillons
ais de Canuel : ils arrêtent les Vendéens.
'e ce rempart inébranlable, d'autres troupes
ıent; mais, tout-à-coup, La Rochejaquelein,
te des paysans qui ont battu Westermann,
vigoureusement sur le flanc droit et y jette le
re. On ordonne la retraite : elle se change en
ɔ. Marceau rassemble une poignée d'hommes,
.ye de défendre le pont du Couesnon, qui
Antrain.
ɔndant, les représentants et les généraux se
ıent en conseil de guerre. Rossignol arrive un
à la main : c'est sa démission qu'il apporte.
ins, il a conscience de sa nullité; mais Prieur
se. Dans son langage d'énergumène, il appelle
nol le fils aîné de la République, le Dauphin
Révolution. Fût-il battu vingt fois, jamais il
dra la confiance du Comité de salut public, ni
es représentants. D'ailleurs, qu'il ne craigne
s'il y a une responsabilité à encourir, ce n'est
r lui qu'elle pésera, mais sur les généraux qui
rent et qu'on lui a donné pour le conseiller.
tait pas là une vaine menace : plus d'une fois,

en effet, le terrible proconsul fut sur le point de punir Kléber et Marceau des fautes de son inepte protégé, et la punition c'eût été la mort.

On n'avait encore rien décidé, lorsque Marceau accourt et annonce que le pont du Couesnon est forcé, que l'ennemi est aux portes de la ville : on fuit sur Rennes.

CHAPITRE IV.

Attaque d'Angers.

Les Vendéens ont remporté une victoire inespérée, ils veulent en profiter et marchent sur Angers, pour rentrer dans leur pays par les Ponts-de-Cé. Afin de n'avoir pas d'obstacles à franchir devant la ville, ils passent la Mayenne à Laval, la Sarthe à Sablé et le Loir à Durtal. Le 3 décembre, au matin, ils sont en vue d'Angers. Angers, cette fois, est prêt à les recevoir. Les représentants du peuple, les administrateurs du département et du district, les membres de la municipalité ont fait couper les routes, abattre des arbres, ordonné aux habitants des faubourgs de rentrer dans la ville avec leurs bestiaux, leur blé, leur fourrage, leurs meubles, enfin tout ce qui peut

nourrir ou aider l'ennemi dans ses projets; puis, ils ont enjoint de démolir ou de brûler toutes les maisons qui favoriseraient l'approche des Vendéens : la place est dégagée et décidée à se défendre.

Angers est bâti sur les collines qui bordent les deux côtés de la Maine; mais la ville, proprement dite, est située sur la rive gauche. Au lieu de ses promenades, Angers avait pour enceinte, en 1793, un mur épais et bastionné, garni de cinquante-sept tours. Ce mur était percé d'un assez grand nombre de portes sur la rive gauche, par où se présentèrent les Vendéens. C'était, en partant du nord-est, les portes Cupif, Saint-Michel, Neuve, Mirabeau ou Saint-Julien, Saint-Aubin et Toussaint. Elles avaient été murées.

La garnison était peu nombreuse pour garder 1200 toises d'étendue; elle ne se composait que de deux brigades, celle de Danican, qui s'était repliée de Laval sur Angers à l'approche des Vendéens, et celle de Boucret, que Kléber y avait envoyée de Rennes. C'était trois à quatre mille hommes qu'appuyaient trois bataillons de garde nationale : mais la population était résolue à résister jusqu'à la mort; elle avait à craindre que la ville ne fût pillée par les Vendéens, puis mise à sac de nouveau par les Républicains.

Danican, comme le plus ancien en grade, était de

droit chargé du commandement. Dans ce siége, les généraux s'éclipsèrent pour faire place à un simple capitaine, Ménard, commandant de la place. Ménard aimait les Angevins : il avait juré de les sauver.

Le 3, au matin, les troupes sont à leur poste, les régiments de ligne, au pied des remparts, prêts à y monter au premier signal, les bataillons de garde nationale en bataille sur la place Saint-Maurice, pour courir où le besoin l'exigera. Ménard est auprès d'eux; Ménard les excite. C'est sur eux surtout qu'il compte, car c'est à eux surtout qu'importe le succès. Courage donc et fermeté; malheur au lâche, à lui, tout le premier, s'il lui arrivait de montrer le moindre signe de faiblesse ou de trahison.

A huit heures, l'opticien Pedralio qui, placé sur une des tours Saint-Maurice, braque sa lunette dans toutes les directions, laisse tomber sur la place une pierre à laquelle est attaché un papier : « L'ennemi s'avance sur la route de Paris; il est aux Mortiers, à une lieue seulement d'Angers. » Le tambour roule et le deuxième bataillon s'élance aux remparts : il occupe la porte Saint-Aubin et la porte Neuve.

A neuf heures, nouveau billet : « L'ennemi se porte du côté de la Chaloire. » Le premier bataillon descend au pas de charge la rue Saint-Laud et va prendre poste à la porte Cupif. On attend en silence.

Les Vendéens ont envahi les faubourgs; ils se

glissent dans les maisons, les jardins, derrière les décombres, s'emparent de plusieurs grands bâtiments, de la manufacture Joubert, de l'hôtel Gohin, de quelques couvents, dont ils se servent comme de forteresses, puis commencent à tirer. Une explosion formidable se fait entendre : toutes les batteries de la place leur répondent ; Angers est entouré d'une ceinture de feu? Toute la journée, la fusillade, la canonnade se soutiennent avec la même vivacité ; les hommes ne quittent pas un instant les remparts ; les femmes, les enfants, les vieillards vont au château chercher les munitions ; ils apportent, au milieu des balles, leur nourriture aux combattants. Dans ce moment de danger, il n'y a pas de distinction : tous sont frères.

Les Vendéens essayent d'enlever la porte Saint-Aubin ; ils s'avancent à découvert, arrachent les palissades et les chevaux de frise. Un moment, on craint qu'ils ne l'emportent ; déjà les femmes songent à dépaver les rues pour écraser les assaillants, lorsqu'un effort vigoureux les repousse : ils s'éloigent, laissant le terrain couvert de leurs morts.

La nuit est venue : les Vendéens semblent découragés de la résistance qu'ils rencontrent. On propose de profiter de leur abattement : une sortie peut les mettre en déroute et délivrer la ville ; mais Ménard fait remarquer que la garnison peut à peine défendre

tous les postes, qu'il serait imprudent d'en dégarnir aucun, et que, d'ailleurs, si on n'avait pas le succès qu'on espère, on serait exposé aux derniers dangers; les Vendéens pourraient entrer dans la ville à la suite des assiégés. Son avis est approuvé : on restera sur la défensive.

Un ordre singulier arrive au 33e régiment, chargé de garder la porte Cupif; Danican lui commande de se porter de l'autre côté de la Maine, où il n'y a pas un seul Vendéen : il obéit. Heureusement que le premier bataillon est là pour prendre sa place. En même temps, Danican, entouré de ses aides-de-camp et d'une escorte de chasseurs portant des torches, descend la rue Baudriére. Une patrouille de la garde nationale le rencontre et lui barre le passage; il prétend qu'il va de l'autre côté de la Maine préparer une retraite, dans le cas où on serait forcé sur la rive gauche. « Point de retraite, s'écrie-t-on, vaincre ou mourir ! » Et on l'oblige à retourner chez lui. Dès ce moment, on le soupçonna d'être d'intelligence avec l'ennemi, et d'avoir voulu, au moyen des torches de ses chasseurs, lui donner le signal d'une attaque dont il avait préparé le succés. Les événements qui suivirent semblèrent justifier cette accusation : Danican commandait les sections dans le mouvement réactionnaire de vendémiaire, et il mourut à Londres, pensionné par les Bourbons.

[redacted]

Mais à Angers, Ménard avait l'œil sur lui et déjoua ses intrigues.

Dans la nuit du 3 au 4, vers deux heures du matin, les assiégés, jusque-là vigilants, semblaient avoir cédé au sommeil et à la fatigue ; on n'entendait plus aucun bruit dans la ville. Quelques Vendéens des plus braves, ayant La Rochejaquelein, Forestier, Des Essarts à leur tête, se glissent dans le fossé, au pied du bastion et de la porte Saint-Michel. Là vient aboutir un conduit d'immondices, qu'ils savent endommagé. Armés de piques et de pioches, ils arrachent les pierres, cherchent à creuser une mine pour y placer un baril de poudre, faire sauter la porte Saint-Michel, et pénétrer dans la ville par la brèche.

La sentinelle qui se promène sur le bastion, entend frapper sourdement, elle regarde, mais la nuit est noire, le brouillard épais, elle ne peut rien distinguer ; cependant elle court au poste : on réveille Ménard, on plonge dans les ténèbres, et enfin on aperçoit les travailleurs. Déjà on est inquiet, troublé ; mais Ménard rassure tout le monde, il fait apporter de vastes chaudières, on les met sur un brâsier, on y verse du goudron, de la poix, de la résine, et, quand toutes ces matières sont bouillantes, on y trempe des fascines de genêts, que l'on jette tout enflammées sur les Vendéens. La plupart d'entr'eux périssent consumés au fond de la douve ; La Roche-

jaquelein et Forestier s'échappent. Angers encore une fois est sauvé.

Le 4 décembre, au point du jour, les Vendéens recommencent leur feu. Ils s'approchent des remparts; l'un d'eux remarque sur le boulevard des Lices une tour qui s'est affaissée. A la tête de quelques braves, il veut pénétrer par cette ouverture dans la place; mais il paye de sa vie, avec un grand nombre des siens, sa tentative malheureuse.

D'autres essayent de hisser une pièce de 4 sur la tour Saiut-Serge : la tour est brûlée par les boulets républicains.

Un grand nombre d'assaillants se sont embusqués dans les maisons qui avoisinent le boulevard des Pommiers; de là, prenant à revers le bastion Saint-Michel, ils renversent tous les hommes qui paraissent. Rien ne garantit de leurs coups : le parapet, qui tombait en ruines, a été abattu quelques mois auparavant, et c'est à découvert qu'il faut leur résister. Beaupuy, qui, bien que souffrant encore de la blessure qu'il a reçue à Entrames, parcourait les remparts pour encourager les combattants, arrive au bastion Saint-Michel; il conseille de se mettre à l'abri derrière des sacs de terre, et à l'instant, par toute la ville, les femmes s'occupent à en faire. Néanmoins, le feu des Vendéens est si vif qu'on craint de ne pouvoir le soutenir longtemps; on dispose

deux pièces de canon chargées à mitraille, pour écraser s'ils parviennent à franchir le rempart.

Les Vendéens se forment sur deux colonne l'une, composée d'infanterie, escaladera la po Saint-Michel; l'autre, de cavalerie, se dirigera v la porte Cupif, et entrera par là dans la ville. I colonnes secondaires appuieront, par le faubo Saint-Samson et la levée de la Besnardière, deux colonnes d'assaut. La cavalerie descend long du boulevard des Pommiers; tout à coup pièce de 36, placée sur le bastion Guillou, de l' tre côté de la rivière, en face du port Ayrault prend d'enfilade, emporte des rangs entiers, tasse les hommes et les chevaux et obstrue le p sage; tout ce qui reste fuit et se disperse. La pi de 36 est braquée sur la levée de la Besnardièı la colonne qui s'avance de ce côté est aussi bro et mise en déroute. Les chefs font de vains eff pour ramener leurs soldats; on ne les écoute pl Peu à peu, le feu des Vendéens s'éteint; vers qua heures, il a cessé : le siége est levé. C'est dan ville des transports inexprimables : on se félicite, s'embrasse. Mais si la joie qu'on éprouve n'é qu'une fausse joie, si les Vendéens ne s'étaient tirés que pour préparer un piége, se reformer revenir! Que chacun reste à son poste, le danger encore trop près pour qu'on n'ait plus à le redou

Sur le soir, quelques jeunes gens se laissent glisser dans les fossés et se répandent dans les faubourgs. Il n'y a plus à en douter : les Vendéens sont en retraite.

La résistance de Granville a fermé aux Vendéens la communication avec l'Angleterre ; la résistance d'Angers leur coupe la retraite dans leur pays : il faut qu'ils tombent, jusqu'au dernier, sous le fer impitoyable des Républicains.

CHAPITRE V.

Retraite des Vendéens sur Baugé. — Mort du général républicain Bouin de Marigny. — Arrivée à Angers de l'armée de l'Ouest. — Marceau, général en chef. — Prise de La Flèche par les Vendéens.

Angers pouvait être enlevé par les Vendéens, le jour de leur arrivée, le 3 décembre; le 4, l'entreprise était plus difficile; le 5, elle eût été impossible : les assiégés avaient pris de la confiance en eux; les assiégeants, au contraire, perdu la force du premier élan. Ils le sentirent et se retirèrent; d'ailleurs, les Vendéens ne pouvaient rester plus longtemps sous les murs d'Angers; ils étaient pressés par la faim : le peu de vivres qu'ils avaient trouvés dans les maisons abandonnées des faubourgs avait été bien vîte consommés, et même la plus grande

partie de l'armée avait été réduite à se nourrir de noix. Mais ce qui hâta la retraite, c'est le bruit qui se répandit qu'on allait être pris entre deux feux, que les Républicains attaquaient les derrières. Laissant à Stofflet le soin de rassembler l'infanterie, La Rochejaquelein, à la tête de quelques cavaliers, se précipita sur la route de Durtal, où il trouva les chasseurs républicains déjà maîtres de plusieurs voitures; Bouin de Marigny les commandait. De Rennes, où il avait rejoint l'armée après la défaite de Pontorson, Kléber l'avait lancé, avec trois cents chevaux, à la poursuite des Vendéens; il devait les suivre à vue, les harceler sans cesse, et rendre compte de tous leurs mouvements. Bouin de Marigny était entré derrière eux à Laval, à Sablé, à Durtal, et le 4, dans l'après-midi, il jetait l'alarme dans l'armée vendéenne. La Rochejaquelein charge les Républicains; sa cavalerie est rompue. Arrivent quelques centaines de fantassins avec deux pièces de 4. Bouin de Marigny tombe frappé par un boulet. « Achevez-moi! » crie-t-il à ceux qui l'entourent, et après ce dernier service rendu à leur général, ses chasseurs se dispersent.

Le 4, dans la soirée, Kléber, à la tête de sa division, entre à Angers par les faubourgs de la rive droite de la Maine. Le 5, arrive le reste de l'armée de l'Ouest.

Battue à Antrain, cette armée s'était repliée sur Rennes. Il fallait une victime aux représentants : ils chargèrent du poids de la défaite le chef de l'état-major Nouvion, et le destituèrent. Rossignol, livré à lui-même, était incapable d'assigner aux troupes leurs différents postes. Chaque chef de corps s'établit à sa guise dans la position que le général Dambarrère, arrivé le premier, avait jugée la plus propre à couvrir la ville. Inquiet d'une confusion qui, en présence de l'ennemi, ne pouvait qu'amener un grand désastre, Kléber se rendit chez les représentants et leur proposa un plan d'organisation qu'ils adoptèrent. Rossignol, leur favori, restait général en chef; sous lui, Marceau commandait toutes les troupes; Westermann était mis à la tête de la cavalerie; Debilly, qui s'était signalé à Antrain par sa fermeté, dirigeait l'artillerie. Kléber désormais était tranquille : ami de Marceau, il était sûr que ce jeune général ne ferait rien sans l'avoir consulté.

On se doutait que les Vendéens chercheraient à repasser la Loire; Kléber fit marcher la brigade Boucret sur Angers : elle arriva à temps.

Le 28 novembre, l'armée de l'Ouest, à laquelle s'était jointe la division de Cherbourg, quitta Rennes pour se porter sur Châteaubriand; elle y entra le 30. Là Marceau apprit, à n'en pouvoir douter, que les Vendéens menaçaient Angers. Il envoya une or-

donnance à Rossignol, qui était resté à Rennes; la journée du lendemain s'écoula sans qu'on reçût de réponse. Marceau fit partir un nouveau courrier : Rossignol manda qu'il arrivait; c'était dire qu'on devait l'attendre. En effet, le 3 décembre, il parut avec les représentants; au même moment, Esnue-Lavallée et Francastel, renfermés à Angers, informaient leurs collègues des dangers de la ville, et les pressaient d'accourir à leur secours. Prieur de la Marne demanda à Rossignol pourquoi les troupes, à Châteaubriant depuis deux jours, n'étaient pas encore en marche? Rossignol rejeta la faute sur Marceau. Robert, l'ancien chef d'état-major de Léchelle, que Rossignol s'était attaché en la même qualité, insinua même que Châteaubriant offrait des plaisirs, et que les chefs n'avaient pas été fâchés d'en jouir. On fit venir Marceau. Rossignol, sous prétexte d'une indisposition, s'était retiré. Marceau voulut se justifier : on ne l'écouta pas. « Au surplus, lui dit Prieur, nous savons que c'est moins ta faute que celle de Kléber qui t'a conseillé; dès demain, nous établirons un tribunal pour le faire guillotiner. »

Marceau, indigné, s'en revient trouver Kléber : il était onze heures du soir. Kléber se rend chez les représentants : ils sont au lit. Kléber, enveloppé dans son manteau, se promène dans la chambre pendant dix minutes sans qu'une parole soit prononcée.

A la fin, Prieur s'écrie : « Eh bien! Kléber, que penses-tu d'Angers? — Ce que j'en ai pensé, il y a trois jours, lorsqu'au conseil de guerre j'ai proposé d'y envoyer la brigade Boucret. — Mais sais-tu que deux représentants y sont renfermés? — Je l'ignore, mais je sais qu'il y a à Angers quatre mille hommes de garnison, une population considérable, et de plus, le général Beaupuy. — Allons, Kléber, il faut marcher, et si Rossignol s'était expliqué, depuis deux jours on serait devant Angers. — Ce n'est donc ni à Marceau ni à moi qu'il faut s'en prendre si nous sommes encore ici. — Allons, Kléber, allons, vive la République! »

Ainsi se termina cette terrible scène qu'un mot pouvait rendre funeste à Kléber et peut-être aussi aux représentants.

Le lendemain, de bon matin, l'armée se met en marche sur deux colonnes : la première arrive à Angers le jour même; l'autre la suit de près. On se réunit en conseil de guerre chez les représentants : l'armée de l'Ouest et la division de Cherbourg, sous le commandement de Marceau, nommé provisoirement général en chef, se mettront à la poursuite des Vendéens; Rossignol et l'armée de Brest s'en retourneront à Rennes.

Avant de les quitter, Rossignol voulut laisser un souvenir aux généraux avec lesquels il venait de

combattre : il écrivit au ministre que Marceau n'était qu'un petit intrigant, dévoré d'amour-propre et d'ambition; que Kléber, depuis quelque temps, paraissait concentré, parlait de Dubayet et évitait de communiquer avec les sans-culottes. Bouin de Marigny n'était pas à regretter; il était de la *clique*, ainsi que Damas et Savary. Quant à Westermann, contre lequel Rossignol avait à exercer une vieille vengeance, c'était un brutal qui maltraitait les patriotes, et dont les actions montraient qu'il tenait peu aux bons principes.

Le ministre n'avait pas attendu cette dernière dénonciation de Rossignol : le courrier qui apportait la nomination de Marceau comme général en chef provisoire de l'armée de l'Ouest, apportait aussi la destitution de Kléber; mais Marceau n'avait accepté le commandement de l'armée qu'à la condition d'être conseillé et dirigé par Kléber; si on le lui enlevait, il refusait de se charger d'un fardeau trop lourd. La mesure qui frappait Kléber fut suspendue, et ces deux hommes, d'une abnégation héroïque, partirent, jurant de vaincre ensemble ou de monter ensemble sur l'échafaud.

Les Vendéens se sont portés vers Baugé. Leur projet est, dit-on, de se rabattre sur Saumur, d'y forcer le passage de la Loire et de rentrer dans leur pays.

Le 6 décembre, Kléber et sa division quittent Angers et s'avancent le long de la Loire, à marche forcée.

Westermann, à la tête de la cavalerie, suit à la piste les Vendéens; Müller l'appuie; vient ensuite la division de Cherbourg, dont Sépher, destitué à Rennes, a cédé le commandement à Tilly.

A chaque instant, on a la preuve du misérable état auquel les Vendéens sont réduits; à chaque instant on trouve des femmes, des enfants morts de besoin ou de froid, sur les chemins ou autour des restes d'un feu de bivouac; à chaque instant on ramasse des traîneurs que la maladie, la faiblesse, l'anéantissement des forces empêche de suivre le gros de l'armée, ou que la faim oblige à s'écarter de la route. Les paysans se persuadent qu'on n'en veut qu'à leurs chefs, qu'on leur fera grâce à eux si on ne les prend pas les armes à la main, et ils jettent leurs fusils. C'est au point que les chefs font publier qu'on ne donnera de vivres qu'à ceux qui sont armés. Mais, parmi les chefs eux-mêmes, il y en a qui désespèrent de leur cause et qui l'abandonnent : Beauvolliers, le trésorier de l'armée, déserte.

Cependant Westermann a atteint les Vendéens près de Baugé. Sans s'inquiéter de savoir si Müller est à portée de le secourir, avec sa témérité ordinaire, il se précipite sur l'arrière-garde; mais Piron,

qui la commande, lui fait payer cher son imprudence. Westermann bat en retraite, se reforme, et bientôt talonne de nouveau l'ennemi.

Entrés à Baugé, les Vendéens s'attendaient à marcher sur Saumur : on les dirige sur La Flèche. C'est Kléber qui les contraint ainsi à se rejeter sur la gauche. Mais le pont du Loir est coupé; le général Chabot, avec quinze cents hommes, défend La Flèche, et de nouveau l'arrière-garde est aux prises avec l'infatigable Westermann. Il n'y a qu'un coup de vigueur qui puisse sauver les Vendéens.

La Rochejaquelein prend avec lui trois cents cavaliers, qui portent en croupe trois cents fantassins; il remonte le Loir pendant une lieue environ, trouve un gué, passe la rivière, et tombe sur les Républicains aux cris de vive le roi! Les Républicains fuient, La Flèche est pris, le pont rétabli et l'armée vendéenne sauvée. Elle défile sous les yeux de son chef qui se porte aussitôt à l'arrière-garde, où Piron et Stofflet résistent avec peine : Westermann est repoussé, et enfin les dernières voitures vendéennes entrent dans la ville.

Le lendemain, Chabot revient par la route du Mans; mais il suffit de quelques coups de canon pour le mettre en déroute.

Le 10, les Vendéens marchent sur le Mans.

CHAPITRE VI.

Prise du Mans par les Vendéens. — Attaque de cette ville par les Républicains. — Déroute des Vendéens. — Ils rentrent à Laval, essayent de passer la Loire à Ancenis, se replient sur Nort, Blain, Savenay. — Destruction de l'armée vendéenne.

Le Mans est sur la Sarthe. Une lieue au-dessous, la Sarthe reçoit l'Huisne; c'est une rivière assez forte qui barre à Pontlieue la route de La Flèche, et couvre la ville de ce côté.

Lors de l'attaque du Mans par les Vendéens, la garnison était de trois à quatre mille hommes. C'était en grande partie des gardes nationales et des troupes de la réquisition. Chabot les commandait, Garnier de Saintes les animait. Sur l'ordre du re-

présentant, les habitants avaient disposé dans les rues des tonneaux, des voitures, des charriots, enfin tout ce qui pouvait embarrasser et arrêter l'irruption de l'ennemi; on avait coupé la levée qui mène à Pont-lieue. Une redoute, garnie de canons, couvrait le pont de l'Huisne, et des retranchements avaient été faits sur la route de La Flèche; les troupes de la réquisition les occupaient.

A onze heures, on signala l'ennemi; vers midi, la fusillade commença. Les réquisitionnaires plièrent et s'enfuirent en désordre sur la redoute; des hussards les accueillirent à coups de plat de sabre, et voulurent les faire retourner au combat. Pressés entre les hussards qui leur fermaient le passage et les Vendéens qui arrivaient, les soldats de la réquisition s'élancèrent dans l'Huisne. Beaucoup d'entr'eux se noyèrent. Déjà les Vendéens étaient sur la redoute; les Républicains leur tirèrent quelques coups de canon, puis, repassant l'Huisne, ils se sauvèrent sur le Mans. Les Vendéens y entrèrent avec eux. Garnier de Saintes et Chabot se retirèrent sur Bonnétable et Alençon.

Les Vendéens étaient maîtres d'une ville riche et abondante en ressources. Après tant de fatigues, ils allaient s'y refaire un peu, mettre quelque ordre dans leur armée et concerter un plan d'opérations. Westermann ne leur en laissa pas le temps.

Le 12, au matin, il approchait de Pontlieue. Cependant un peu de repos a ranimé le courage des Vendéens. Trois mille d'entr'eux se portent avec La Rochejaquelein à la rencontre des Républicains. Embusqués derrière des haies, ils reçoivent l'ennemi par une vive fusillade. Westermann demande du secours à Müller; mais à peine les soldats de Müller ont-ils vu le feu que, suivant leur habitude, ils se débandent; les Vendéens se mettent à leur poursuite. Marceau et la division Tilly arrivaient alors à Arnage. Tilly déploie sa division à droite et à gauche de la route, laisse passer à côté de lui Müller et ses soldats, et commande la charge. On se précipite à la baïonnette sur les Vendéens dispersés, et on les ramène au pas de course jusqu'à Pontlieue; on entre avec eux dans la redoute; avec eux on passe le pont, et La Rochejaquelein, ne pouvant rallier ses troupes, rentre au Mans, broyant sous les pieds de son cheval ces misérables Vendéens qui n'écoutent plus sa voix.

Marceau voulait qu'on prît position pour attendre Kléber, dont la division était à une marche en arrière : « Non, s'écrie Westermann, ma position est au Mans, l'ennemi est ébranlé, il faut l'achever. » Marceau n'a pas la force de le retenir. Westermann s'élance : tout cède devant son attaque impétueuse. Coupures, levées, retranchements, il franchit tous les obstacles, pénètre dans la ville, s'empare, sur la

place des Halles, de plusieurs pièces de canon, et s'avance jusque sur la place de l'Éperon. Mais là il est accueilli par le feu d'une batterie chargée à mitraille ; les Vendéens se sont jetés dans les maisons et déciment les Républicains. Westermann s'arrête. Marceau fait occuper toutes les rues voisines par la division Tilly. La nuit est venue, mais il n'y a point de trêve entre les combattants : la fusillade, la canonnade retentissent jusqu'à deux heures du matin.

Cependant Marceau est inquiet ; il s'est engagé avec peu de troupes dans les rues d'une grande ville ; il peut être tourné, cerné, écrasé, avant d'avoir reçu des secours. Il envoie ordonnance sur ordonnance à Kléber. « Marceau est jeune, dit Kléber à Savary, il a fait une faute ; il n'est pas mauvais qu'il la sente, mais courons le tirer de là. » Et quoique ses soldats aient déjà fait une longue marche, à minuit il donne l'ordre de se remettre en route. Il arrive au Mans un peu avant le jour, fait relever les postes de Tilly, épuisés de fatigues, et, à sept heures, lui-même s'avance à la tête des grenadiers de Bloss. On ne tire pas un coup de fusil ; on marche en silence, la baïonnette croisée, on fond sur l'ennemi, on le chasse devant soi, et un cri de triomphe proclame la victoire.

Mais, depuis la veille au soir, les Vendéens fuyaient sur la route de Laval : c'était l'arrière-garde

que Kléber venait de mettre en déroute. A l'instant, Marceau ordonne à Westermann de poursuivre l'ennemi. Westermann est bientôt à cheval. La Rochejaquelein essaye encore de l'arrêter à un petit bois où il a disposé quelques pièces de canon : les canons sont pris, et les Républicains ne tardent pas à atteindre les fuyards. Alors c'est un carnage épouvantable : femmes, vieillards, enfants, tout tombe sous le sabre des chasseurs. Pour échapper à la mort, beaucoup de malheureux Vendéens se jettent dans les campagnes; mais les paysans sont debout : à la voix des représentants, et pour protéger leurs maisons et leurs biens, ils se sont armés de fusils, de serpes, de faux, de bâtons; ils frappent ceux qu'ils rencontrent ou les livrent aux tribunaux révolutionnaires qui les envoient à l'échafaud.

Le gros de l'armée vendéenne, marchant le jour et la nuit, a traversé Laval, Châteaugontier, Segré, et le 16, au matin, arrive à Ancenis. Mais il n'y a plus une seule barque sur la rive droite de la Loire; toutes ont été conduites sur la rive gauche. On aperçoit deux bateaux chargés de foin, qui sont amarrés à l'autre bord. Il faut aller les chercher. La Rochejaquelein se jette avec Stofflet dans une nacelle qu'ils ont amenée de Saint-Mars-la-Jaille; quelques hommes les suivent. Toute l'armée a les yeux fixés sur eux; ils commencent à décharger le foin lorsque

survient une patrouille républicaine : La Rochejaquelein et Stofflet disparaissent; l'armée vendéenne est séparée de son général.

Toutefois, on ne perd pas courage : on rassemble des planches, des poutres, des tonneaux, on fabrique des radeaux, on va se risquer sur ces embarcations; une chaloupe canonnière arrive de Nantes, s'embosse en face d'Ancenis, et coule à fond les dernières espérances des Vendéens. Tout-à-coup, derrière Ancenis, retentit le bruit du canon : c'est Westermann, ce sont les Rêpublicains; il faut fuir encore. Les Vendéens se précipitent sur la route de Nort, peut-être pourront-ils gagner la Bretagne; de Nort, ils marchent sur Blain. Là, ils élisent un chef : c'est Fleuriot, le commandant de la division de Bonchamps, qu'ils choisissent. Talmont désirait cet honneur, triste honneur, puisqu'il n'est plus que la charge pénible de conduire la Vendée à la mort. Blessé de la préférence accordée sur lui à Fleuriot, il quitte l'armée, erre quelque temps dans la campagne, est pris et amené à Laval devant le représentant du peuple. Le représentant veut l'interroger : « Fais ton métier, lui répond Talmont, j'ai fait mon devoir. » Et il est guillotiné près du château de ses ancêtres.

Forestier et quelques autres abandonnent aussi leurs compagnons d'armes pour chercher un refuge derrière la Vilaine.

Les Vendéens se sont attardés à Blain un n
ment : Westermann les y atteint. Il attaque et il
repoussé. Mais, le même jour, arrive, par Châtea
briant, Marceau avec le corps d'armée. Kléber for
sa division en bataille et harangue ses soldats
tous jurent de vaincre. On va donner le signal
combat lorsqu'une pluie violente oblige à différ
Chefs et soldats passent la nuit sous les armes.
point du jour, Tilly s'avance par la droite, West
mann par la gauche, Kléber au centre; les Vendé
vont être cernés dans Blain, mais Blain est évac
l'ennemi s'est retiré sur Savenay. Sans perdre
temps, on se met à sa poursuite. Il faut traver
une rivière que les pluies ont grossie; les cavali
la passent à la nage, les fantassins à un gué où
ont de l'eau jusque sous les bras; on décharge
caissons, on met les munitions dans des sacs de pe
et les soldats les portent sur leur tête.

Westermann arrive devant Savenay dans l'apr
midi; jusqu'au soir, il amuse les Vendéens; mais
la vue de l'avant-garde qui débouche, il presse tel
ment l'ennemi qui occupe deux petits bois, en av
de la ville, qu'il en sort et rejette Westermann a
delà du ravin. Kléber sent qu'il faut être maître
hauteurs pour attaquer le lendemain avec avantag
il presse la marche des grenadiers de Bloss, les
vise en deux, en dirige une partie sur le centre

l'ennemi, tandis que l'autre tourne le bois où il s'est embusqué. Après une vive résistance, les Vendéens rentrent dans Savenay. Les troupes arrivent : Kléber leur assigne des positions. Malgré la nuit, la fusillade et la canonnade continuent. Prieur se porte sur le front de bataille : « En avant, mes amis, dit-il, en avant ! » Kléber l'entend : « Si tu ne prends pas sur toi d'arrêter ces criailleries, dit-il à Marceau, demain nous serons à Nantes, et l'ennemi nous y suivra. » Alors Marceau s'adressant à Prieur d'un ton ferme : « Prieur, ce n'est pas ici ta place, tu t'exposes fort mal à propos à recevoir un coup de fusil ou de mitraille. »

Quelques heures après les représentants et les généraux se réunissent. Westermann propose d'attaquer pendant la nuit, et offre de se charger de tout. « Non, répond Kléber, j'ai trop bien commencé cette affaire pour la laisser terminer par un autre. » Les représentants voient avec plaisir cette émulation, mais ils excitent Kléber à attaquer sur-le-champ; Marceau même paraît céder. Kléber reste inflexible et ne répond à aucune provocation.

A Savenay, les chefs vendéens sentent que toute résistance est impossible, mais ils sont résolus à vendre chèrement leur vie. Toute la nuit se passe à préparer les armes et les munitions, à disposer les dernières pièces de canon, à encourager les soldats,

et, à la pointe du jour, sans attendre qu'on vienne les attaquer, ils fondent sur les avant-postes républicains. Kléber, accompagné de Canuel, faisait sur la gauche une reconnaissance, lorsqu'il entend des coups de canon et une vive fusillade; il accourt et rencontre les grenadiers de Bloss qui se retirent. Verger, qui les commande, reste interdit à la vue de Kléber. Pour toute réponse, il lui dit que ses soldats n'ont plus de cartouches. « Eh! reprend Kléber, ne sommes-nous pas convenus d'écraser les Brigands à coups de crosse de fusil? Grenadiers, retournez à votre poste, je vais vous faire soutenir. » Dominés par cette voix puissante, les grenadiers retournent au combat. Kléber envoie un bataillon à leur aide, fait dire à Marceau d'amener le centre, mande à Canuel d'avancer à gauche, et, se mettant lui-même à la tête de la division Tilly, marche par la droite. L'ennemi est refoulé dans la ville; Savenay est pris. Deux fois les Vendéens reviennent sur les Républicains. Kléber, Marceau, chargent à la tête de leurs états-majors. De leur côté, les chefs ennemis donnent aussi l'exemple : Lyrot, Piron tombent, Laugrenière est pris; les Vendéens sont rompus.

Il n'y a plus d'espoir. « Femmes, s'écrie Bernard de Marigny, sauvez-vous! » Et, pour les protéger, il met encore en batterie, sur la route de Guérande, les deux seules pièces qui lui restent. Les canon-

niers sont sabrés; Bernard de Marigny se sauve avec peine dans la forêt du Gâvre. Ceux des Vendéens qui échappent s'y réfugient, ou bien se perdent dans les marais de Montoir.

La Grande-Armée vendéenne n'existe plus; mais, jusqu'au dernier moment, elle est restée digne d'elle. C'est Beaupuy, un de ses plus nobles adversaires, qui va lui rendre ce témoignage. Quoique souffrant encore de sa blessure, il était à Savenay. « Je les ai bien vus, bien examinés, écrit-il à son ami Merlin de Thionville, j'ai même reconnu de mes figures de Cholet et de Laval, et à leur contenance, et à leur mine, je t'assure qu'il ne leur manquait du soldat que l'habit. » Et il ajoute : « Je ne sais si je me trompe, mais cette guerre de paysans, de brigands, sur laquelle on a jeté tant de ridicule, que l'on dédaignait, que l'on affectait de regarder comme si méprisable, m'a toujours paru pour la République la grande partie, et il me semble, à présent, qu'avec nos autres ennemis, nous ne ferons plus que peloter. »

Beaupuy avait raison. La guerre de la Vendée n'était pas encore terminée, mais elle avait cessé d'être dangereuse. Les généraux et soldats qui avaient écarté ce péril avaient bien mérité de la patrie. Aussi leur entrée à Nantes fut un véritable triomphe, et quand, le lendemain, Marceau et Kléber se pré-

sentèrent à la société populaire, on leur offrit u couronne civique. Mais les représentants étaient l Turreau, l'un d'eux, dit que c'était les soldats q remportaient les victoires, que c'était eux qui mé taient des couronnes, eux qui avaient à support tout le poids de la fatigue et des combats.

« Oui, reprit Kléber, ce sont les soldats qui rei portent les victoires, mais ils ont besoin d'être co duits par les généraux, qui sont les premiers sold: de l'armée, et qui sont chargés de maintenir l'ord et la discipline, sans quoi il n'y pas d'armée. n'accepte cette couronne que pour l'offrir à mes (marades, et l'attacher à leur drapeau. »

Quant à lui et à Marceau, ils ne devaient av(d'autre récompense que la disgrâce, trop heure encore d'échapper à cette mort que les représentar avait tenue tant de fois suspendue sur leur tête.

TROISIÈME PARTIE.

Guerre d'extermination faite à la Vendée.

(1794.)

CHAPITRE Ier.

—

Prise de Noirmoutiers par Charette. — Reprise de cette île par les Républicains. — Turreau, général en chef de l'armée de l'Ouest.

Tous les chefs vendéens n'avaient pas passé la Loire. Charette était resté sur la rive gauche. L'armée de Mayence, en entrant pour la seconde fois dans la Vendée, ne l'avait pas comme auparavant ramassé et rejeté sur la Sèvre. Dans sa marche di-

recte de Nantes sur Montaigu, elle l'avait laissé à droite dans ses cantonnements de Légé.

Au moment où les armées vendéennes du Centre, de l'Anjou et du Poitou, pressées entre l'armée de Mayence, celle de Bressuire et la colonne de Luçon se préparaient à faire un suprême effort, c'est en vain qu'elles avaient envoyé messager sur messager à Charette pour le conjurer de venir à leur aide, comme elles avaient couru au sien, et de faire sur les derrières des Républicains une diversion qui peut-être les eût sauvées; Charette n'avait pas entendu leurs cris, ou bien, écoutant le souvenir de quelques différents, il y était resté insensible. Même, il s'était éloigné des bords de la Sèvre, et s'était dirigé vers le Marais, pour mettre à exécution le projet que depuis longtemps il nourrissait, de s'emparer de Noirmoutiers.

Cette île est située à l'ouest de la Vendée, dans la baie de Bourgneuf. Elle n'est séparée du Continent que par un détroit large de quatorze ou quinze cents mètres dans sa partie la plus resserrée, entre la pointe de la Fosse et la Barre-de-Mont. En remontant un peu vers le Nord, le détroit, entre la Crosnière et le bourg de Barbastre devient guéable, à la marée basse; c'est le passage du Goy, il a un peu plus d'une lieue de longueur.

Le 11 octobre, avant le jour, Charette s'y engagea.

Déjà quelque temps auparavant il avait fait une tentative du même genre, mais un coup de canon parti de l'île par accident, lui avait fait craindre que les partisans qu'il s'était ménagés n'eussent été découverts, et que l'ennemi ne fût sur ses gardes, il s'était retiré. Cette fois, ses mesures sont mieux prises; d'ailleurs il s'est arrangé de manière que ses soldats ne pussent reculer; la mer monte, toute retraite est coupée, il faut vaincre ou mourir. Au point du jour les Vendéens sont en vue de Barbastre et s'élancent sur les batteries. Beaucoup de canons sont encloués. Entouré par la trahison, le républicain Richer essaye pourtant de résister; Charette l'abat d'un coup de carabine. Le fils de Richer, jeune homme de seize ans, est pris; on veut qu'il crie vive le roi! il crie vive la république! et tombe sur le corps de son père.

Sans perdre de temps, Charette marche sur Noirmoutiers. Wieland a une faible garnison, mais il peut résister; il ne l'essaye même pas, il se rend à discrétion; il payera de sa vie sa lâcheté ou sa trahison.

Charette est maître d'une magnifique place d'armes. L'île de Noirmoutier est couverte par les marais de Bouin et de Challans, et défendue par son détroit; c'est la citadelle de la forteresse qu'ont tracée la nature et l'homme sur toute cette côte de la Vendée; de plus, elle permet à Charette d'entrer, par mer,

en communication avec les Anglais, et de recevoir les secours qu'ils s'empresseront de lui fournir. Aussitôt, en effet, il arme un des vaisseaux qu'il a saisis dans le port de Noirmoutiers, et envoie en Angleterre un de ses aides-de-camp, la Roberie; puis, il s'occupe de s'établir solidement dans l'île. Mais à peine en a-t-il pris possession que de fâcheuses nouvelles lui arrivent. La grande armée vendéenne qu'il a abandonnée au moment du combat a été écrasée à Cholet, chassée de son pays, et maintenant elle erre au-delà de la Loire. La conquête de Charette est précieuse, mais il commence à craindre de l'avoir payée trop cher.

Déjà les Républicains s'avancent pour la lui enlever. Le 21 octobre, le Comité de salut public a écrit aux représentants Prieur et Jean-Bon-Saint-André: « Enflammez l'homme intrépide que vous choisirez pour diriger cette expédition, du désir de la terminer promptement; c'est un coup de main qui doit avoir l'effet de la foudre. Il faut que les Républicains se montrent, qu'ils reprennent Noirmoutiers ou qu'ils l'engloutissent dans la mer. » Cet homme choisi par les représentants, c'est un des héros de Mayence, c'est Haxo, et Haxo n'a pas besoin d'aiguillons. Ses colonnes chassent l'ennemi de Port Saint-Père, de Bourgneuf, séparent la Cathelinière de Charette, poursuivent l'un dans la forêt de Princé

et enlèvent à l'autre Machecoul et Challans. On va attaquer l'île de Bouin, tous les préparatifs sont faits, il faut différer. Les Vendéens victorieux à Pontorson et à Antrain se rapprochent de la Loire et menacent Nantes et Angers; mais Angers asssiégé résiste, les Vendéens s'éloignent. Haxo lance Jordy sur Bouin le 6 décembre. Deux colonnes doivent prendre Charette à revers, tandis qu'une troisième, que Jordy conduit, au centre, l'attaquera de front. Les deux premières colonnes sont retardées dans leur marche, la troisième arrive seule et sans canons devant les batteries à triple étage de l'ennemi. N'importe, Jordy fera avec six cents hommes ce qu'il comptait faire avec deux mille; il partage encore en trois sa petite troupe, fait avancer deux des pelotons sur les flancs, et avec le troisième gravit les redoutes. Les Républicains ne tirent pas un coup de fusil; la baïonnette croisée ils entrent dans les retranchements et culbutent les Vendéens. Charette est cerné dans l'île de Bouin; il encloue ses canons, les jette dans les fossés et se sauve au travers des marais.

Bouin pris, c'est le tour de Noirmoutiers. Mais la grande armée Vendéenne battue au Mans se rapproche de nouveau de la Loire. Charette a abandonné les environs de Légé pour passer au-delà de la Sèvre; peut-être veut-il donner la main à ses frères d'armes malheureux, et protéger leur passage.

Haxo reçoit l'ordre de se porter à Saint-Florent. Il va se mettre en marche, au risque d'arriver trop tard, quand il est informé que, poursuivis pas Westermann, les Vendéens ont été obligés de fuir vers la Bretagne. Quelques jours après, il apprend que l'armée vendéenne a été exterminée à Savenay. Le général Carpentier lui amène des renforts. Haxo reprend ses projets. C'est encore Jordy qu'il charge de l'attaque de Noirmoutiers. Mais le 30 décembre Charette s'empare de Machecoul; il y a à craindre qu'il ne prenne à dos les Républicains au moment où eux-mêmes seront engagés; la déroute serait presqu'inévitable et la retraite impossible. On prévient Charette, et Carpentier part de Challans pour le chasser de Machecoul.

Dans la nuit du 2 au 3 janvier 1794, Jordy, commandant l'avant-garde de l'expédition de Noirmoutiers, fait mettre à la voile et se dirige au-dessus de la pointe de la Fosse. Les embarcations y arrivent quelques heures avant le jour; elles prennent position à droite et à gauche du bateau que monte Jordy. Le feu commence, l'ennemi y répond avec vivacité; les Vendéens couverts par les digues causent aux Républicains beaucoup plus de mal que ceux-ci ne peuvent leur en faire. Jordy fait cesser le feu des autres bateaux et redoubler le feu du sien; l'ennemi s'imagine que les Républicains ont changé

leur ordre de combat, il abandonne les batteries des ailes et se porte au centre. Jordy l'a prévu ; à un signal donné les Républicains se jettent dans la mer qui commence à se retirer, abordent, escaladent les jetées, prennent en flanc les canonniers vendéens, et, dans l'obscurité, passent à la baïonnette tout ce qui ne répond pas au mot *république*. Jordy déploie sa colonne et, occupant toute la largeur de l'île, marche sur Barbastre. Barbastre est pris. Les Vendéens se replient sur la ville de Noirmoutiers. Jordy veut les y poursuivre, mais, au commencement de l'action, il a eu la cuisse cassée ; il s'est fait mettre sur un brancard et a continué à diriger ses troupes. Le sang qu'il a perdu, la fatigue de la lutte l'ont épuisé ; des sueurs froides l'avertissent qu'il va s'évanouir. Il choisit une position pour y établir ses bataillons et attendre Haxo qui traverse le Goy avec l'arrière-garde, lorsqu'il est frappé de nouveau et renversé de dessus son brancard. Vers midi arrive Haxo avec sept cents hommes ; il prend le commandement et marche sur Noirmoutiers. Les Vendéens se rendent.

Parmi les prisonniers se trouva d'Elbée le généralissime de la Vendée. Après la bataille de Cholet, où il avait eu le corps traversé par une balle, il avait été conduit blessé à Charette qui l'avait fait passer dans l'île de Noirmoutiers. Traduit devant la com-

mission militaire, il fut condamné à mort. Il fallut le porter sur une chaise au lieu du supplice. Wieland, l'ancien commandant de Noirmoutiers, périt avec lui.

Une fois la grande armée vendéenne détruite au Mans et à Savenay, une fois Charette expulsé de Bouin et de Noirmoutiers, que restait-il à faire pour pacifier la contrée?

Les malheureux Vendéens avaient tant souffert, qu'ils ne demandaient qu'à déposer les armes, qu'à relever leurs maisons en ruine et à reprendre leur vie tranquille d'autrefois. Pour calmer la Vendée, il n'était besoin que d'un homme ferme et bon, et on pouvait choisir entre Kléber et Marceau. Mais, tous les deux étaient suspects. Marceau ne tarda pas à être relégué à Châteaubriant où il tomba malade d'ennui et de dégoût. Quant à Kléber, il alla épuiser sa force dans des luttes misérables contre les Chouans, jusqu'au jour où Marceau guéri et lui partirent ensemble pour les frontières du Nord. Dans les rangs de l'armée de Sambre-et-Meuse, ils devaient encore prendre part à de grandes choses et se couvrir d'une gloire éclatante; mais là aussi la mort prématurée qui attendait Marceau devait à jamais les séparer.

A leur place, on envoya dans la Vendée Turreau, Turreau qui n'était connu que par sa défaite de Coron, mais qui devait à l'amitié et aux recomman-

dations de Rossignol d'avoir été fait en quelques mois général de brigade, général de division, général en chef de l'armée des Pyrénées-Orientales, enfin, général en chef de l'armée de l'Ouest, Turreau dont les mesures imprudentes et barbares allaient ranimer une guerre qui s'éteignait.

CHAPITRE II.

Plan de Turreau. — Les colonnes infernales. — Grignon.

Santerre, après une défaite dans la Vendée, n'avait vu d'autre moyen de venir à bout de ce pays indomptable que de l'asphyxier. « Des mines, des mines, avait-il écrit au ministre de la guerre, des fumées soporatives, et puis tomber dessus! »

Rossignol, général de même ordre, avait aussi été d'avis d'employer la chimie contre les Vendéens, et il avait demandé pour auxiliaire Fourcroy, l'élève illustre de Lavoisier.

Un pharmacien d'Angers, Proust, avait composé une boule, dont la fumée, dégagée par le feu, devait, disait-il, tuer tout ce qui respirait dans la Vendée.

Enfin, à la même époque, la Convention ordonnait de brûler tout le pays insurgé.

C'était l'irritation causée par l'impuissance, ou la colère provoquée par des dangers toujours croissants, qui avait fait naître ces rêves et ces décrets de destruction.

Mais, au commencement de janvier 1794, la Vendée, écrasée et broyée, tendait presque des mains suppliantes, et c'est à ce moment que Turreau osa mettre à exécution le plan horrible qu'il avait conçu. D'abord, pour séparer les Vendéens des Chouans qui commençaient à remuer, il couvrit la Loire de chaloupes canonnières, et garnit de postes la rive droite du fleuve. Maître de Noirmoutiers et des ports de la côte, il empêchait les communications avec les Anglais. Une suite de camps retranchés ferma l'entrée du Marais aux Vendéens du Bocage. Alors Turreau ordonna à douze colonnes, qu'il avait disposées depuis Saint-Florent et Angers jusqu'à Parthenay, de commençer ce qu'il appelait leur promenade militaire. Le même jour, le 20 janvier, les colonnes infernales entrèrent dans la Vendée, portant partout la flamme et la mort. Les généraux qui les commandaient avaient ordre de mettre le feu aux bois, aux genêts, aux haies, d'incendier les bourgs, villages, hameaux, métairies, fours, moulins, après toutefois en avoir fait enlever les blés, farines et fourrages;

mais bientôt les voitures manquèrent : on brû
tout.

Quant à la population, elle était condamnée (
masse. Les hommes faits servaient ou avaient ser
avec les Brigands : ils devaient périr; les vieillard
les femmes, les enfants, n'avaient pu porter les a
mes, mais ils donnaient des renseignements, c'éta
des espions : pas de quartier non plus pour eu
certains individus se disaient patriotes : ce titre le
servait à tromper les Républicains, surprendre leu
secrets, livrer aux rebelles leurs plans de campagn
leur faire passer de la poudre, des munitions, et le
donner le moyen de prolonger la guerre : il falla
les mettre hors d'état de nuire plus longtemps. Il n
avait pas à craindre de se tromper; les vrais p
triotes avait abandonné la Vendée.

La plupart des lieutenants de Turreau étaie
dignes de lui et répondirent à son attente. Quelque
uns même laissèrent ajouter à des rigueurs atroc
des barbaries sans nom. Combien de malheureus
femmes de la Vendée n'eurent pas, avant de péri
à endurer tout ce que la lubricité la plus dissolu
pouvait inspirer à des hommes, qui n'étaient pl
des soldats, mais des brigands, mais des monstre

Des colonnes infernales, celle qui laissa dans
Vendée la trace la plus sanglante, c'est la colon
de Grignon. Partie d'Argenton-le-Château, elle a

rive à Saint-Aubin-du-Plain. Les municipaux sortent en écharpe à sa rencontre ; les hommes, les femmes s'avancent pour faire bon accueil aux soldats, en qui ils voient des protecteurs et des frères. Grignon les fait cerner et massacrer jusqu'au dernier. On venait de trouver dans le clocher un devant d'autel : Grignon prétendit que c'était un drapeau.

Au Boupère, la garde nationale s'est mise sous les armes pour recevoir le général républicain. Un moment, Grignon a l'idée de la charger et de la sabrer, mais il n'a avec lui qu'une faible escorte, et les habitants du Boupère sont au nombre de cent cinquante, tous armés. Grignon se modère ; il les passe en revue, leur fait déposer leurs armes en faisceaux et ordonne de les enlever. Alors, il déclare qu'il va incendier le village. On lui représente que la commune du Boupère s'est toujours bien conduite pendant la guerre, qu'elle a plus d'une fois combattu contre les Vendéens, et on lui demande du moins de différer l'incendie jusqu'à ce que le courrier qu'on envoie au général en chef, à Cholet, soit de retour. Grignon le promet, et, le lendemain, le Boupère est en flammes.

Grignon était un des favoris de Turreau.

CHAPITRE III.

La guerre recommence dans l'Anjou. — Mort de La Rochejaquelein. — Stofflet s'empare de Cholet.

En 1793, on n'en voulait qu'à leurs prêtres, et les Vendéens avaient pris les armes; en 1794, c'est leur fortune, c'est leur vie, c'est la fortune et la vie de leurs enfants, de leurs femmes, de leurs pères qu'on attaque : tout ce qui, dans la Vendée, a survécu aux batailles, se lève de nouveau et court rejoindre ses anciens chefs.

La Rochejaquelein et Stofflet qui, depuis le moment où ils avaient repassé la Loire à Ancenis, erraient à peu près seuls, se voient bientôt à la tête de rassemblements nombreux. Ils se glissent entre

les colonnes de Turreau, surprennent Chemillé, coupent les communications, interceptent les convois. Le 28 janvier, La Rochejaquelein était près de Nuaillé; il aperçoit un soldat républicain qui fuyait, il fond sur lui et le fait prisonnier; il veut l'emmener à l'écart pour l'interroger et ensuite le faire fusiller; le Républicain se retourne et l'ajuste : le coup part, La Rochejaquelein tombe, le héros de la Vendée n'est plus. Du moins, il ne tarde pas à être vengé : d'un coup de sabre, Loyseau de Trémentines abat le soldat qui l'a tué.

Les officiers de La Rochejaquelein entourent son corps; ils sont consternés; quelques-uns versent des larmes : « Après tout, s'écrie de sa rude voix le garde-chasse Stofflet, votre La Rochejaquelein n'était pas le Pérou! » Et il s'empare de ses armes, de son cheval, et se déclare général à sa place.

Cependant, d'un moment à l'autre, les Républicains pouvaient arriver. On ne voulait pas laisser exposer à leur joie, et peut-être à leurs outrages, le corps de La Rochejaquelein; on s'empressa de creuser une fosse et de l'y déposer nu, pour que rien ne pût le faire reconnaître.

Longtemps sa mort resta cachée aux Vendéens que son nom enflammait toujours; longtemps aussi les Républicains ignorèrent que la fortune les eût délivrés de leur ennemi le plus redoutable. Quand

ils l'apprirent, ils n'épargnèrent aucunes recherches pour s'en assurer, et Turreau alla jusqu'à ordonner qu'on déterrât La Rochejaquelein ; mais il n'y avait pas un Vendéen capable de trahir la tombe du jeune chef dont le souvenir est resté dans le pays entouré de gloire et d'amour. Quand il mourut, La Rochejaquelein n'avait que vingt-un ans.

Stofflet, du moins, se montra digne de succéder à celui dont il s'était si brutalement déclaré l'héritier. Il fit paraître une activité et une audace étonnantes. Dans le même temps, presqu'au même instant, on le voit sur des points très-éloignés, attaquant toujours et presque toujours vainqueur. Il se porte du côté de Beaupreau, coupe en deux l'avant-garde de la colonne de Cordellier, en rejette une partie vers Nantes et l'autre sur l'Evre, revient à la route de Saumur à Cholet, repousse, à Vihiers, Carpentier sur Doué, et refoule dans Cholet une colonne de cinq ou six cents hommes qui voulaient le rejoindre. Le 8 février, il se présente avec toutes ses forces devant Cholet; le général Moulin jeune y commande; il fait sortir sa garnison composée de trois à quatre mille hommes, et la range en bataille. Mais à peine les Républicains voient-ils les Vendéens devant eux qu'ils sont saisis de terreur et fuient vers Cholet.

En vain le général Moulin fait tous ses efforts pour les rallier, il ne peut y parvenir. Déjà l'ennemi

est dans la ville. Moulin rassemble quelques braves et avec eux, il essaye du moins de couvrir la retraite. On se bat dans les rues; Moulin, en chargeant, est atteint de deux balles; il va être pris par les Vendéens : d'un coup de pistolet qui lui reste, il se fait sauter la cervelle.

Ses soldats, en déroute, se sauvaient du côté de Tiffauges; Cordellier qui, avec sa colonne, marchait au secours de Moulin, les rencontre. Sans se laisser entraîner, il perce la foule, tombe sur les Vendéens, les rejette dans Cholet, et les en chasse. Ils n'y étaient restés qu'une heure.

Cholet, grande ville ouverte, ne pouvait être défendue que par des forces considérables : Turreau demanda au Comité de salut public à l'évacuer. On le lui permit. Un mois après la prise de Cholet par les Vendéens, Turreau annonçait aux habitants qu'ils eussent à réunir leurs objets les plus précieux, et à le suivre. A peine l'arrêté était-il publié que les troupes abandonnèrent la ville. Les Vendéens ne tardèrent pas à en être informés et à y entrer. Presque rien n'avait pu être enlevé : les maisons étaient pleines de leur mobilier. Les Vendéens pillèrent et mirent le feu : Cholet fut brûlé.

CHAPITRE IV.

Charette. — Sa campagne d'hiver. — Mort d'Haxo.

Pendant que Stofflet tenait sur la rive droite de la Sèvre les Républicains en échec, sur la rive gauche, Charette, par des prodiges d'activité, d'adresse, de courage, échappait aux colonnes qui le traquaient de toutes parts.

Chassé de Bouin, de Noirmoutiers, de Machecoul, de Légé, il s'était réfugié entre la Boulogne et la Maine. L'adjudant-général Dufour sort de Montaigu et l'attaque aux Brouzils, près de la forêt de Grâlas. Charette soutient le choc : une balle lui fracasse le bras, près de l'épaule. C'était, depuis le commencement de la guerre, la première blessure qu'il rece-

vait. Il n'en continue pas moins à donner ses ordres avec calme, mais la douleur l'oblige à quitter le champ de bataile, et elle est si vive qu'il ne peut endurer le cheval; on le porte sur un brancard. Ses soldats ne le voyant plus à leur tête, prennent la fuite et se dispersent. Charette arrive, avec un petit nombre d'hommes dévoués, sur les bords de la Vic. Il ne pense à se faire soigner que quand il a assuré des vivres à ses compagnons d'armes.

Bientôt il apprend que Sapinaud a repassé la Loire, qu'il fait des rassemblements aux environs de Tiffauges, et se propose de venir le rejoindre. Charette marche au-devant de lui. A Chauché, il trouve les troupes de Sapinaud en fuite; il tombe sur un corps de Républicains, composé de cinq cents hommes qui font partie de la colonne de Grignon, et les bat.

A peine est-il rentré dans le village, qu'un autre corps, de la même force que le premier, se présente. Charette le prend entre deux feux et le repousse en désordre sur Saint-Fulgent.

Un troisième s'avance par la route du Luc. Charette remporte une troisième victoire.

De Chauché, il se dirige sur les Essarts et La Roche-sur-Yon, où il entre sans résistance.

Turreau lance à sa poursuite le général Duquesnoy, avec une partie de la division qui est venue de

l'armée du Nord renforcer l'armée de l'Ouest. Duquesnoy ne trouve plus à La Roche-sur-Yon que quelques traînards. Charette fait sa jonction au Luc avec un autre chef vendéen, Joly; ensemble, ils marchent sur Légé. De Couëtus attaque la ville par la route du Luc; Joly, par celle de Roche-Servière; et Charette coupe la retraite du côté de Nantes. Se voyant cernés, les Républicains, malgré les efforts de leur commandant, prennent la fuite et abandonnent à Charette deux pièces de canon et plusieurs caissons.

Duquesnoy sait où est Charette : il marche sur Légé, qu'après un simulacre de combat, l'ennemi évacue; Duquesnoy le suit. Enfin il l'atteint au pont des Noyers, près de Saint-Colombin. Charette met en ligne jusqu'à quatre mille hommes; Duquesnoy, pour attaquer, n'attend pas que toutes ses forces soient réunies. Charette gagne du terrain. Mais quand il a sept bataillons, Duquesnoy fait battre la charge : l'ennemi est enfoncé. Il disparaît si vite, que Duquesnoy ne sait pas même quelle direction il a prise. Turreau ne lui laisse pas le temps de s'en informer, il lui donne l'ordre de marcher sur Doué, et de Doué le rappelle au-delà de la Sèvre. Lui-même se met à la tête de la colonne de Cordellier, qu'il joint à celle de Duquesnoy, et se dirige du côté du Luc. Mais Charette est dans les landes de Bouaine;

Turreau s'y porte rapidement et l'atteint près de Géneston. La fusillade s'engage. Turreau croit que Charette accepte le combat; il fait venir en toute hâte celles de ses troupes qui sont en arrière, puis il commande la charge : l'ennemi a disparu. Charette n'avait laissé qu'un rideau pour couvrir sa retraite. Sur l'ordre du ministre, Duquesnoy part pour l'armée de Brest, et Turreau enjoint à Haxo de former deux colonnes pour seconder Cordellier dans ses attaques contre Charette; Cordellier est attiré d'un autre côté, et Haxo reste seul chargé de poursuivre le général vendéen.

A la tête de deux mille hommes, qu'il a réunis à Palluau, Haxo pénètre dans la forêt des Gats, y trouve Charette, et, pendant trois jours, lui donne la chasse. Charette se réfugie du côté de Légé, où il attend des secours qu'un de ses lieutenants, Guérin, lui amène du pays de Retz. Il prend un moment de repos à laVivantière, lorsqu'un paysan accourt lui dire que Haxo l'a forcé de lui servir de guide, que dans un défilé, il s'est échappé, mais que les Républicains ne sont plus qu'à deux pas. En effet, presqu'au même moment paraît Haxo, à la tête de son avant-garde. Charette va être écrasé, lorsqu'on lui annonce l'arrivée de Guérin : « Ta troupe est fraîche, lui dit Charette, marche à l'ennemi, je te suis et te réponds de la victoire. » Guérin s'avance; un soldat républi-

cain, le genou en terre, l'ajuste : « Tu me manqueras, » lui dit Guérin; il est manqué et abat son ennemi à ses pieds.

Enflammé par l'exemple de leur chef, les Vendéens se jettent avec furie sur les Républicains, et les font reculer. En vain Haxo les ramène, en vain il les dispose en carré, en vain il commande des feux meurtriers, ses soldats ne peuvent soutenir le choc. Pressés de front, de flanc, par derrière, ils cèdent et se réfugient à Légé. Guérin voulait les y poursuivre; Charette fut d'un autre avis et se dirigea vers Pont-de-Vic et La Roche-sur-Yon. Mais l'infatigable Haxo a reformé sa colonne; déjà il est sur les pas des Vendéens; déjà il les attaque à La Roche-sur-Yon. L'armée de Charette est coupée en deux, et tandis qu'une partie se sauve sur Saint-Denis-la-Chevasse, suivie de près par Haxo, l'autre, avec Charette, se réfugie du côté de Maché.

Haxo a perdu la trace de l'ennemi qu'il a juré de faire tomber sous ses coups, mais au Luc, il apprend que Charette est dans les landes de Bouaine. Sur-le-champ, il donne l'ordre de se mettre en marche : Charette s'échappe par le Pont-James. Le 18 mars, au soir, les éclaireurs signalent les Vendéens à Saint-Etienne-de-Corcoué : Haxo fait filer une de ses colonnes sur la Benate, pour leur couper la retraite; mais ils ne tiennent pas et profitent de la nuit pour

se réfugier dans les forêts de Touvois et de Grande-Lande. De Légé, où il arrive le 19, Haxo dirige sa colonne sur Palluau; quant à lui, il court à cheval jusqu'à Pont-James, où il doit avoir une entrevue avec Turreau : Turreau manque au rendez-vous; Haxo revient toute la nuit, et rejoint sa colonne le 20, au matin. Il apprend que l'ennemi est à Maché; il marche sur Beaulieu, pour couper à Charette la retraite dans le Bocage. Charette l'y a devancé d'une heure et il se dirige sur les Clouseaux : Haxo se met à sa poursuite.

Cependant Charette, honteux de fuir toujours, est résolu à accepter un combat que tôt ou tard il lui faudra recevoir. « Montrons, s'est-il écrié, que la Vendée existe encore! » Au moment où il distribue les logements, on lui annonce l'ennemi. « Camarades, dit-il à ses soldats, nous fuyons depuis trop longtemps, il faut aujourd'hui vaincre ou mourir. »

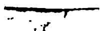
Haxo a partagé ses troupes en deux colonnes; lui-même s'élance à la tête de la droite et refoule l'ennemi jusque dans le bourg. Mais Joly le prend en flanc et l'oblige à reculer. La cavalerie vendéenne charge les dragons républicains et les culbute sur l'infanterie, où ils mettent le désordre. Haxo essaye de reformer ses rangs, mais Joly avance : les Républicains plient. Au même moment, on entend battre la charge : c'est la colonne de gauche qui enfonce

les Vendéens. « Lâches, dit Haxo à ses soldats rompus, où fuyez-vous? Ne voyez-vous pas que Charette est battu? » Aucun ne l'écoute; Haxo alors essaye de couvrir la retraite : « Je ne me bats plus en général, mais en soldat, » dit-il. Les coups qu'il porte, sa haute taille, sa martiale figure, l'ont fait reconnaître : les balles pleuvent autour de lui. Frappé à la cuisse, il s'adosse à un arbre; un cavalier lui crie de se rendre : Haxo lui répond par un coup de sabre; un autre, couvert d'un casque, s'avance : Haxo croit que c'est un de ses dragons, il l'appelle à son aide; mais le Vendéen lui porte un coup de pointe : Haxo le pare et lui fait sauter le sabre de la main. Cinq cavaliers le pressent, et Haxo, faisant le moulinet, les tient à distance. Alors un d'eux descend de cheval et charge son mousqueton sous les yeux du général : « Lâche, lui crie Haxo, approches si tu l'oses, » et il se traîne vers lui; mais le Vendéen le perce de trois balles. Haxo tombe; on s'élance : d'un dernier coup de pistolet, il blesse encore un de ses ennemis.

On dit que Charette regretta qu'on ne l'eût pas pris vivant; il voulait le traiter avec la générosité que méritait sa valeur.

Cambray, Aubertin et d'autres reprirent la poursuite que la mort avait forcé Haxo d'interrompre; mais vainement ils y prodiguèrent et leurs forces et celles de leurs soldats.







Charette sortit victorieux de la lutte terrible engagée contre lui. Son nom devint grand, non seulement dans la Vendée, mais dans toute l'Europe. Il recueillit l'héritage de gloire amassée par les Bonchamps et les La Rochejaquelein, et un jour, du fond du Nord, il reçut une lettre curieuse :

« Que le dieu des armées veille à jamais sur toi; qu'il guide ton bras à travers les bataillons de tes nombreux ennemis, qui, marqués du doigt de ce dieu vengeur, tomberont dispersés comme la feuille qu'un vent du Nord a frappée....

» Brave Charette, honneur des chevaliers français, l'univers est plein de ton nom ; l'Europe étonnée te contemple, et moi je t'admire et te félicite. Dieu te choisit comme autrefois David pour punir le Philistin. Adore ses décrets, vole, attaque, frappe, et la victoire suivra tes pas.

» Tels sont les vœux d'un soldat qui, blanchi au champ d'honneur, vit constamment la victoire couronner la confiance qu'il avait placée dans le dieu des combats. Gloire à lui, car il est la source de toute gloire ! Gloire à toi, car il te chérit ! »

Cette lettre était de Souwaroff.

CHAPITRE V.

Attaque du Marais.

Turreau avait fait cerner le Marais et donné l'ordre de le brûler comme le reste de la Vendée : mais il fallait le conquérir.

Dès la fin du mois de mars le général Dutruy, chargé de l'expédition, avait fait préparer à Challans des fascines, des échelles, des planches, des madriers, enfin tout ce qui était nécessaire pour combler les fossés et franchir les canaux; mais le mois d'avril tout entier se passa à enlever les avant-postes.

Le 4 mai, la petite armée de Dutruy, partagée en quatre colonnes, se dirigea sur le Perrier, au centre

du Marais. Les soldats avaient quitté leurs souliers et leurs culottes et portaient leurs munitions dans de petits sacs attachés à leurs épaules; ils étaient dans l'eau jusqu'aux jarrets, et quelquefois jusqu'aux reins; souvent ils tombaient dans des fossés d'où il fallait les retirer. Quand ils rencontraient un de ces nombreux canaux qui coupent le Marais en tous sens, au moyen de leurs échelles et de leurs planches, ils jetaient un pont et y défilaient un à un. C'était le moment que choisissaient les habitants du Marais. Placés en embuscade, ils ajustaient les républicains, et ces habiles tireurs de canards manquaient rarement leur coup. Les soldats tombaient sans pouvoir se venger; leurs fusils ne portaient pas assez loin, ou mouillés devenaient inutiles. Si, du moins, ils avaient pu charger leurs ennemis à la baïonnette; mais les Vendéens du Marais ne les attendaient pas; ils se jetaient dans leurs petites barques et en un clin-d'œil avaient disparu, ou bien, s'appuyant sur les longues perches qui leur servent à les diriger, ils franchissaient des fossés larges de quinze pieds. Ces *ningles* étaient entre leurs mains des armes terribles; ils s'en servaient pour fuir, ils s'en servaient pour attaquer; souvent ils assommaient de malheureux soldats tombés dans les fossés, et, de l'autre bord, leurs camarades les voyaient périr sans qu'il leur fût possible de les sauver.

Cependant, après treize heures de fatigues incroyables, les troupes de Dutruy arrivèrent au Perrier. Là, il leur fallut attendre des vivres pendant quarante heures.

Dutruy les avait quittées pour aller à Nantes, rendre compte à Turreau de ses opérations. Chapuis, chargé du commandement, se trouva bientôt dans la position la plus difficile; depuis cinq jours il n'avait pas de pain; cerné de tous côtés, il ne pouvait ni avancer, ni reculer; heureusement que Boussard, commandant de Challans, devina le péril. A la tête d'une colonne de quatre cents hommes, d'un convoi d'eau-de-vie, de pain et de munitions, il arriva au Perrier, au moment où les Vendéens l'attaquaient. Après avoir repoussé un détachement qui, parti de Saint-Jean-de-Mont, cherchait à inquiéter leurs derrières, Chapuis fait avancer les quatre cents hommes de Boussard; ils refoulent l'ennemi et arrivent jusqu'à un moulin que Chapuis veut enlever, mais les cartouches mouillées ne font plus feu, les soldats se troublent, ils plient; un large fossé plein d'eau les sépare du Perrier, ils s'y précipitent, un grand nombre périt noyé ou assommé. L'ennemi approche du bourg; c'en est fait des Républicains, ils vont périr jusqu'au dernier, lorsque Boussard rallie quelques hommes, se jette dans les maisons, et par un feu bien nourri, arrête les

Vendéens. Les troupes se reforment et repoussent l'ennemi. Chapuis reste maître du Perrier.

Charette, instruit que la plus grande partie des forces républicaines sont employées dans le Marais, essaie de surprendre Challans, mais il échoue. Il s'apprête à renouveler son entreprise lorsque Dutruy le prévient et le rejette dans le Bocage. Enfin, une troisième fois, Charette revient à la charge; il a réuni toutes ses forces; il a appelé Stofflet à son aide. Cinq mille Vendéens attaquent Challans; ils sont battus.

Toutefois, le Marais était loin d'être soumis. Le 14 juin, au matin, on recommença une attaque générale et on enleva plusieurs moulins; mais, battus sur un point, les habitants du Marais se réfugiaient sur un autre, et, dans ce dédale de canaux, il semblait presqu'impossible de les forcer. Cependant le 23, Boussard fit attaquer le poste des Bouchères. On y tua quatre cents Vendéens et on y prit trois mille femmes, vieillards et enfants. Quelques jours après, Boussard les renvoya. On pouvait se laisser aller à des mesures de clémence; Turreau n'était plus général en chef de l'armée de l'Ouest.



CHAPITRE VI.

Évacuation de Mortagne. — Arrestation de Huché. — Turreau est remplacé par Vimeux.

Turreau avait couvert d'un voile épais ses opérations dans la Vendée ; lui seul correspondait avec les généraux, lui seul écrivait au ministre de la guerre et au comité de salut public. Ses rapports ne sont qu'un tissu de faussetés et de contradictions.

D'abord, à l'en croire, ceux qui ont dit que la guerre de la Vendée était finie, que les armées Vendéennes avaient été anéanties au-delà de la Loire, ont trompé la Convention.

Après la bataille de Cholet, les chefs seuls, avec un petit nombre d'hommes étrangers à la contrée,

ont abandonné le pays, et s'ils étaient à la tête d'une armée assez forte pour battre les Républicains à Entrames et à Pontorson, c'est que les habitants des provinces qu'ils parcouraient, se joignaient à eux. C'étaient des Bretons, des paysans du Maine et de la basse Normandie, qui étaient venus assiéger Angers, qui avaient été défaits au Mans et à Savenay; les Vendéens n'avaient pas quitté le Bocage, mais Turreau promettait d'en avoir bien vite raison. En huit jours, quinze au plus tard, sa promenade militaire serait terminée et la Convention n'entendrait plus parler de cette malheureuse guerre qui l'avait tant inquiétée. Malgré les promesses de Turreau, la guerre ne finissait point : du moins, elle n'était plus à craindre; les rebelles désorganisés s'étaient dispersés; il n'y avait plus qu'à les poursuivre et à les atteindre un à un. Pour une opération aussi simple, il semblait qu'il n'était pas nécessaire d'avoir une armée de plus de cent mille hommes. Le comité de salut public, sur la foi même des paroles de Turreau, crut pouvoir lui enlever quelques bataillons pour les diriger sur les frontières où ils étaient indispensables. Aussitôt Turreau de se récrier qu'on prenne garde de trop diminuer ses forces; il a une étendue prodigieuse de côtes à défendre, et la Vendée, qui, si elle n'est pas encore pacifiée, ne tardera pas à se soumettre, reprendrait

les armes du moment qu'elle ne sentirait plus peser sur elle un poids salutaire.

Le comité de salut public est obligé de s'en rapporter à Turreau. Les représentants en mission près de l'armée de l'Ouest, qui ne voient que par les yeux du général, tiennent le même langage. Turreau a mis bon ordre à ce qu'il n'en arrive pas un autre aux oreilles du comité ; et si quelqu'un de ses lieutenants s'avise de communiquer, sans son intermédiaire, avec le gouvernement, il lui fait payer cher son imprudence. Commaire, général divisionnaire, commandant à Saumur, alla expier une faute de ce genre à Châteaubriant.

Cependant deux événements qui arrivèrent presque dans le même temps, dissipèrent les ténèbres et firent le jour pour le comité de salut public. L'un de ces événements était l'évacuation de Mortagne.

Après l'évacuation de Cholet et celle de Tiffauges qui la suivit de près, Mortagne était resté isolé au centre de la Vendée. Les Vendéens n'avaient pas tardé à cerner le bourg. Le 24 mars, cinq à six mille d'entre eux, pourvus de tout ce qui est nécessaire pour l'escalade, s'en approchèrent. L'attaque commença à onze heures et dura jusqu'au soir. Les Vendéens repoussés se retirèrent, mais en annonçant qu'ils reviendraient plus nombreux le lendemain. La garnison, composée de six cents hommes,

n'avait plus de munitions; on décida en conseil de guerre qu'on abandonnerait la place. On en sortit dans la nuit du 24 au 25, à deux heures du matin, et on prit la route de Nantes.

L'ennemi ne tarda pas à assaillir lacolonne. Il fallut se faire jour en-deçà et au-delà de Clisson, passer à gué la rivière du Palet, et débusquer une troisième fois les Vendéens, pour arriver aux portes de Nantes.

Ces hommes qui avaient si vaillamment combattu, Turreau les accusa de lâcheté, et les fit traduire, officiers et soldats, devant une commission militaire. On voulait les juger, ils se défendirent, et, à leur tour, attaquèrent ceux qui prétendaient les faire condamner. Ils s'adressèrent à la société populaire, ils eurent recours aux représentants; ils dirent comment la guerre de la Vendée qui allait finir, avait été rallumée par les ordres cruels de Turreau, exécutés avec barbarie par ses lieutenants; comment, partis de Cholet au nombre de huit cents pour garder Mortagne, ils n'avaient reçu chacun que quarante cartouches; comment, depuis le 21 février jour de leur entrée dans la place, jusqu'au 6 mars, jour de l'évacuation de Cholet, quoique souvent ils en eussent fait la demande, Huché avait toujours éludé de leur envoyer des munitions.

Cholet évacué, ils avaient vainement cherché à

ouvrir des communications avec Saumur et le général en chef. Ils s'étaient adressés à Montaigu, à Tiffauges, et n'avaient rien reçu ; ils avaient attendu le passage de quelques colonnes, il n'en était pas venu ; ils avaient appris que Cordellier était dans le voisinage, ils lui avaient envoyé une ordonnance, Cordellier ne les avait pas écoutés. Enfin, attaqués par des forces quintuples, ils les avaient repoussées et ne s'étaient décidés à la retraite que quand il n'y avait plus eu moyen de défendre la place ; et c'était ceux qui, par une négligence coupable ou par une indifférence plus criminelle encore, les avaient abandonnés, c'était ceux-là qui les accusaient de lâcheté.

Le bruit de ce procès arriva jusqu'au comité de salut public, et, le 17 avril, il prit un arrêté d'après lequel toutes les poursuites devant la commission militaire seraient suspendues ; les représentants devaient prononcer sans délai sur la mise en liberté des officiers et soldats composant la garnison de Mortagne, qui paraissaient « avoir été victimes de la calomnie ou d'un complot ourdi par l'aristocratie. »

La garnison de Mortagne n'était pas encore entièrement mise hors de cause, mais le comité de salut public avait vu que, malgré les rapports de Turreau, l'ennemi, dans la Vendée, était assez fort pour tenir une place bloquée. Il allait apprendre par le procès du général Huché, comment la conduite des lieute-

nants de Turreau avait fait reformer des armées qui semblaient dissoutes.

Bard, après la blessure qui, à la Tremblaye, l'avait mis hors de combat, était revenu commander à Luçon; il s'y était fait aimer et estimer. Lorsque Turreau prescrivit de faire de la Vendée un désert, Bard n'exécuta pas ses ordres. Turreau le fit suspendre et ensuite destituer par les représentants du peuple. A sa place, il envoya le brutal Huché qui lui, ne savait qu'obéir. Cependant, quand Huché apprit qu'il s'agissait de dévaster et d'incendier la Plaine, pays riche et fertile, qui, loin de favoriser les Vendéens du Bocage, s'était toujours armé contre eux, et avait couvert, dans maintes circonstances, et Luçon et Fontenay, il craignit que Turreau ne se fût trompé; il lui écrivit pour lui demander de nouvelles instructions. Turreau lui répondit de ne rien épargner; il ne fallait pas que le Bocage désolé pût trouver les moindres ressources dans la Plaine. Huché se mit en devoir d'obéir. Les sociétés populaires de Fontenay, de Luçon, des Sables, s'émurent, et, de toutes parts, des réclamations furent portées au général en chef. Turreau n'y fit pas attention. Huché, au lieu d'adoucir la rigueur des mesures qu'on le chargait d'exécuter, l'augmenta encore. Il fit saisir trois habitants de Luçon soupçonnés d'avoir fait des vœux pour le succès des

Vendéens, et, sans plus de formes, les fit fusiller. Le président du comité de surveillance lui adressa des représentations; Huché le menaça de le faire aussi passer par les armes, lui et tout son comité. Chaque jour, à la société populaire, c'était de nouvelles plaintes, de nouvelles accusations portées contre Huché; Huché fit fermer la société populaire. Alors, par mesure de salut public, le comité de surveillance ordonna de l'arrêter et l'envoya à la commission militaire de Rochefort. La Martinière, un de ses officiers, traduit devant le tribunal révolutionnaire de Fontenay, fut condamné à mort et guillotiné.

L'adjudant-général Cortez, ami de Bard, avait pris le commandement de la division. Il ne tarda pas à être remplacé par Guillaume.

Cependant, les représentants Hentz et Francastel, amis et soutiens de Turreau, étaient arrivés à Luçon.

Ils commencèrent par mettre la ville en état de siége, et par dissoudre la société populaire; ensuite, sous prétexte que le comité de surveillance avait fait un abus de pouvoir, en ordonnant l'arrestation d'un général, sans en prévenir ni le comité du salut public, ni les représentants; qu'il avait compromis l'intérêt public en empêchant Huché de concourir au plan d'attaque qui devait anéantir les Vendéens; ils décrétèrent que le comité de surveillance de

Luçon serait lui-même arrêté et transféré à Paris, ainsi que l'adjudant-général Cortez, accusé d'être l'instigateur du complot formé contre Huché.

Enfin, Huché dut aussi être conduit à Paris pour y être entendu par le comité de salut public et le comité de surveillance de la Convention.

En même temps que Hentz et Francastel rendaient compte au comité de salut public des mesures qu'ils prenaient, ils lui écrivaient que toute cette partie de l'Ouest était atteinte et gangrenée de modérantisme; que les représentants envoyés en mission y avaient été trop faibles; qu'ils s'étaient laissé gagner; que toutes les autorités étaient à épurer; que Luçon était le foyer d'une vaste conspiration fédéraliste; que les chefs de cette conspiration étaient ceux qui faisaient arrêter les hommes énergiques, qui sacrifiaient les intérêts de quelques-uns aux intérêts de tous. Ils finissaient en demandant au comité de ne rien décider sur Huché et ses adversaires, que l'un d'eux ne se fût rendu à Paris, pour y dévoiler la trame qui enveloppait l'Ouest.

Francastel partit, en effet, et Huché acquitté fut renvoyé comme général divisionnaire dans la Vendée.

Cependant chaque jour le comité de salut public apprenait à se défier de Turreau et de ses plans, et lorsqu'au retour du printemps, Turreau se montra difficile pour céder des troupes aux autres ar-

mées, on le mit de côté. Le 13 mai il fut susp
et remplacé par le général Vimeux. Turreau
été mandé à Paris. A Saumur, il trouva une
mission qui le chargeait du commandemen
Belle-Isle-en-Mer. C'était, dit-on, Robespierr
s'était opposé à ce qu'il fût destitué.

CHAPITRE VII.

État de la Vendée au départ de Turreau. — Armées républicaines. — Armées royalistes. — Stofflet. — Charette. — Mort de La Cathelinière, de Joly, de Bernard de Marigny.

La Vendée, malgré les calamités d'une guerre cruelle, qui durait depuis dix mois, était encore à l'arrivée de Turreau un beau et riche pays; quand il en sortit, après quatre mois de séjour, ce n'était plus qu'un monceau de cendres. Ses ordres avaient été exécutés : il n'y restait debout ni un bourg, ni un village, ni un hameau, ni une métairie, ni une ferme, ni un moulin, ni un four. Mais, quoique Turreau eût fait, il n'avait pu anéantir les haies et les bois. Chassés de leurs demeures, les habitants s'y étaient réfugiés.

L'armée républicaine, après la campagne d'Outre-Loire, était épuisée de cette âpre poursuite, qui avait commencé à Saint-Florent et n'avait fini qu'à Savenay; mais quelques jours de repos eussent suffi pour la remettre sur pied et pour en faire la plus belle armée. Ce n'était plus ce ramas de volontaires, de troupes de réquisition aussi indisciplinées que lâches, qui avaient essuyé tant de honteuses déroutes dans la première partie de la campagne : dix mois de luttes journalières avaient aguerri ces nouveaux soldats; l'armée de Mayence et les divisions venues de l'armée du Nord leur avaient donné de la consistance; des généraux fermes et habiles les avaient pliés au joug fortifiant de la discipline, et, en les conduisant à la victoire, leur avait inspiré la confiance et l'aplomb. Ils pouvaient désormais se mesurer avec n'importe quels adversaires. Cette armée, qui serait devenue si forte et aurait rendu à la République tant de services, Turreau la ruina. Quand il partit, les fatigues ou les maladies avaient jeté la moitié des soldats aux hôpitaux; le reste était couvert de gale. Tous étaient en haillons et marchaient pieds nus.

Lorsqu'on se mettait en campagne, il fallait déchausser ceux qui restaient pour fournir des souliers aux troupes envoyées en expédition. Les armes aussi étaient pour la plupart hors de service; beaucoup

de soldats portaient des piques. Ceux qui avaient des fusils manquaient souvent de baïonnettes. Tout était, faute de soins ou de prévoyance, usé, cassé, brisé.

Mais la plus grave atteinte que l'armée eût reçue, c'était au moral. La Vendée avait été mise à sac : pendant quatre mois, on y avait toléré dans les soldats la licence la plus complète; quatre mois de pillage, de viol, d'ivrognerie, de désordres de toute espèce, avaient étouffé en eux tout sentiment d'obéissance, de règle, de discipline ; ils n'avaient plus de frein et n'écoutaient que leurs passions. Assouvis de luxure ou gorgés d'or, ils avaient perdu toute énergie, toute force intime ; ils tremblaient au seul nom des Vendéens, qui avaient à exercer sur eux tant de justes vengeances. Aussi, à la fin, fuyaient-ils dans toutes les rencontres, ou bien ils refusaient de marcher ; les chasseurs de Cassel eux-mêmes, ces braves de l'armée de Mayence, furent sur le point de se révolter contre leur chef : il est vrai qu'alors c'était Grignon qui les commandait. La désorganisation fit tant de progrès que Turreau, lui-même, déclara qu'il n'y avait plus rien à faire avec de pareils soldats, et demanda à les échanger contre les troupes de l'armée de Brest.

Au contraire, les armées vendéennes augmentaient chaque jour, et chaque jour devenaient plus

redoutables. Stofflet commandait depuis la Sèvre jusqu'à la Loire, et, depuis que Cholet et Mortagne avaient été évacués, il était partout obéi. Du fond de la forêt de Vezins, dont il avait fait son quartier-général, où il avait établi des hôpitaux et des ateliers, il organisait ses divisions et assurait le recrutement de son armée.

Sur la rive gauche de la Sèvre, tout le pays reconnaissait le pouvoir de Charette. Longtemps il avait eu à combattre des ambitions rivales ; mais à force de persévérance, de courage, d'habileté, il avait amené les plus intraitables à recevoir ses ordres. La mort venait de le délivrer des deux seuls chefs qui, plus anciens que lui dans la guerre et presque aussi considérés, pouvaient encore lui disputer le pas : La Cathelinière et Joly.

La Cathelinière, gentilhomme du pays de Retz, avait des premiers couru aux armes. D'un tempérament fort, de manières rudes et âpres, il s'était acquis une grande influence sur les paysans, et longtemps avait tenu en échec les troupes de Nantes, de Paimbœuf, de Port-Saint-Père et de Bourgneuf; quand il était serré de près, il cherchait un refuge dans la forêt de Princé. Souvent Haxo l'y fit poursuivre, sans pouvoir l'atteindre.

Enfin, dans une rencontre, La Cathelinière fut blessé de deux coups de feu. Il s'était retiré dans sa

maison de Frossay, lorsqu'une colonne républicaine passa dans le village. Une poule qu'un soldat voulait prendre, se réfugie sous un pressoir; pour l'en faire sortir, le soldat y enfonce sa baïonnette : un cri se fait entendre, un homme s'élance, c'était La Cathelinière. Conduit à Nantes, il fut condamné et fusillé.

Joly était un homme de même nature. Né dans le Bordelais, soldat avant la Révolution, il était venu s'établir à Machecoul, où il exerçait divers métiers; chirurgien de son état, et, dans l'occasion, tourneur, doreur, il était habile dans tous les exercices manuels. Il commença aussi l'insurrection, et s'était déjà signalé à la tête des paysans avant que Charette ne parût. Joly haïssait Charette comme il haïssait tous les nobles et tous les prêtres, aux excès desquels il attribuait la Révolution; mais l'intérêt du parti l'obligea de s'en rapprocher. Plus d'une fois, Charette fut redevable à la bouillante et téméraire valeur de Joly, des succès qu'il remporta.

Si Joly était brave, il était ambitieux. Il désirait pour lui le commandement, ou, tout au moins, il voulait le partager avec Charette. A cet effet, il provoqua, aux Herbiers, un conseil de guerre; mais tous les officiers reconnurent Charette pour général en chef. Joly laissa voir son mécontentement, et ne ratifia jamais le choix de la majorité. D'abord, Charette essaya de le gagner, mais voyant qu'il ne pou-

vait y parvenir, il cessa de le ménager. Aux Clouzeaux, Joly, qui avait tant contribué au succès de la journée, réclamait le cheval d'Haxo. La Roberie, un des lieutenants de Charette, le lui disputait; Charette ordonna que le cheval serait vendu. La Roberie l'emporta : « Eh! s'écria Joly, je l'avais payé en tuant de ma main quinze Républicains. » Joly, profondément froissé, se tint de plus en plus à l'écart; cependant il concourut, avec Charette et Stofflet, à la grande attaque de Challans. L'armée vendéenne, repoussée, s'était retirée sur Saint-Christophe-du-Ligneron; elle y manquait de vivres; les soldats murmuraient. Des officiers de Charette insinuèrent que Joly était cause de la disette, qu'il avait détourné une partie des approvisionnements au profit de sa troupe, que d'ailleurs il avait l'habitude de garder pour lui les prises qu'il faisait.

Une irritation sourde contre Joly se répandit dans l'armée; les chasseurs de Charette demandèrent hautement qu'on le jugeât et qu'on le condamnât. Joly avait tout à craindre de Charette : il se réfugia dans la forêt de Aisenay, et de là passa sur le territoire de l'armée d'Anjou. Un dimanche, il se trouvait dans un village voisin de Saint-Laurent-sur-Sèvre; déjà l'air étrange de sa figure, ses armes, son accoutrement singulier, avaient attiré sur lui l'attention; ses propos achevèrent de le rendre sus-

pect : il s'étonnait que les paysans osassent faire célébrer la messe et y assister au grand jour. On le prit pour un espion. Joly s'aperçut de la défiance qu'il excitait, et se retira dans un bois de genêts; les paysans, armés de bâtons et de fourches, l'y poursuivirent. Un d'eux voulut l'arrêter : Joly l'abattit d'un coup de pistolet; les autres s'élancèrent sur lui, et il périt sous les coups. A Saint-Laurent, un de ses anciens soldats reconnut son corps.

Joly était d'un caractère assez emporté pour tuer un des premiers lieutenants de Charette qui lui refusait des munitions; mais, depuis la prise de Légé, depuis ce jour malheureux où Joly avait vu étendus sous ses yeux les cadavres de ses trois fils, dont deux étaient morts à ses côtés, et le troisième avait été tué dans les rangs des Républicains, eette violence ne connaissait plus de bornes : les amis les plus intimes de Joly avaient fini par le redouter.

De sourdes menées venaient d'abattre Joly; quelques mois auparavant, un crime avait frappé Marigny.

Bernard de Marigny, le héros de Savenay et de vingt autres batailles, après avoir, pendant deux mois, échappé aux poursuites des Républicains, après avoir essayé de soulever la rive droite de la Loire, était revenu dans la Vendée. Les paysans de

Lescure, de La Rochejaquelein, qui le connaissaient et l'aimaient, n'avaient pas plus tôt appris son retour qu'ils étaient accourus auprès de lui, et c'est Marigny qui, à la tête de quatre ou cinq mille d'entr'eux, avait bloqué Mortagne et contraint la garnison à l'évacuer.

Charette et Stofflet n'avaient pas vu sans jalousie l'arrivée de ce nouveau chef, avec lequel il fallait compter; cependant ils s'étaient réunis à lui pour attaquer la Châtaigneraye, d'où ils avaient été repoussés. Pendant cette réunion, les trois chefs conclurent entr'eux à Cerisaye, quartier-général de Marigny, une sorte de pacte fédératif. Charette, Stofflet et Bernard de Marigny s'engageaient à agir désormais de concert; celui qui se séparerait des deux autres serait déclaré traître et puni comme tel. Stofflet, le premier, réclama l'exécution du traité de Cerisaye : Charette et Marigny marchèrent à son secours à Chemillé. Les vivres manquaient dans ce pays ravagé par les colonnes infernales; on se transporta à Jallais. Là, on commença à insinuer que Marigny avait à tort donné à son armée le nom d'armée du Centre, parce que ce titre appartenait aux rassemblements de M. de Royrand, dont le chef était maintenant M. de Sapinaud; ensuite on contesta les droits de Marigny comme général en chef, comme si ces droits n'étaient pas les mêmes que

ceux de Charette et de Stofflet, la confiance qu'il inspirait aux paysans, et comme si on ne les eût pas déjà reconnus en souscrivant avec lui la convention de Cerisaye; enfin, dans une assemblée générale, où Charette et Stofflet avaient fait entrer toutes leurs créatures, on décida qu'il n'y aurait plus d'autre armée du Centre que celle de Sapinaud, et que Marigny reprendrait le commandement de l'artillerie qu'il exerçait dans la Grande-Armée vendéenne. C'était de la dérision : Stofflet et Charette n'avaient plus une seule pièce de canon. Marigny, indigné, se retira au bourg du May avec quelques cavaliers : « Mes amis, leur dit-il, on ne veut plus que je vous commande, mais voilà cinquante louis que je destinais à vos besoins les plus pressants, ils sont à vous, je vous les donne. » Les cavaliers burent à la santé de Marigny, et les têtes étaient échauffées quand on s'en retourna à Jallais. Déjà Charette et Stofflet étaient informés de tout; ils firent des reproches à Marigny qui, pour toute réponse, ordonna à ses officiers de prendre ses drapeaux et de partir. « Tirez sur le traître! » cria de Rostaing, un des officiers de Stofflet à ses chasseurs : aucun ne fit feu. On lança La Roberie, aide-de-camp de Charette, à la poursuite de Marigny : il l'eut bientôt rejoint; mais Marigny lui déclara que s'il faisait un pas de plus, il lui brûlerait la cervelle. La Roberie s'en retourna

au camp ; le conseil s'assembla : Charette, rapporteur, conclut à la peine de mort ; le conseil la prononça.

Toutefois, il paraît que Charette, par cette sévérité excessive, n'avait voulu qu'effrayer Marigny, et que, content de l'écarter du commandement, il n'avait pas le désir de lui ôter la vie ; on dit même qu'il lui offrit un refuge dans le pays soumis à son autorité : Marigny refusa. Marigny, malade, vivait en sécurité dans un château, près de Cerisaye, lorsque Stofflet passa dans les environs ; il envoya une compagnie de chasseurs s'emparer de Marigny. Son intention était, dit-on, de le faire conduire en prison et de l'y retenir. Sur l'entrefaite arriva l'abbé Bernier qui, après avoir échappé aussi aux désastres de l'armée d'Outre-Loire, s'était fixé auprès de Stofflet, sur l'esprit duquel il commençait à prendre de l'ascendant. Il s'entretint quelque temps avec son général, et un nouvel officier partit : il portait l'ordre de faire fusiller Marigny. Marigny demanda un prêtre : on le lui refusa ; alors il s'adossa à un arbre, découvrit sa poitrine, commanda le feu et tomba percé de balles.

Charette et Stofflet se partagèrent le territoire de Marigny ; mais longtemps les paysans refusèrent de ratifier cet odieux arrangement. Il y en eut même qui ne consentirent jamais à servir sous les ordres

de ces hommes, qu'ils voyaient toujours teints du sang du chef qu'ils regrettaient.

Ainsi, tandis que les armées de la République, désorganisées, menaçaient de se dissoudre, les chefs vendéens fortifiaient de plus en plus leur autorité en la concentrant.

QUATRIÈME PARTIE.

Pacification de la Vendée.

(1795-1796.)

CHAPITRE Ier.

—

Traité de la Jaunaie avec Charette et de Saint-Florent avec Stofflet.

A Turreau avait succédé Vimeux. Vimeux, surchargé par un poids trop au-dessus de ses forces, ne tarda pas à le déposer. Le général Alexandre Dumas vint de l'armée des Pyrénées-Orientales le remplacer. Lui aussi, à la vue des ruines amon-

celées sur un pays qu'il faudrait encore inonder de sang pour le soumettre, sentit son courage défaillir et demanda à être employé ailleurs. On renvoya dans la Vendée Canclaux, qui déjà y avait fait la guerre.

L'incertitude dans le commandement avait achevé de paralyser l'armée de l'Ouest. Déjà les nombreux renforts, qu'à l'approche de la belle saison, elle avait été obligée de restituer aux autres armées, l'avaient réduite à l'inaction. Elle se tenait sur une défensive timide, renfermée dans les camps que Turreau avait tracés tout autour de la Vendée, lorsque Charette vint l'y chercher. Il surprit le camp de la Roullière, qui couvrait Nantes, et de toutes les troupes qui le défendaient, ne laissa échapper que quelques hommes qui allèrent répandre la terreur et l'effroi. Le reste fut pris ou tué.

A quelque temps de là, il attaqua le camp de Fréligné qui protégeait le marais, et l'enleva de vive force. Ces deux exploits le rendirent plus redoutable que jamais aux Républicains.

Cependant la révolution du 9 thermidor avait renversé Robespierre et ses partisans. Carrier, le bourreau de Nantes, le destructeur des Vendéens échappés au carnage du Mans et de Savenay, Carrier, le monstrueux inventeur des noyades, rappelé au sein de la Convention, venait d'en être arraché pour être traîné

devant le tribunal révolutionnaire, et, de là, à l'échafaud. Turreau et ses dignes lieutenants, les incendiaires Grignon et Huché étaient arrêtés et mis en jugement. L'esprit public changeait ; de la haine ardente et cruelle qu'on avait vouée aux *brigands* de la Vendée, on passait à des sentiments de pitié et presque d'intérêt ; la Convention décréta l'oubli du passé et le pardon pour tous ceux qui s'étaient insurgés dans l'Ouest contre les lois de la République. En même temps, elle chargea une commission de représentants d'aller, par la douceur, ramener la paix dans ces malheureuses contrées. Ruelle, l'un d'eux, arriva à Nantes. Il cherchait les moyens d'entrer en relation avec Charette, lorsqu'un émigré, Bureau de la Batardière, s'offrit à lui pour porter ses propositions au chef Vendéen. Après mille difficultés, Bureau traverse les avant-postes et parvient jusqu'à Charette.

Charette alors, était maître, sans conteste, de tout son territoire ; il en avait expulsé tous les postes républicains; nul que lui n'y donnait des ordres : mais ce pays, où depuis deux ans la guerre promenait si cruellement ses ravages, était épuisé ; il avait besoin d'un peu de repos pour être capable de nouveaux efforts. D'ailleurs la guerre partielle que l'on faisait, ne pouvait avoir de résultat. Il fallait s'étendre, agir de concert avec les populations insur-

gées sur d'autres points que la Vendée, et particulièrement avec la Bretagne, si l'on voulait frapper à mort la République, et une paix simulée, une trève seule en fournissait le moyen. Pendant ce temps, on s'organiserait plus fortement, on se procurerait des armes, des munitions, de la poudre, dont on manquait; on amasserait du blé, du fourrage; on séduirait les troupes de la République alors pressées par la gêne; on attirerait des recrues et on donnerait aux Anglais le temps d'amener à l'insurrection des secours tant de fois promis, et qu'enfin ils paraissaient décidés à lui fournir. Charette accepta les offres qu'on lui faisait.

Le 17 février, à la Jaunaie, près de Nantes, il vint trouver les représentants du peuple. Ce n'était pas un vaincu qui se soumettait. Charette traita de puissance à puissance avec la République. En son nom et au nom de Sapinaud, il obtint pour la Vendée :

— Liberté du culte.

— Exemption du service militaire et de toute réquisition.

— Indemnités et paiement des obligations souscrites par les chefs royalistes jusqu'à la concurrence de deux millions.

— Enfin, formation d'une garde territoriale de deux mille hommes soldés par le Gouvernement.

A ces conditions, Charette reconnut la République.

Cette reconnaissance était tout ce que voulaient les représentants. Aussi se montrèrent-ils de la plus grande facilité pour le reste. Ils n'exigèrent même pas que Charette renonçât aux signes du royalisme, et, lorsque neuf jours après la signature du traité, il entra avec eux dans Nantes, il portait les couleurs de la Vendée. Ce fut un beau jour pour Charette; on avait déployé la plus grande pompe; toutes les troupes étaient sous les armes; les généraux républicains, en grand uniforme, entouraient les voitures des représentants; mais dans le cortége on ne cherchait qu'un homme, Charette. Il était à cheval au milieu de ses lieutenants et se faisait remarquer par son écharpe blanche et le panache de même couleur qui flottait sur sa tête. Malgré ces signes proscrits, la marche de Charette fut un triomphe; partout, sur son passage, éclatèrent des cris de joie; partout il fut salué avec bonheur, et jusque dans la société populaire, il reçut de nombreuses marques de la plus franche cordialité.

Tous les officiers de Charette n'avaient pas approuvé sa conduite; trois de ses divisionnaires, Savin, Lemoëlle et Delaunay, s'étaient séparés de lui; même, le dernier avait tenté de soulever contre Charette, ses chasseurs; Charette accourut et comprima la révolte; Savin et Lemoëlle repentants,

obtinrent leur pardon ; mais Delaunay, qui se sentait plus coupable, craignit de se confier à la clémence de son ancien chef; il se réfugia dans l'Anjou.

Stofflet n'avait pas été compris dans la pacification. Depuis longtemps déjà, il existait entre lui et Charette de profonds dissentiments. Des entreprises malheureuses, faites en commun, et dont chacun des deux chefs avait rejeté sur l'autre l'insuccès, avaient commencé à les aigrir. Puis, Stofflet, sur l'avis de l'abbé Bernier, son conseil, que détestait Charette, ayant émis un papier-monnaie et accordé une paie à ses troupes, Charette avait prétendu qu'il n'en avait pas le droit, que c'était une mesure générale, et qu'aux termes des conventions de Jallais, elle ne pouvait être prise que dans le conseil réuni des trois armées. En conséquence, il cita Stofflet à comparaître devant un conseil de guerre tenu sur le territoire de l'armée du centre, à Beaurepaire. Stofflet refusa de s'y rendre. Charette le traita presque de la même manière qu'un an auparavant il avait traité, à Jallais, l'infortuné Marigny. Il sembla même, en ne le lui donnant pas, vouloir méconnaître le titre de général de l'armée d'Anjou que prenait Stofflet. Dès lors, tout rapport entr'eux cessa; la Convention de Jallais était abolie. Aussi, Charette se garda bien d'appeler Stofflet aux conférences pour la paix qu'il avait ouvertes avec les représentants.

On dit même qu'il offrit aux Républicains de les aider à écraser Stofflet, s'il ne voulait pas se soumettre. L'ambition le portait peut-être à se débarrasser ainsi d'un rival. Sa conduite à l'égard de Marigny autorise à le penser.

Cependant, un des premiers chefs de l'insurrection, l'abbé Jagault, alla trouver Charette et lui montra combien sa gloire aurait un jour à souffrir, si, par un isolement coupable, il contribuait à faire accabler les malheureux restes de la Vendée ; il en obtint d'aller prévenir Stofflet des négociations. Stofflet accourut à la Jaunaie, mais tout était terminé ; il ne trouva même plus Charette. Irrité, il partit en jetant un cri de défi et à Charette et à la République, pilla, en passant, le quartier général de Sapinaud, et s'enfonça dans le bocage angevin. Comme Charette, il fut délaissé par quelques-uns de ses lieutenants. Gagnés par l'or des Républicains, son major-général Trottouin, un de ses divisionnaires, Prodhomme commandant du Loroux, se soumirent. Stofflet s'étant emparé de Prodhomme, le fit fusiller.

Les colonnes Républicaines passaient le Layon, la Sèvre, et s'avançaient de Bressuire sur Châtillon. Stofflet appela ses paysans aux armes. Un petit nombre seulement se leva. Le repos qu'ils goûtaient depuis quelques mois, avait relâché le courage ou l'opiniâtreté des autres.

Avec cette poignée d'hommes, Stofflet marche sur Chalonnes, où il obtient un léger succès, mais, battu à Saint-Florent, il est repoussé sur la forêt de Vezins d'où, traqué de part en part, il ne s'échappe qu'avec quelques amis dévoués. Rejeté d'une colonne sur une autre, il ne peut manquer de tomber bientôt entre les mains des Républicains qui couvrent tout le pays; il le sent, et son ministre Bernier, demande, pour lui, la paix. Elle est signée le 3 mai à Saint-Florent. On accorde à Stofflet les mêmes conditions qu'à Charette, et, comme lui, il reconnaît la République.

CHAPITRE II.

La Pacification.

Charette s'était retiré à Belleville, son quartier-général. Là, entouré de femmes galantes, de jeunes officiers, il présidait à des fêtes : c'était chaque jour des bals, des parties de chasse, des festins, des divertissements nouveaux. Charette semblait avoir oublié la guerre.

Stofflet avait demandé aux Républicains à s'établir dans son ancienne résidence de Maulévrier. Mais, bientôt, il s'était rapproché de son conseil, l'abbé Bernier, qui habitait chez Mme de la Pomelière, au château du Lavoir, et il était venu se fixer au village de Neuvy.

Entre les deux chefs de la Vendée, on ménagea un rapprochement : la paix se fit aux dépens de

Stofflet, qui céda à Sapinaud la part qui lui était revenue des dépouilles de Marigny. La céder à Sapinaud, c'était la céder à Charette, dont Sapinaud n'était plus guère que le lieutenant.

A peine Charette et Stofflet furent-ils réconciliés que la jalousie les divisa de nouveau. Charette avait accaparé au dehors la gloire de la Vendée ; à l'étranger, on ne parlait que de lui ; c'est avec Charette que les agents des princes à Paris nouaient des relations ; c'est Charette qu'ils faisaient considérer comme le plus ferme appui et la dernière espérance du royalisme ; c'est à Charette que le comte de Provence, qui prenait le titre de régent de France pendant la minorité de son neveu, Louis XVII, écrivait ; dans ses lettres, MONSIEUR descendait même au ton d'un protégé vis-à-vis de son protecteur : il demandait à Charette la permission d'adresser quelques paroles à ses braves compagnons d'armes, de leur donner, pour un jour, le mot d'ordre, et, par flatterie, il allait jusqu'à l'appeler le second fondateur de la monarchie française ; toutes les grâces, toutes les distinctions, toutes les faveurs étaient pour Charette : on le nommait lieutenant-général, on lui donnait le titre de généralissime des armées catholiques et royales, on lui envoyait le cordon rouge : Stofflet était oublié.

Cependant les Vendéens réclamaient l'exécution

du traité dont les Républicains ne s'empressaient pas de remplir les conditions. Des deux côtés on se plaignait : les Vendéens auraient voulu rester les maîtres de leur pays, et ils voyaient avec inquiétude les Républicains multiplier leurs postes. Au jour du soulèvement, si on reprenait les armes, il était à craindre que la Vendée, garottée, ne pût faire le moindre mouvement. Aussi était-ce à la présence des soldats que Charette et Stofflet attribuaient l'agitation et les fréquents assassinats dont on leur demandait compte. Les réfugiés de la Vendée surtout en étaient souvent les victimes. Depuis l'origine des troubles, leur sort était déplorable : forcés de quitter un pays dont ils n'embrassaient pas la cause, ils avaient cherché un asile dans les villes voisines; on les avait organisés en compagnies franches, et ils avaient bravement combattu avec les Républicains; mais, sous le prétexte que leurs parents, leurs amis étaient avec les Vendéens, Turreau, quoique tous les jours, au dépens de leur sang, ils prouvassent le contraire, les avait accusés de favoriser l'ennemi, de lui servir d'espions, de lui faire passer des armes et des munitions; en conséquence, il les avait exilés à vingt lieues de la Vendée.

Il semblait que la paix dût mettre fin à leurs maux, en leur permettant de rentrer chez eux; mais les Vendéens s'étaient emparés de leurs biens, et, pour en rester maîtres, ils avaient résolu de faire

peur à ceux à qui ils appartenaient. Les premiers qui vinrent les réclamer périrent, le reste aima mieux les abandonner. Suspects à Turreau comme modérés, les réfugiés étaient persécutés par les Vendéens comme patriotes, et ne trouvaient aucun appui auprès des représentants, qui croyaient voir en eux des terroristes et des partisans de Robespierre.

Chaque jour les meurtres devenaient plus nombreux; ce n'était plus les réfugiés seulement, mais les militaires isolés qui étaient frappés; on attaquait les ordonnances, on forçait les escortes, on pillait les convois, on tenait les villes bloquées, on les affamait, on exploitait la misère à laquelle les troupes de la République étaient en proie, on achetait des soldats pour du pain, leurs cartouches et leurs armes, on les embauchait, on soustrayait, dans le fond du Bocage, les déserteurs à toutes les recherches, et, en présence de tant de trahisons, les chefs continuaient à protester de leur amour pour la paix, et de leur désir de la maintenir. Enfin, le 26 juin, Charette jeta le masque, accusa, dans une proclamation, les Républicains de déloyauté, appela ses soldats aux armes et, fondant à l'improviste sur le poste des Essarts, l'enleva.

Au même moment, les émigrés, amenés par le comte de Puisaye, débarquaient sur les côtes de Bretagne.

CHAPITRE III.

Puisaye. — Hoche.

Joseph de Puysaye, d'une des plus anciennes familles du Perche, avait été de bonne heure destiné à l'état ecclésiastique; mais, la vocation lui manquant, il avait jeté le froc pour prendre l'épée, et avait servi comme lieutenant dans un régiment de cavalerie. En 1789, la noblesse de sa province le députa aux États-Généraux. A la vue des priviléges de son ordre qui tombaient avec la royauté, il médita de les relever par la force. Ce n'était pas à l'étranger qu'il en voulait demander les moyens : la résistance organisée à l'intérieur devait produire la contre-révolution. Il n'émigra pas; il prépara la

guerre civile. Déjà, sous le prétexte de protéger la Normandie contre les agressions des Anglais, il avait organisé, avec Wimpfen, une armée qu'il destinait à soutenir la cause royale, lorsque les députés proscrits par la Convention, le 31 mai et le 2 juin, vinrent y chercher un asile. Puisaye eut toujours pour principe de ne refuser aucun aide, de quelque part qu'il vînt; il les reçut. Pour les venger, il s'avançait sur Paris, avec l'avant-garde de l'armée; Schérer, à la tête de quelques troupes ramassées à la hâte, le mit en déroute à Passy-sur-Eure. La nouvelle de cette défaite dissipa le rassemblement de la Normandie, et Puisaye, dont la tête avait été mise à prix, chercha un refuge en Bretagne.

La Bretagne, pays de liberté et de constante opposition, était mécontente. C'était les remontrances intempestives de son Parlement, c'était les députations arrogantes de ses Etats qui avaient été une des causes déterminantes de la Révolution, mais la Révolution ne s'était pas arrêtée à la limite qu'elle lui avait tracée, et la Bretagne la désavouait.

Si un ordre, plus nombreux dans cette province que partout ailleurs, retenait avec obstination des droits qu'on voulait lui enlever, toutes les classes, noblesse, tiers-état, peuple, attachées à leur religion, refusaient de se séparer de leurs prêtres, et déniaient à la République tout service militaire. La

Bretagne fermentait; Puisaye jugea que c'était là le foyer qu'il cherchait. Il était étranger au pays, il n'en connaissait ni les mœurs, ni les usages, ni la langue, et malgré tant d'obstacles, en quelques mois, à force d'adresse, de patience, d'activité, d'audace, il parvint à soulever la Bretagne, et à s'en faire accepter pour chef. Il n'avait d'abord avec lui que deux compagnons; mais il se lia avec quelques prêtres, réduits comme lui à se cacher, et il fut mis en relation avec les habitants. Bientôt Puisaye eut formé un noyau d'hommes; à leur tête, il attaqua les Républicains. Quelques succès le firent connaître et grossirent sa bande. Se portant rapidement, tantôt sur un point, tantôt sur un autre, il échappa aux poursuites, et déposa en divers lieux le germe de l'insurrection. S'étendant de proche en proche, renouant les fils brisés de la conspiration de La Rouërie, donnant la main aux contrebandiers qui, sous le nom de *Chouans*, commençaient à remplir la forêt du Pertre et les départements de la Sarthe et de la Mayenne, il eut bien vîte enveloppé dans les liens de son organisation jusqu'à cinq ou six départements.

Il n'avait encore accompli que la moitié de sa tâche. Sans troupes réglées, les désastres de l'armée vendéenne d'Outre-Loire venaient de le prouver, sans des moyens que la Bretagne ne pouvait fournir,

tagne, marchant sur Rennes, et, à la tête d'une armée formidable, s'avançant jusqu'à la Mayenne, où, appuyé d'une part à la Normandie que le comte de Frotté insurgeait, et de l'autre à la Vendée que Charette et Stofflet ne pouvaient manquer d'appeler aux armes, il défierait toutes les troupes de la République : Puisaye avait compté sans ses lieutenants et surtout sans son adversaire, le général Hoche.

Lazare Hoche était le fils d'un garde-chenil du roi à Versailles. A seize ans, il avait voulu partir comme soldat pour les Grandes-Indes; on l'avait trompé et Hoche s'était trouvé engagé dans les Gardes-Françaises. Sa bonne tenue, sa vive intelligence l'eurent bientôt fait remarquer, et il fut inscrit dans une compagnie de grenadiers. Alors Hoche, comme s'il eût eu déjà le pressentiment de ses grandes destinées, voulut réparer les torts de sa naissance, et se donner l'instruction que la pauvreté de son père ne lui avait pas permis d'acquérir. Il travailla de ses mains et alla dans les campagnes, autour de Paris, tirer de l'eau pour les jardiniers; il broda des bonnets de police qu'il vendait dans les cafés, et, de ce mince salaire, il acheta ou loua des livres. A la Révolution, Hoche était sergent. Ardent et désireux de parvenir, il ne fut pas des derniers à seconder le mouvement qui devait le porter si haut. Avec les Gardes-Françaises, il aida le peuple

République, ou, tout au moins, à avilir sa monnaie. En même temps, il recommandait de propager l'insurrection, de nouer des relations avec la Vendée, sans toutefois donner l'éveil aux Républicains, que l'on voulait surprendre comme par un coup de tonnerre.

Cormatin, son major-général, crut arriver à ses vues, en se couvrant des voiles d'une pacification : il accepta la trève que lui offraient les Républicains, et, peu après, signa avec eux le traité de la Prévalaye. Mais bientôt on eut la preuve de sa mauvaise foi; on l'arrêta avec plusieurs autres chefs; on tomba sur la division des Côtes-du-Nord, on la dispersa, et Boishardy, qui la commandait, fut tué.

Ce revers était pour Puisaye un fâcheux contretemps : il s'était proposé de descendre sur la côte nord de la Bretagne, et avait jeté les yeux sur Boishardy pour protéger le débarquement. Il lui fallut changer de plan. Enfin, vers le commencement de juin 1795, un premier convoi, qui devait être suivi d'un second, puis d'un troisième, quitta les ports de l'Angleterre, doubla le cap Finistère, et, tandis que la flotte anglaise, chargée de le protéger, battait, à la hauteur de BelleIsle, Villaret-Joyeuse, qui voulait l'arrêter, entra dans la baie de Quiberon. La mer était chargée de voiles, le rivage couvert des habitants du Morbihan qui accouraient au-devant de leur chef. Déjà Puisaye se voyait soulevant la Bre-

Les lignes de Wissembourg étaient prises; Landau bloqué; l'ennemi s'était avancé jusqu'au-delà de la Lauter.

Hoche suit le revers occidental des Vosges et les longe assez pour qu'en forçant le passage des gorges, il se trouve loin sur les derrières de l'ennemi. Attaqués de front par l'armée du Rhin, les Autrichiens vont être pris entre deux feux; mais Kalkreuth et les Prussiens, à Kayserslautern, arrêtent Hoche. En vain, toute une journée, il monte avec ses colonnes à l'assaut de leur camp retranché, toujours il est précipité dans les vallées. Les munitions manquent; il faut se retirer. Mais un échec n'a pas découragé Hoche; il reforme ses troupes, et, passant cette fois de l'autre côté des Vosges, il donne la main à l'armée du Rhin, puis, se glissant le long du revers oriental des montagnes, il déborde Wurmser, le bat et le rejette sur la Lauter, sur les lignes de Wissembourg, sur Spire, sur Manheim, au-delà du Rhin; Landau est débloqué et l'Alsace sauvée.

Ivre de bonheur et de gloire, Hoche sent fermenter dans sa tête les projets les plus hardis. Qu'on lui permette de passer le Rhin, qu'on lui permette de porter à son tour la guerre en Allemagne : il répond du succès; il en a lui la force et la confiance qui le garantissent. Au lieu de le laisser continuer à vaincre, on l'enlève à son armée. C'est le froid et

implacable Saint-Just, dont il a offensé l'orgueil et humilié le favori Pichegru, c'est Saint-Just qui se venge. Hoche est envoyé à l'armée des Alpes; il n'y est pas plus tôt arrivé qu'il est arrêté et conduit à Paris. Il demande des juges : on le jette en prison.

Le 9 thermidor le rendit à la liberté, et le Comité de salut public lui donna le commandement de l'armée des Côtes de Cherbourg, auquel il joignit peu après celui de l'armée de Brest.

Hoche avait vingt-sept ans. Magnifiquement doué par la nature, il était grand, bien fait, avait une belle figure, mais une figure calme, quoiqu'il eût l'âme de feu. C'était malgré lui que Hoche venait dans l'Ouest; il eût désiré combattre les étrangers, les véritables ennemis de la France, et non ses enfants; il tournait avec regret ses regards vers les bords de la Meuse et du Rhin, où d'autres cueillaient les lauriers qu'il avait rêvés. A la vue du théâtre ingrat où il lui fallait agir; à la vue des misérables moyens qu'on lui confiait pour obtenir des résultats dont l'échec de tous ceux qui l'avaient précédé devait le faire désespérer; à la vue surtout du genre de lutte qu'il avait à soutenir contre des ennemis qu'on ne pouvait atteindre, et qu'il fallait poursuivre comme des brigands, il sentit encore sa répugnance s'accroître. Mais en homme fort, il secoua le découragement qui l'envahissait et aborda résolument sa

tâche. Il comprit bien vite qu'il avait besoin d'autres talents que ceux du général : à la force des armes, il se proposa de joindre l'adresse de la politique.

D'abord, il s'occupa du ramas d'hommes qui n'avait plus d'une armée que le nom, et dont les désordres, fruits de l'indiscipline, n'étaient pas une des moindres causes de cette guerre qui dévorait la République. Il recommanda aux différents chefs de corps de faire sortir les troupes des villes ou bourgades où elles étaient cantonnées, de les rassembler dans des camps, et là, de les avoir toujours sous la main et de les exercer sans cesse. En même temps, par de fréquentes proclamations, il essaya de réveiller, dans le cœur des soldats, les sentiments de dignité, d'honneur et de probité, trop longtemps étouffés. Mais, quoiqu'il fît, il ne pouvait, en un instant, détruire l'habitude de la licence, que deux ans d'une atroce guerre civile avaient fait naître. Souvent encore, on se plaignait de pillages, de viols, et alors l'âme si généreuse de Hoche s'indignait et laissait éclater sa douleur devant les représentants, devant le ministre, devant le Comité de salut public; mais, en présence de ses subordonnés, il savait se contraindre pour ne plus faire parler que la sévérité de la raison. Quelquefois même, c'était lui qui modérait ceux de ses généraux dont la fougue de ré-

pression semblait sortir de la mesure : « Mon cher général, écrivait-il à l'un d'eux, si les soldats étaient philosophes, ils ne se battraient pas; tu ne veux pas qu'ils soient ivrognes, ni moi non plus; mais examine quelles peuvent être les jouissances d'un homme campé, et ce qui peut le dédommager des nuits blanches qu'il passe? Corrigeons pourtant les ivrognes, surtout lorsque l'ivresse les fait manquer à leur devoir... »

Peu à peu, la discipline reprit son empire, et les habitants de l'Ouest cessèrent de voir un ennemi dans le soldat. Ce n'était pas assez pour Hoche, il voulait le leur faire aimer. Il recommanda non-seulement le plus grand respect pour les personnes et les propriétés, mais encore de ne négliger aucune occasion de les défendre contre les bandes qui, pour se recruter et vivre, étaient obligées d'y porter atteinte. Dès lors, le soldat devint le gardien et l'appui des intérêts. Les persécutions contre les prêtres avaient allumé la guerre, Hoche protégea les prêtres. Tant d'habileté, unie à la conduite la plus ferme, ramenait chaque jour les esprits; Hoche s'apprêtait à frapper les derniers qui résistaient, lorsque Cormatin, au nom des insurgés de la Bretagne, demanda à traiter. Sûr de le réduire dans peu, Hoche ne voulait pas de négociations : l'amnis-

tie, le pardon, c'était, selon lui, tout ce que méritaient des rebelles. On ne l'écouta pas.

Hoche, sur la demande de Cormatin, qui redoutait sa pénétration, avait été écarté des conférences; il n'en fut que plus attentif à surveiller les chefs chouans, et quand il eut la preuve de leur perfidie, il les fit arrêter, tomba sur la division des Côtes-du-Nord, la dispersa, se retourna vers le Morbihan et écrasa le comte de Siltz.

A peine avait-il obtenu ces premiers succès qu'on apprit le débarquement des émigrés à Carnac. C'est alors que Hoche parut vraiment grand! Ses troupes étaient dispersées sur toute l'étendue de la Bretagne, il fallait les réunir; mais les routes étaient interceptées, mais les ponts étaient coupés, mais les insurgés se levaient en masse; tout frémissait, tout s'agitait autour de lui : Hoche ne se troubla pas. De Vannes, où il s'était porté, il rassura la Convention, demanda du renfort à Aubert-Dubayet, qui l'avait remplacé à l'armée de Cherbourg; à Canclaux, qui était à la tête de celle de l'Ouest; et, recommandant le calme à son chef d'état-major resté à Rennes, il attendit des bataillons, des munitions et des vivres.

Bientôt il fut en état de faire repentir l'ennemi de ses imprudentes hésitations.

CHAPITRE IV.

Quiberon. — Sombreuil.

Les Émigrés étaient entrés dans la baie de Quiberon, le 25 juin; ils ne débarquèrent que le 27. Perdre une minute quand on était parvenu à surprendre les Républicains, c'était une faute que leur activité allait rendre irréparable.

Puisaye le sentait; il voulait qu'à l'instant on descendit à terre ; d'Hervilly s'y opposa; il commandait les troupes à la solde de l'Angleterre, il prétendit qu'il en répondait et ne pouvait permettre qu'on les compromît légèrement. C'était entre Puisaye et lui, le commencement de ces funestes démêlés qui devaient faire aboutir l'expédition au plus épouvantable désastre.

Le lendemain, d'Hervilly fit, en canot, le tour de la baie, et il put voir qu'il n'y avait plus un seul ennemi sur le rivage. Les postes s'étaient repliés sur Auray, et, de là, sur Vannes. Les trois mille Émigrés débarquèrent sans obstacles à Carnac. Aussitôt, de tous les points de la côte, accoururent les habitants chargés de rafraîchissements et de vivres. Ils montraient la joie la plus vive, ils appelaient les Émigrés leurs amis, leurs libérateurs. Cette ardeur était précieuse; il fallait la ménager et l'entretenir avec soin; loin de là, les Émigrés et d'Hervilly tout le premier, ne répondirent à ce généreux enthousiasme que par de la froideur et du dédain; ils étaient humiliés d'avoir à combattre avec les bandes sans ordre des Chouans.

Cependant, déjà Puisaye avait distribué des armes à quinze mille paysans et les avait envoyés en avant, sous le commandement du chevalier de Tinténiac, des comtes de Vauban et Dubois-Berthelot. Ils avaient pris position à cinq lieues du quartier-général; Tinténiac, à gauche, occupait Landevant; Vauban, au centre, s'était établi à Mendon, et Dubois-Berthelot, à droite, campait sur la montagne de Locmaria, à peu de distance d'Auray. Dubois-Berthelot poussa jusqu'à Auray et s'en empara; mais, n'ayant pas de canons, il eut peur d'y être forcé et revint à Locmaria. Puisaye craignit l'effet de

ce mouvement rétrograde, il lui commanda de rentrer à Auray; il lui promettait de le faire soutenir par de la troupe réglée et deux pièces de campagne. Attaqué par les Républicains avant d'avoir reçu ce renfort, Dubois-Berthelot fût contraint de se replier. Quatre cents hommes du régiment de Loyal-Émigrant arrivèrent peu après à Mendon; il était trop tard.

Puisaye voulait obtenir de d'Hervilly que les Émigrés marchassent sur Auray pour en chasser l'ennemi. D'Hervilly refusa de faire un pas avant d'avoir mis ses magasins à l'abri de toute attaque et d'avoir assuré sa retraite. Il fut résolu qu'on attaquerait Quiberon dont on ferait le dépôt de l'armée.

Quiberon est une île d'environ une lieue et demie de long sur une lieue de large, reliée au continent par une bande de terre sablonneuse très-étroite, d'à peu près trois quarts de lieue de longueur, qu'on appelle la Falaise.

La Falaise est basse; on n'y rencontre d'autres accidents de terrain que les monticules de sable que le vent y amasse; mais, à l'endroit où elle rejoint l'île d'une part, et le continent de l'autre, le sol se relève pour former du côté de la terre les hauteurs de Sainte-Barbe, et à l'entrée de l'île, l'éminence où on a bâti le fort Penthièvre. Ce fort, avec le camp retranché qui le joignait, occupait tout l'espace com-

pris entre les deux mers, et fermait complètement la presqu'île.

C'était avec quelques batteries disposées le long de la côte, les seules défenses de Quiberon.

Tandis que d'Hervilly s'avançait par la Falaise, Puisaye, à la tête d'un corps de Chouans et de quelques troupes de ligne, se faisait débarquer dans la presqu'île, pour prendre le fort Penthiévre à revers. La garnison, sans vivres depuis trois jours, n'attendit pas l'attaque, elle se rendit sans combat.

Le jour où les Émigrés s'emparaient d'une place d'armes qui, défendue par le fort Penthièvre et un camp retranché, entourée par la mer, protégée par la flotte Anglaise, pouvait devenir inexpugnable, ce jour-là les Chouans étaient attaqués de deux côtés, à Landevant et près d'Auray. Les quatre cents hommes de Loyal-Émigrant, et surtout les deux pièces de canon auraient été très-utiles, dans ce moment. Mais d'Hervilly, après les avoir accordés à regret, les avait rappelés.

Vauban, laissant une partie de sa division à Mendon, courut avec le reste au secours de Tinténiac; il arriva pour le voir mettre en déroute. Il essaya de couvrir sa retraite, ses soldats prirent la fuite; lui-même n'échappa qu'avec peine. De retour à Mendon, il apprend que Dubois-Berthelot, blessé, a été obligé de se retirer. Il aperçoit les Républicains en

bataille, en avant d'Auray. Avec les paysans qu'il a retrouvés à Mendon, Vauban marche contre eux; les Républicains rentrent dans la ville. Alors Vauban se retourne rapidement contre la colonne qui poursuit Tinténiac, la surprend dispersée et la bat. Il recueille un grand nombre des fuyards de Tinteniac et vient se remettre en ligne avec l'aile droite, au village de Plomel, en arrière de Mendon.

Cependant, les paysans murmurent d'être toujours laissés seuls aux prises avec les Républicains; ils se demandent ce que les Émigrés sont venus faire en Bretagne; ils commencent à ne plus leur épargner, ni les accusations, ni même les insultes.

Puisaye qui voit leur découragement et qui a entendu leurs plaintes, presse d'Hervilly; d'Hervilly promet, il fait même retirer les Chouans en seconde ligne, comme pour aller prendre leur place, et, le lendemain, au lieu de se porter en avant, il fait rentrer ses troupes dans la presqu'île. Les Chouans sont cantonnés, la droite, au Mont-Saint-Michel et à Carnac; le centre, à Kergolan et à Plouharnet; la gauche, à Sainte-Barbe. D'Hervilly donne à leur chef, le comte de Vauban, l'ordre de tenir ferme dans cette position. Le 5 juillet, au soir, Vauban apprend que le lendemain, de bonne heure, les Républicains l'attaqueront sur trois colonnes. Il n'a de retraite dans la presqu'île que par sa gauche; si

l'ennemi fait un effort de ce côté, le centre et l'aîle droite, enfermés entre la rivière de Crach et la mer, seront obligés de mettre bas les armes, ou culbutés dans les flots.

Vauban, sans écouter les ordres de d'Hervilly, replie, à minuit, sa droite sur le centre, et le centre sur la gauche. Il était temps, Hoche s'avançait. Vauban a toute la masse de ses forces réunies; en tombant sur la colonne de droite des Républicains, il espère l'écraser, il en fait la proposition à Georges Cadoudal, mais Georges, avec tous les Bretons, refuse de se battre; il maudit le jour où les Émigrés sont descendus sur la côte de Bretagne; il regrette que la mer ne les ait pas engloutis auparavant, et, se voyant déjà la proie de la cavalerie Républicaine, il veut donner à ses paysans l'ordre de se sauver à toutes jambes sur le fort Penthièvre. Vauban n'obtient qu'avec peine qu'il renonce à ce funeste projet; on se retire avec calme.

Les Emigrés et les Chouans ont été refoulés dans la presqu'île; Hoche va les y enfermer. Il n'est pas plus tôt maître des hauteurs de Sainte-Barbe, qu'il s'y retranche. Du fort Penthièvre, on aperçoit les Républicains travailler avec ardeur. Chefs et soldats manient la pelle et la pioche ou traînent les canons.

Les Émigrés ne veulent pas se laisser bloquer, sans, du moins, avoir tenté un effort pour rouvrir

la communication avec la terre. Dans la nuit du 6 au 7 juillet, ils sortent du fort et s'avancent en silence; ils surprennent les premiers postes et pénètrent jusque dans les lignes; mais l'éveil est donné, et les Républicains, fondant sur eux, les précipitent en bas des ouvrages. Déjà ils se mettent à leur poursuite, lorsque le feu des chaloupes canonnières qui balayent la falaise, les oblige à s'arrêter.

La presqu'île de Quiberon était couverte de réfugiés. Plus de trente mille personnes se pressaient sur une surface de peu d'étendue. C'était les habitants de la côte, hommes, femmes, enfants, qui s'y étaient jetés avec les Émigrés et les Chouans. Tous fuyaient les ravages dont les Républicains, au grand désespoir de leur chef, désolaient les campagnes autour d'Auray. Il fallait nourrir cette multitude; on ne lui distribuait les vivres qu'avec épargne; les Chouans eux-mêmes ne recevaient qu'une demi-ration, quand les troupes à la solde anglaise avaient la ration entière. De plus, tandis que les Émigrés étaient cantonnés dans les villages de la presqu'île, eux, on les tenait au bivouac. Cette différence de traitement, acheva de les indisposer. Ils réclamèrent; on leur offrit de s'enrôler. Ils rejetèrent avec indignation une proposition qui les arrachait à leur pays, à leurs familles, et se persuadèrent que tous les revers qu'ils venaient d'éprouver, avaient été prépa-

rés par les Émigrés, pour les amener à cette fâcheuse extrémité. Dès lors, il fut impossible de les contenir; ils jurèrent haine et mort aux Émigrés, et la guerre civile allait peut-être ensanglanter le rocher de Quiberon, lorsque Puisaye prit le sage parti de reporter les Chouans sur la grande terre. Quatre mille débarquèrent dans la presqu'île de Ruiz, près de Sarzeau, sous le commandement de Tinténiac; deux mille autres, ayant pour chefs Jean-Jean et le comte de Lantivy, furent portés à l'embouchure de la rivière de Quimperlé. Ils devaient pénétrer dans l'intérieur, se grossir de toutes les bandes, et revenir, à un jour désigné, attaquer les derrières du camp de Sainte-Barbe, tandis que les Émigrés en forceraient l'entrée du côté de la falaise.

Tinténiac obtint d'abord de grands succès; il enleva des postes Républicains et battit des colonnes; mais, entraîné par des ordres secrets en opposition avec ceux de Puisaye, il se porta vers Saint-Brieux pour y favoriser la descente des Émigrés de Jersey et ne se trouva pas au jour fixé à l'attaque de Sainte-Barbe. Peu après, il périt à Coëtlogon, et sa troupe se dispersa.

Jean-Jean ne réussit pas mieux : on voulut aussi lui faire prendre une autre route que celle que lui prescrivaient ses instructions; ses paysans, se croyant enveloppés d'intrigues, rentrèrent chez eux.

C'était le 16 juillet que devait avoir lieu l'attaque

lu camp de Sainte-Barbe. A Quiberon, on s'y préparait. Dans la nuit, on fit embarquer le comte de Vauban avec une partie des Chouans restés dans la presqu'île, pour aller descendre près de Carnac, longer la côte et attaquer la gauche des Républicains; l'amiral anglais sir John Waren le secondait avec du canon.

Le 16, au matin, les Émigrés s'avancent le long de la falaise, sur trois colonnes, les régiments d'Hervilly à gauche, du Dresnay au centre, et Royal-Marine à droite; Loyal-Émigrant marche à l'avant-garde; les Chouans forment la réserve. Ils arrivent, au point du jour, au pied des retranchements ennemis. Humbert, qui commande les avant-postes, se replie; du Dresnay et Royal-Marine font un mouvement à gauche pour escalader plus facilement les ouvrages. Alors, démasquant leurs batteries, les Républicains prennent en écharpe les deux régiments d'Émigrés et les écrasent sous la mitraille. D'Hervilly perd la tête; il ordonne à son régiment de battre en retraite et oublie d'avertir les autres. On le lui fait remarquer : il envoie un aide-de-camp; l'aide-de-camp est tué, et, tandis qu'à gauche on sonne la retraite, à droite on continue à battre la charge. Du Dresnay et Royal-Marine s'aperçoivent enfin du mouvement rétrograde de la gauche; ils cèdent en laissant le terrain couvert de leurs morts. La cavalerie répu-

blicaine s'élance, sabre les canonniers et prend les canons. Une compagnie de grenadiers du régiment d'Hervilly essaye de l'arrêter : elle est rompue; d'Hervilly est blessé à mort. Alors le désordre se met dans les rangs des Émigrés : la retraite se change en déroute.

Derrière cette troupe qui fuit, avancent rapidement les colonnes républicaines; elles approchent du fort Penthièvre ; elles vont peut-être y entrer sans coup férir. Vauban, dont l'expédition n'a pas réussi, et qui revient le long de la falaise, voit le danger ; il se fait jeter à terre avec ses Chouans, et se range en bataille en avant du camp retranché. En même temps, sir John Waren embosse des canonnières, et un feu épouvantable de mitraille empêche les Républicains de profiter de la victoire.

Deux tentatives malheureuses avaient prouvé aux Émigrés qu'il était impossible de déloger les Républicains de la forte position où ils les avaient laissés s'établir ; ils auraient dû en prendre leur parti, remonter sur leurs vaisseaux et retourner en Angleterre, ou essayer un débarquement sur un autre point des pays insurgés. Un renfort de mille hommes que venait de leur amener le comte de Sombreuil, les engagea à rester.

Hoche avait réuni environ treize mille hommes à Sainte-Barbe. A son tour, il allait reprendre l'offen-

sive. A chaque instant, des transfuges ennemis arrivaient dans son camp : par eux, il apprenait qu'au fort et dans le camp retranché, le service était fait avec négligence; que les Émigrés, loin d'avoir leurs troupes réunies et prêtes à se porter sur le seul point que les Républicains pussent attaquer, étaient répandus dans toute la presqu'île; il apprenait que bon nombre de leurs hommes étaient des prisonniers qui s'étaient enrôlés en Angleterre, pour trouver en France l'occasion de recouvrer leur liberté, ou des soldats de l'ancienne garnison du fort qui avaient mieux aimé servir d'abord l'ennemi, sauf à l'abandonner ensuite, que d'être enlevés à leur patrie; qu'ils étaient prêts à se joindre aux Républicains. Il apprenait encore que par le chemin que les déserteurs avaient pris pour s'échapper, du côté de l'ouest, on pouvait, à marée basse, arriver au pied du talus sur lequel est bâti le fort, et l'escalader. Hoche résolut d'en profiter; il ordonna à l'adjudant-général Ménage de former une colonne de trois cents hommes agiles et déterminés. Avec eux, Ménage entrerait dans la mer et surprendrait le fort; Hoche le soutiendrait avec trois mille hommes. La nuit du 20 au 21 juillet fut choisie pour l'exécution de ce projet.

Dès dix heures du soir, les troupes étaient sur pied. Le temps était des plus favorables : la nuit était noire, la pluie tombait à torrents, un vent vio-

lent soufflait du côté de la presqu'île. On se mit en marche; un peu de confusion fut bien vite réparé. On arriva à l'extrémité de la falaise : l'ennemi ne se doutait de rien. Ménage, guidé par les déserteurs, se glisse le long des rochers, les gravit, et arrive au mur d'enceinte. Les soldats de la garnison prévenus aident les Républicains à entrer. On se précipite à la baïonnette sur les canonniers, on les tue : le fort est pris. Cependant l'alarme est donnée au village de Kerhostin, à un quart de lieue du fort où est cantonné le régiment d'Hervilly; une première compagnie accourt : elle est décimée; une seconde, une troisième se présentent : les Républicains crient aux soldats de venir à eux, qu'ils seront bien traités : les soldats passent à l'ennemi. Alors Ménage se porte sur le camp retranché et l'attaque par derrière, tandis que Hoche le presse du côté de la falaise. Les troupes qui le défendent vont être forcées, lorsque le marquis de Contades en prend le commandement et fait battre en retraite. Hoche et Ménage opèrent leur jonction vers deux heures et demie du matin.

Puisaye avait établi son quartier-général dans le village de Kerdavid, à trois quarts de lieue du fort Penthièvre. Il était au lit, lorsqu'il crut entendre deux coups de canon; étonné, mais non inquiet, il ordonna à son maréchal-des-logis, le marquis de Contades, d'aller à la découverte. Lui-même le sui-

vit à peu de distance. Bientôt il apprit d'un soldat blessé que le fort était au pouvoir de l'ennemi. Sur-le-champ, il dépêcha une ordonnance à Quiberon, pour prévenir Sombreuil de rassembler ses troupes et de se porter en toute hâte sur le fort Penthièvre : il voulait le reprendre. Mais tout fuyait vers le fond de la presqu'île. Puisaye courut à Quiberon : Sombreuil formait ses troupes. Déjà on ne voyait plus de salut que dans l'escadre anglaise, Puisaye y envoya. Une heure s'était écoulée, aucun bateau, aucun signal ne paraissait. Puisaye, laissant le commandement à Sombreuil, se jeta dans un canot et fit faire force de rames vers l'escadre.

Pendant ce temps, l'avant-garde républicaine, sous les ordres du général Humbert, s'avançait, poussant devant elle les Émigrés du marquis de Contades et les Chouans du comte de Vauban. Sombreuil fit un mouvement en arrière et se réfugia sur les rochers de Porthaliguen. Les deux troupes étaient en présence, le feu allait commencer : on cria aux émigrés de se rendre, qu'il ne leur serait fait aucun mal. Ils le crurent, et après un court entretien avec le général Humbert, Sombreuil ordonna de mettre bas les armes. Plus de trois mille hommes se rendirent à sept cents grenadiers. Quelques Émigrés ne pouvant se résigner à une pareille humiliation, se percèrent de leurs épées ou se firent sauter la cer-

velle; d'autres se jetèrent à la mer et furent recueillis par les chaloupes anglaises.

Une corvette, mouillée à peu de distance du rivage, continuait à accabler les Républicains; Sombreuil fit prier le commandant de cesser le feu. Il était six heures du matin.

Hoche venait de remporter une victoire inespérée : des magasins immenses étaient tombés en son pouvoir, et les Émigrés, qui, depuis si longtemps, menaçaient la France d'une contre-révolution, étaient pris. Hoche les fit conduire à Auray.

Sombreuil, d'une famille où le dévoûment semblait facile, frère de cette belle jeune fille qui, pour arracher son père à la mort, n'avait pas hésité à boire un verre de sang que lui présentaient les bourreaux, Sombreuil demandait à mourir pour ses compagnons d'armes. Hoche aurait voulu le sauver; sa jeunesse, son courage l'intéressaient; mais les terribles lois de la Convention devaient s'exécuter : il fut fusillé et huit cents Émigrés avec lui; le reste des prisonniers fut mis en liberté.

Sombreuil, malheureuse victime que la fatalité avait choisie pour expier les fautes que d'autres avaient commises, n'avait pu voir sans regret son triste sort et celui de ses compagnons. L'amertume était entrée dans son cœur, elle l'avait rempli, elle en avait débordé dans une lettre qu'avant de mourir,

il avait adressée, par l'entremise des Républicains, au commandant de l'escadre anglaise.

Dans cette lettre, il accusait Puisaye de présomption, pour avoir refusé d'entendre ceux qui lui conseillaient les mesures que son incapacité ne lui avait pas permis de prendre ; il l'accusait de négligence, pour n'avoir pas prévenu une surprise dont on pouvait si facilement se défendre, pour n'avoir pas fait donner aux Émigrés, nouvellement débarqués, les cartouches sans lesquelles ils ne pouvaient se battre ; il l'accusait de lâcheté, pour s'être dérobé avec tant d'empressement au danger dans lequel il avait précipité tant d'infortunés ; il laissait même planer sur lui les soupçons de fourberie et de trahison.

La douleur égarait Sombreuil : les premiers auteurs des maux qui accablaient les Émigrés, c'était eux-mêmes, c'était leur chef, d'Hervilly.

Que pouvait Puisaye, quand on contestait ses droits, quand on se défiait de ses talents militaires, quand on allait jusqu'à suspecter ses intentions ? Il n'était pas juste de lui demander compte d'une expédition qu'on l'avait empêché de conduire. Au premier différend survenu entre d'Hervilly et lui, Puisaye avait expédié en Angleterre pour savoir à qui les ministres donnaient le commandement. La réponse qui en investissait Puisaye arriva le lendemain de la prise du fort Penthièvre : il était trop tard.

*

L'escadre anglaise avait recueilli un grand nombre de paysans réfugiés à Quiberon. On les renvoya à la côte, où les Républicains les laissèrent débarquer sans obstacle. On avait descendu à l'île d'Houat les blessés et les Émigrés échappés au désastre. Privés de tout, dans un dénûment presque complet, ces malheureux devinrent pour la plupart la proie d'une maladie contagieuse. Comme si ce n'eût pas été assez d'un seul fléau, des querelles s'élevèrent parmi eux : les uns accusaient Puisaye, les autres le justifiaient. On en vint presqu'à des voies de fait contre le général.

Telle fut la déplorable issue d'une expédition qui, bien conduite, pouvait soulever l'Ouest, et peut-être renverser la République. Au lieu de ce résultat, une série de fautes amena la mort de tout ce que l'Émigration comptait de jeune, de fort et de distingué.

Puisaye ne fut pas le seul que l'on voulut charger de ce désastre : on accusa aussi les Anglais. On prétendit qu'ils n'avaient conduit les Émigrés à Quiberon que pour y faire anéantir les restes de notre marine, les valeureux officiers dont ils avaient senti les coups dans la guerre d'Amérique.

La conduite des Anglais pendant toute la durée de l'expédition, le zèle de l'amiral Waren à venir en aide aux Émigrés et à les seconder dans toutes les occasions, réfute ces calomnies. D'ailleurs, est-il

présumable que l'Angleterre eût fait les frais d'un armement si considérable, de tant de magasins qui devinrent la proie de l'ennemi, quand elle pouvait laisser vieillir les Émigrés et attendre que les années ou la misère la délivrassent de ceux que l'on dit qu'elle redoutait ?

CHAPITRE V.

Le comte d'Artois à l'Ile-Dieu.

Les vaisseaux avaient repris les uns après les autres, la route de l'Angleterre. Il n'en restait plus qu'un petit nombre dispersés sur la vaste baie de Quiberon lorsque, vers le milieu de septembre, de nouveau, la mer se couvrit de voiles. C'était un troisième convoi qui apportait cinq mille Émigrés et le comte d'Artois, ce chef si vivement désiré et si impatiemment attendu de tous les pays royalistes. On ne voulait plus descendre sur une plage funeste; après un temps d'arrêt, on cingla vers les côtes du Poitou, pour s'y joindre à Charette.

Noirmoutiers, sommé de se rendre, résista. L'Ile-Dieu fut occupée, et aussitôt on y débarqua le

matériel et les hommes. Le comte d'Artois écrivit à Charette pour lui demander, et, au besoin, pour le sommer de lui aider à se rendre au milieu de ses fidèles Vendéens. Un mois ou deux auparavant, Charette avait fait un rassemblement et avait favorisé le débarquement d'un convoi de munitions et d'armes qu'on lui envoyait de Quiberon, mais alors, la côte du Poitou était dégarnie, on avait fait filer la plus grande partie des troupes du côté de la Bretagne, au secours de Hoche; depuis, elles étaient revenues. Se porter vers la côte, c'était attirer sur soi toutes les colonnes républicaines, s'exposer à une défaite totale, sans obtenir ce qu'on voulait.

Charette répondit au prince que le plus sûr pour lui était de se jeter dans un bateau et d'aborder. Le comte d'Artois avait refusé de chouanner; il refusa de s'exposer à périr comme le dernier des soldats. Cet Henri IV, que des Bourbons affectaient de prendre pour modèle, lui, n'aurait pas hésité !

La nouvelle de l'arrivée du comte d'Artois, à l'Ile-Dieu, s'était bien vite répandue dans les provinces insurgées. Elle avait relevé l'espoir des royalistes accablés des malheurs de Quiberon. Aussitôt les divers chefs, Puisaye, Scépeaux, Stofflet, Sapinaud, lui avaient envoyé de leurs officiers. Tous tenaient au prince le même langage : que sa présence vaudrait à elle seule une armée, que sa vue ranime-

rait le zèle qui commençait à languir; jusque-là les armées avaient combattu, chacune de son côté; le prince ferait taire des rivalités nuisibles; l'unité dans le commandement donnerait à l'insurrection une puissance irrésistible.

A tous aussi, le prince répondait que son seul désir était de se trouver au milieu des braves sujets du roi, de leur donner l'exemple de la valeur, et le 18 novembre, sans avoir fait autre chose que voir de loin le pays où, depuis si longtemps déjà, on mourait pour lui, il montait sur un vaisseau et retournait en Angleterre. Les Anglais, disait-il, dans une lettre d'adieu aux Royalistes, ne pouvaient garder plus longtemps le mouillage de l'Ile-Dieu, et l'obligeaient malgré lui à s'éloigner. C'était faux.

Toute sa vie, le comte d'Artois fut l'homme des fanfaronades. Il n'eut jamais que des velléités et pas un vouloir. Toujours il visa aux coups d'État, et, faute d'énergie et d'audace pour les faire réussir, il n'aboutit qu'à des révolutions. En 1789, c'est lui qui s'était déclaré le champion de l'autorité royale attaquée; c'est lui qui avait poussé la cour à employer la force pour réprimer des *factieux*, et ces factieux avaient répondu par la prise de la Bastille et par l'insurrection, d'octobre. Alors, il avait quitté la France, il avait appelé la noblesse à lui, et, à sa tête et à la tête des étrangers qu'il avait armés, il

avait voulu renverser les nouvelles institutions de sa patrie. Mais Louis XVI avait été immolé, et, debout sur le cadavre de la royauté expirante, la République avait repoussé et humilié ses ennemis. Depuis, le comte d'Artois avait parcouru l'Europe, mendiant et des subsides et des soldats; il était arrivé en Russie. Le nom de la Vendée commençait à y retentir héroïquement. Catherine II qui, dans le corps d'une femme renfermait l'âme d'un grand homme, lui montra ce coin de terre où le sang coulait pour sa cause, et, lui remettant une magnifique épée, lui fit promettre d'aller la tirer là où sa place était marquée. Le comte d'Artois en donna sa parole, et, de retour en Angleterre, il vendit l'épée.

Il n'en continuait pas moins à solliciter à grands cris; il ne demandait que quelques hommes et le plus petit bateau pour aller se jeter en Bretagne. Le gouvernement britannique lui accorda une flotte et une armée. Le comte d'Artois ne s'attendait pas à être pris au mot; il ne pouvait plus reculer, il s'embarqua. Mais, avant de partir, il chargea le duc d'Harcourt d'obtenir son rappel. Les ministres anglais le refusèrent. Le prince écrivit lettre sur lettre, et, ne recevant point de réponse, il se fit ramener à Portsmouth.

A la nouvelle de son départ de l'Ile-Dieu, Charette écrivit, dit-on, à Louis XVIII :

« Sire,

» La lâcheté de votre frère a tout perdu. Il ne pouvait paraître à la côte que pour tout perdre ou tout sauver. Son retour en Angleterre a décidé de notre sort ; sous peu, il ne me restera plus qu'à périr inutilement pour votre service. »

CHAPITRE VI.

Hoche en Vendée. — Mort de Stofflet et de Charette — Pacification définitive.

A la nouvelle de la mort des Émigrés de Quiberon, Charette s'était fait amener quelques centaines de prisonniers, et, par représailles, avait commandé de les fusiller.

Dès lors, entre lui et les Républicains, ce fut une guerre sans pitié.

Hoche avait remplacé Canclaux à l'armée de l'Ouest. Peu après, les trois armées des côtes de Cherbourg, des côtes de Brest, de l'Ouest, furent réunies en une seule, qui prit le nom d'armée des côtes de l'Océan. Le commandement en chef en fut donné à Hoche avec des pouvoirs illimités. Il pou-

vait suspendre l'exercice des autorités civiles, mettre les communes en état de siége, gouverner militairement le pays. Il n'avait plus à craindre les oppositions locales, si funestes à l'exécution des plans généraux; il appliqua en entier le système dont il n'avait pu essayer encore que quelques parties : poursuite acharnée des chefs; pardon et paix aux paysans; tolérance et protection des prêtres; désarmement complet des campagnes. Cette dernière mesure qui devait couper court à toute insurrection, avait déjà été tentée sans succès. Il était facile aux paysans de cacher leurs fusils. Mais, s'ils tenaient à leurs armes, ils tenaient plus encore à leurs bestiaux. Hoche les fit saisir et ne les rendit qu'en échange de ce qu'il exigeait. En peu de temps, presque toutes les paroisses de la Basse-Vendée et de l'Anjou furent désarmées.

Jusque-là, Stofflet était resté tranquille; sa jalousie contre Charette l'avait empêché de se soulever avec lui. Mais ce qui se passait sous ses yeux l'inquiéta. Sapinaud, d'ailleurs, obligé de fuir ses cantonnements et de se réfugier dans l'Anjou, l'excitait. Le 27 janvier, Stofflet appela ses anciens compagnons aux armes. Quelques-uns seulement l'entendirent. Il errait dans les campagnes et passait la nuit dans les fermes, lorsque le 24 février, le général Ménage, commandant à Chemillé, fait partir

le chef de bataillon Loutil pour fouiller la métairie de la Saugrenière, signalée comme un repaire de *brigands*. Loutil y arrive vers minuit, fait cerner la ferme et s'avance avec douze grenadiers. Il frappe à une des portes. — Qui vive? — Royaliste, Forestier. — En même temps un aide-de-camp de Ménage, s'annonce à une autre porte sous le nom de Chetou, autre chef Vendéen. On ouvre; la chambre était remplie d'hommes armés. On les somme de se rendre; huit grenadiers les tenaient en joue. Loutil entre suivi de trois grenadiers. Stofflet, car il était là, se jette sur l'un d'eux, le prend aux cheveux, et va le terrasser, quand les deux autres délivrent leur camarade. Stofflet est amené garotté à Angers, jugé et fusillé sur l'heure.

Restait Charette qu'on ne pouvait saisir. Hoche cependant, avait recours à tous les moyens.

Il écrivait à ses lieutenants : « Charette a six mille louis d'or....; promettez-les et donnez-les à quiconque le prendra, mort ou vif: ne l'abandonnez qu'au tombeau. »

— « Recommandez à vos principaux officiers de bien traiter les prêtres et les femmes; ils en tireront des renseignements précieux. Ces deux espèces aiment à être flattées, aiment à inspirer de la confiance, et une fois qu'on a la leur, elles jasent beaucoup et font faire souvent des découvertes utiles. »

— « Quelque temps qu'il fasse, je compte sur vous pour ne pas laisser respirer votre proie. Rassemblez vos troupes partout, tuez vos chevaux, vous n'aurez rien perdu si vous réussissez. — Que vos mouvements soient grands, rapides ; qu'ils étonnent ! et votre ami saura vous rendre justice.—Promettez, récompensez, menacez, punissez s'il le faut; mais amenez Charette ou faites-le prendre par d'autres. Puisse mon âme vous animer ! »

— « Tâchez donc de prendre Charette; vous y parviendrez en ne lui laissant aucun repos, en employant des ruses, en faisant déguiser quelques hussards et volontaires en paysans et munis de cocardes blanches. »

Malgré toutes les recommandations de Hoche, Charette échappait toujours. Cependant, serré de près par l'adjudant-général Travot, qui s'était déjà signalé du temps de Turreau, par ses talents et son activité, et que Hoche avait plus particulièrement chargé de poursuivre Charette, avec un corps de cavalerie, le chef Vendéen fit demander à se rendre. Ce n'était qu'une ruse pour avoir le temps de respirer. Quand on lui offrit des passe-ports pour lui et pour ceux qui voudraient le suivre à l'étranger, il répondit que la République n'aurait pas assez de vaisseaux pour transporter les hommes qui lui étaient dévoués. Tous les jours, cependant, la mort ou la

désertion faisaient des vides autour de lui. Son fidèle Guérin avait été tué dans une attaque malheureuse dirigée contre Saint-Cyr, près de Luçon; la Roberie, un de ses aides-de-camp qu'il avait envoyé en Angleterre, était mort en venant le rejoindre. Les jeunes frères de Guérin et de la Roberie l'avaient abandonné pour faire leur soumission. Rien ne paraissait ébranler sa fermeté, rien ne ralentissait son activité étonnante. Mais il devait, tôt ou tard, tomber dans une des nombreuses colonnes qui le cernaient. Il est poussé par le commandant de Saint-Gilles sur Saint-Philibert; de Saint-Philibert ramené sur le général Valentin; du général Valentin rejeté sur un bataillon du Vengeur, et enfin sur la colonne de Travot qui, le 23 mars 1796, tue presque tous ceux qui le suivent encore, et le prend blessé, mais vivant, entre deux morts.

Amené à Angers, on le conduit à Nantes où, comme pour lui faire expier son entrée triomphale de l'année précédente, on le promène de rue en rue pendant toute une journée, avant de le fusiller.

Charette, lorsqu'il mourut, avait trente-trois ans.

Les chefs secondaires se soumirent peu à peu. D'Autichamp qui avait pris le commandement de l'armée d'Anjou passa à l'étranger, et l'abbé Bernier, toujours si influent, demanda des passe-ports pour la Suisse. La Vendée était pacifiée.

Hoche qui n'était venu dans l'Ouest qu'à regret, parce qu'il craignait d'y compromettre sa réputation, Hoche y avait trouvé la gloire.

Sans doute, dans le peu de temps qui lui restait à vivre, le sort lui réservait encore plus d'une belle occasion, plus d'une action d'éclat. Il devait faire trembler l'Angleterre sous la menace d'une invasion ; il devait prouver à Neuwied que, si l'armée d'Italie n'eût pas arraché la paix à l'Autriche, il était homme à aller la dicter dans Vienne ; mais son titre le plus grand à la reconnaissance nationale, était toujours l'œuvre si difficile de la paix ramenée au sein de la patrie, et, un jour, ses concitoyens ne devaient mettre au bas de sa statue que ces mots :

LAZARE HOCHE,

Pacificateur de la Vendée.

CINQUIÈME PARTIE.

La Vendée en 1815 et en 1832.

CONCLUSION.

CHAPITRE Ier.

—

La Vendée en 1815.

Après un mouvement sans importance à la fin de 1799, la Vendée resta tranquille jusqu'en 1815. Comme le reste de l'Empire, elle donna ses enfants à Napoléon pour aller planter l'étendard glorieux de la France sur les murs de toutes les capitales de l'Europe, mais aussi, pour couvrir de leurs ossements les champs de bataille du Nord et du Midi.

La Vendée ne murmura pas. C'est qu'elle n'avait pu s'empêcher d'admirer l'homme qui dominait le monde et d'aimer un peu le souverain généreux qui l'accablait de bienfaits. Napoléon était venu visiter la Vendée; il y avait marqué la place et tracé l'enceinte d'une grande ville à laquelle il donnait son nom; il y avait établi une de ces écoles industrielles dont l'esprit et l'exemple devait féconder le pays, et des propositions qui lui avaient été soumises, qu'il s'agît de réparer encore quelques désastres causés par la guerre civile, de relever quelques ruines, ou d'ouvrir des routes qui, en facilitant les relations avec les départements voisins, développeraient la prospérité, Napoléon n'avait rien repoussé. Il semblait avoir à cœur de gagner un peuple qu'il avait appelé un peuple de géants.

Cependant la Vendée salua avec bonheur le retour des princes à qui elle avait gardé sa foi, et qui lui rapportaient le drapeau sous lequel elle avait combattu. Mais elle n'ajouta pas, par ses exigences, aux embarras déjà trop grands du Gouvernement. Elle ne fit point payer aux Bourbons le sang qu'elle avait si largement versé pour eux; sans leur rien demander, elle leur jura de nouveau de mourir pour les défendre. Le moment n'était pas éloigné où elle aurait à tenir sa parole.

Tous les serviteurs des Bourbons n'avaient pas été

aussi discrets que les Vendéens. Criant à l'ingratitude si on ne leur livrait pas la France en proie, bientôt ils firent que les acquéreurs de biens nationaux furent inquiets, les bourgeois choqués et l'armée offensée. La Nation était mécontente lorsque Napoléon, qui, de l'ile d'Elbe, n'avait pas cessé d'avoir l'œil fixé sur la France et l'oreille tendue vers elle, apparut sur les côtes de Provence. On se jeta dans ses bras. Sa marche, depuis le golfe Juan, quand suivant son « aigle qui volait de clocher en clocher, » il s'avança à la tête de quelques cents hommes, attira à lui les populations émerveillées, rallia ses vieux soldats qu'on avait envoyés pour combattre celui qu'ils adoraient comme un Dieu, et entra dans sa capitale sans avoir tiré un seul coup de fusil, cette marche prodigieuse étonna l'Europe.

La Vendée, tout d'abord, en fut paralysée, et le duc de Bourbon, que Louis XVIII y avait envoyé, désespérant d'y réveiller les sentiments d'autrefois, l'abandonna.

Ce que n'avait pu faire, dans ce pays, le nom même de Condé, le nom de La Rochejaquelein le fit. Deux hommes, frères d'un des héros de la Vendée, portaient ce nom; Louis et Auguste de La Rochejaquelein.

Auguste, le plus jeune, avait été arraché à sa famille par Napoléon, et, malgré lui, embrigadé

dans un régiment de cavalerie. En face de l'ennemi, Auguste de La Rochejaquelein ne s'était plus souvenu que d'une chose, qu'il était Français, et son sang avait coulé près du drapeau tricolore, sur le champ de bataille de la Moscowa.

Louis, au retour de l'émigration, avait épousé la veuve de Lescure et réuni la popularité de deux noms chers à la Vendée. Il avait favorisé l'entrée du duc d'Angoulême à Bordeaux, en 1814, et, à la Restauration, il était devenu capitaine d'une compagnie de grenadiers dans la maison du Roi. Il avait accompagné Louis XVIII à Gand, et, de là, était passé en Angleterre pour y solliciter des secours en tout genre qu'il voulait porter à la Vendée.

Son frère Auguste, retiré dans le Poitou, en reçut l'avis et il appela les Vendéens aux armes. En un instant ils furent debout. Les anciens chefs reparurent; d'Autichamp, en Anjou; Sapinaud, à l'armée du Centre, et Suzannet dans les cantonnements de Charette. On venait d'apprendre l'arrivée, à la côte, du marquis de La Rochejaquelein. Toutes les divisions s'y portèrent.

Travot, le même qui, autrefois, avait pris Charette et avait aidé Hoche à pacifier la Vendée, commandait alors à Napoléon-Vendée. Il réunit le peu d'hommes qu'il a sous la main, et marche aussi vers Saint-Gilles, où doit se faire le débarquement. Il

arrive à temps pour s'emparer d'une partie des fusils et des munitions; le reste a déjà filé du Marais dans le Bocage. Travot, en revenant à Napoléon-Vendée, rencontre, à Aisenay, la colonne de La Rochejaquelein ; il la surprend pendant la nuit et y jette le désordre ; un neveu de Charette est tué.

Louis de La Rochejaquelein s'est fait reconnaître par les autres généraux comme commandant en chef. Il donne à toutes les divisions l'ordre de se diriger de nouveau sur le Marais où les Anglais apportent des secours plus abondants. Suzannet, Sapinaud, d'Autichamp, se réunissent aux environs de Légé. Mais les paysans du Bocage, à qui il a toujours répugné de sortir de leurs haies et de leurs bois, refusent d'entrer dans le Marais ; ils craignent d'ailleurs d'y manquer de vivres. La désertion se met dans l'armée. Les trois généraux se consultent et décident qu'ils retourneront dans leurs cantonnements. Ils donnent avis de leur retraite à La Rochejaquelein. La Rochejaquelein leur répond en les cassant tous les trois. Avec les Poitevins de son frère, il se rend à la côte.

Suzannet n'avait pas tardé à comprendre la faute de laisser le général en chef exposé avec peu de monde, à être cerné dans le Marais par l'ennemi. Sans garder rancune à La Rochejaquelein d'un arrêté dicté par l'humeur, il avait fait un rassemble-

ment et accourait à son secours; il n'était plus temps.

Travot, sorti de Nantes avec deux mille hommes, avait grossi sa troupe à Napoléon-Vendée, et, tandis qu'une de ses colonnes se dirigeait vers Saint-Gilles, avec les autres, il passait la rivière de Vie au Pas au Peton, et s'apprêtait à enfermer La Rochejaquelein dans le Marais. Le 3 juin, le général Estève rencontre les Vendéens retranchés dans une position avantageuse, sur la route de Saint-Jean-de-Mont. Il feint de se retirer en désordre. Les Vendéens s'élancent à sa poursuite; Estève se retourne, les charge à la baïonnette et les met en déroute. La Rochejaquelein tombe en essayant de ramener ses soldats.

Cependant, au moment d'entrer en campagne contre l'Étranger, il tardait à Napoléon que la guerre de la Vendée fut terminée. Il y envoyait renforts sur renforts et en poste; il venait de tirer de l'armée du Nord, le lieutenant-général Lamarque, pour commander les troupes de la Loire.

Lamarque était de cette vaillante jeunesse qui, en 1792, avait tout quitté pour défendre la patrie menacée. Homme de talent et d'audace, il ne lui avait manqué, pour acquérir autant de gloire que le plus célèbre de ses compagnons d'armes, qu'un peu des faveurs que la fortune prodiguait à tant d'autres.

Mais, confiné sur des théâtres ingrats, dans les Calabres ou en Catalogne, loin des yeux de l'Empereur, il n'avait pas encore rencontré l'occasion. Elle se présentait enfin. Un jour sa poitrine devait battre d'orgueil, lorsqu'il lui reviendrait de Sainte-Hélène, que l'Empereur lui destinait avec Gérard et Clausel, la succession de ses maréchaux vieillis. Lamarque, esprit élevé, noble cœur, tout dévoué à la patrie, devait, comme le général Foy, après l'avoir servie de son épée, la servir encore de sa parole. Il devait défendre dans nos assemblées l'honneur et la dignité de la France, et mourir en regrettant de n'avoir pas effacé la honte que les traités de 1815 nous avaient imprimée.

Lamarque avait concentré toutes ses troupes à Nantes. Il entra dans la Vendée, tourna à l'ouest autour du lac de Grand-Lieu, fit sa jonction avec Travot au bord du Marais, et s'avança dans le Bocage du côté de Légé.

Après la mort du marquis de La Rochejaquelein, les généraux Vendéens s'étaient réunis à Montfaucon. Là, mettant de côté tout souvenir irritant, ils avaient procédé à l'élection d'un chef. Leur choix s'était porté sur Sapinaud. Auguste de La Rochejaquelein avait été nommé major-général. On décida que tandis que les Poitevins essayeraient une diversion sur Thouars, d'Autichamp, Suzannet et Saint-

Hubert, qui avait remplacé Sapinaud, se porteraient dans le Marais pour en retirer les munitions et les armes qu'on y avait cachées lors du dernier débarquement. On espérait faire ce mouvement avant que les troupes impériales fussent en mesure de s'y opposer. On trouva Lamarque devant soi. D'Autichamp qui commandait en chef, donna l'ordre à Suzannet et à Saint-Hubert, dont les corps avaient déjà dépassé la Boulogne, de se replier derrière cette rivière et de s'établir à la Roche-Servière, tandis qu'avec le gros de ses troupes il resterait à Vieillevigne. On ne lui obéit pas. Le 19 juin, Lamarque poussa une reconnaissance sur la route de Montaigu, et, trouvant libre le pont de la Roche-Servière, il s'avança jusqu'aux avant-postes de d'Autichamp. Il fut ramené et une division de paysans angevins occupa la Roche-Servière. D'Autichamp croyait que ses troupes y étaient à l'abri de tout danger, couvertes par Suzannet et Saint-Hubert, lorsque le 20, au matin, l'ennemi se présenta en force devant le pont de la Roche-Servière. Saint-Hubert et Suzannet avaient été défaits. Suzannet était tombé dans le combat.

Lamarque essaya de franchir le pont, mais les Vendéens, embusqués dans les maisons du village, arrêtèrent ses troupes. Alors, il fit passer la rivière à deux colonnes, l'une au-dessus, l'autre au-dessous de la Roche-Servière. Les Vendéens, sur le point

d'être cernés, se retirèrent. D'Autichamp, avec une division placée sur les hauteurs, protégea la retraite qui se fit sur Clisson.

Les Vendéens ne furent pas plus heureux du côté de Thouars. Ils entrèrent dans la ville, mais le général Delaage les en chassa.

Du champ de bataille de la Roche-Servière, Lamarque avait offert la paix aux Vendéens.

Les chefs se réunirent à Cholet d'abord, puis à la Tessouale, et enfin à la Tremblaie. Ils prétendirent qu'ils ne pouvaient séparer leur cause de celle des insurgés de la rive droite de la Loire; ils demandèrent qu'on assignât un lieu pour y ouvrir des conférences. Ils ne cherchaient qu'à gagner du temps; Lamarque ne se laissa point amuser. Avançant toujours dans le pays, il finit par imposer le traité qu'il voulait.

Napoléon n'était plus Empereur, que, le 28 juin, Lamarque obligeait les Vendéens à le reconnaître.

La Vendée succomba quand la cause qu'elle avait embrassée triomphait. Quoique vaincue, elle pouvait réclamer quelque chose du succès; elle avait attiré sur elle quinze mille soldats d'élite, et quinze mille vieux soldats, c'était peut-être de quoi fixer dans les champs de Waterloo, la fortune qui nous fut infidèle. Mais cette pensée, loin d'inspirer de l'orgueil à la Vendée, ne peut qu'être un poids accablant

pour elle. Même aujourd'hui, à quarante ans de distance, il lui est défendu de s'associer à notre grand deuil national.

Un moment, dans ces malheureuses circonstances, la Vendée espéra qu'elle se ferait pardonner par le reste de la France, la part indirecte qu'elle avait prise à nos désastres. Poussé à bout par l'activité insatiable des étrangers qui l'avaient ramené, Louis XVIII avait, disait-on, le projet de se jeter derrière la Loire, et, ralliant les Vendéens aux débris de Waterloo, forçant au nom de la France les ennemis de la veille à s'embrasser, de vaincre ou de mourir avec eux.

C'était une grande et noble idée, mais une chose manqua toujours aux derniers Bourbons, la résolution.

CHAPITRE II.

La Vendée en 1832.

Par tout le sang qu'elle avait versé pour eux, la Vendée était liée aux Bourbons. Les pères avaient combattu, les fils se croyaient d'honneur engagés à combattre. Aussi, lorsqu'en 1830 les Bourbons, pour la seconde fois depuis 1814, furent contraints de quitter la France, la Vendée se tint prête à la guerre : ce fut une femme qui lui en donna le signal.

Marie-Caroline de Naples, gracieuse, vive et poétique princesse, était venue en France, appelée par les plus belles espérances : elle n'y trouva que le malheur. Son époux, le duc de Berry, mourut dans

ses bras percé du poignard d'un fanatique, et le trône sur lequel elle devait s'asseoir, s'écroula sous ses yeux.

Retirés à Holy-Rood, le palais des Stuarts, le vieux Charles X et le pacifique duc d'Angoulême, se résignaient à l'exil. Mais Marie-Caroline n'avait pas renoncé à faire valoir les droits de son fils. Régente de France pendant la minorité d'Henri V, elle partit pour l'Italie, et se jeta en Provence. Le mouvement qu'elle espérait faire naître à Marseille fut comprimé. Alors, elle tourna par le midi les montagnes de l'Auvergne, et, avec un bonheur égal à son audace, traversant la France, arriva en Vendée. La Vendée l'attendait.

Tout était disposé pour une prise d'armes : les chefs étaient prévenus, le jour était fixé, lorsque des conseillers imprudents, à force de circonspection, engagèrent la princesse à différer. Soit que le contr'ordre ne fut pas arrivé à temps, soit que l'impatience de la jeunesse n'en eût tenu aucun compte, le 4 juin 1832, divers rassemblements se formèrent : ils furent écrasés.

Le 6 juin, des Vendéens, la plupart jeunes gens de famille, se réunirent à une lieue de Clisson, au château de la Pénissière : on les y cerna. Ils abandonnèrent les murs du parc, pour se retirer dans les bâtiments intérieurs. Les portes furent barricadées;

les fenêtres crénelées; tout se prépara pour un siége. Les Vendéens n'étaient que quarante-cinq, y compris deux clairons. Deux anciens officiers de la garde royale, deux frères, les commandaient. La moitié de la petite troupe, avec l'un des clairons, resta pour défendre le rez-de-chaussée; le reste, avec l'autre clairon, monta dans les appartements du premier étage. Les soldats, dont le nombre avait été augmenté, s'approchèrent et la fusillade commença. Trois fois la ligne essaya d'emporter cette citadelle improvisée; trois fois, au son du clairon et aux crix répétés de vive Henri V, elle fut repoussée. Enfin, un maçon et quelques soldats appliquèrent une échelle contre un des pignons, découvrirent le toit, et jetèrent dans les greniers des matières enflammées. Les assiégés eurent bientôt l'incendie sur leur tête; ils n'essayèrent pas de l'éteindre : on se battait.

De nouveaux renforts venaient d'arriver : on commanda une quatrième attaque. Malgré les balles qui pleuvaient sur eux, les assaillants s'avancèrent jusqu'aux portes, et les sapeurs commencèrent à les briser à coups de hache. Les Vendéens abandonnèrent le rez-de-chaussée. Ils enlevèrent les carreaux de brique, ouvrirent des meurtriéres entre les poutres du plancher, et quand, les portes enfoncées, l'ennemi se précipita dans l'intérieur de la maison,

la mort fondit encore sur lui. Pour la quatrième fois, les troupes de ligne furent obligées de reculer, et les fanfares des Vendéens, et leurs cris de triomphe redoublèrent.

On ne pouvait réduire les assiégés par les armes, on essaya d'en venir à bout au moyen du feu. On fit au-dessous d'eux ce qu'on avait fait au-dessus. La flamme s'élança pétillante et eut bien vite saisi le plancher qui portait les Vendéens. Un brâsier sous les pieds, un brâsier sur la tête, les assiégés allaient périr étouffés ou consumés ; ils résolurent de se faire jour les armes à la main. Du côté opposé à celui par où les assaillants avaient monté sur le toit, ils percèrent le pignon et se préparèrent à s'échapper ; mais il fallait faire diversion et occuper l'ennemi. On demanda ceux qui voulaient se dévouer au salut de leurs camarades : huit hommes se présentèrent ; les deux frères qui commandaient les Vendéens s'embrassèrent ; ils ne devaient plus se revoir : l'un dirigeait la sortie, l'autre restait dans le château. La petite garnison se multiplia : elle redoubla son feu.

Pendant ce temps, le reste des Vendéens se glissait dans le jardin et, clairon en tête, gagnait au pas de course un endroit du parc qui n'était fermé que par une haie. On fit sur eux une décharge : deux hommes furent tués ; un troisième se traîna jusqu'à

la haie, et là il tomba : c'était le chef; le clairon, atteint de trois balles, continua à sonner.

L'incendie dévorait la Pénissière; tout-à-coup un craquement se fit entendre, la flamme tourbillonna : tout s'était effondré.

La fusillade avait cessé; la nuit était venue; les soldats abandonnèrent ce triste champ de bataille, persuadés que les derniers défenseurs du château avaient péri dans les flammes et sous les décombres. Il n'en était rien : les huit étaient vivants. Par une sorte de miracle, au moment où le toit tombait, ils avaient été protégés par un pan de mur qui avançait; ils étaient restés immobiles jusqu'à ce que les soldats fussent partis, et quand ils n'entendirent plus aucun bruit, ils s'éloignèrent sans danger.

Le combat de la Pénissière fut le dernier combat de la Vendée; c'était héroïquement finir une lutte héroïque.

L'entreprise manquée, la duchesse de Berry s'était réfugiée à Nantes. Un misérable, un juif renégat qu'elle avait protégé, qu'elle avait nourri, la livra à ses ennemis. Elle fut conduite prisonnière au château de Blaye. L'ennui de la captivité, le chagrin de la ruine des plus nobles projets, ne furent pas les seules douleurs que Marie-Caroline eut à endurer : des tortures l'attendaient. Femme, elle avait eu de tendres faiblesses, et elle était enceinte quand, pour

replacer une couronne sur la tête de son fils, el parcourait les bois et les genêts de la Vendée. El aurait voulu dérober ce secret, le gouvernement surprit et le dévoila. On en doutait : au moment (la nature délivrait la malheureuse princesse, l portes de sa chambre furent ouvertes, et des t moins apostés constatèrent sa honte. La politiq n'a point d'entrailles, encore moins de générosit mais était-ce à Louis-Philippe, que Marie-Carolir au temps de sa prospérité, avait comblé de faveu: était-ce à lui à publier le déshonneur de sa nièc et, après avoir ravi le trône au fils, à enlever e core la réputation à la mère?

Quelques bruits que l'on répandît pour dégrad la duchesse de Berry, les Vendéens refusèrent (ajouter foi. Eux qui si souvent avaient demandé vain un Bourbon pour combattre à leur tête, avaient vu une faible femme vivre de leur vie, endu leurs fatigues, courir leurs dangers; ils l'avai admirée, ils l'avaient aimée : rien n'était plus c pable de renverser leur idole. Le nom de MADAI est resté honoré dans la Vendée!

CONCLUSION.

Après l'asservissement à une domination étrangère, il n'est point de plus grand malheur pour un peuple que la guerre civile.

La guerre civile brise tous les liens : concitoyens, amis, parents, frères même, on ne se connaît plus; on donne et on reçoit la mort.

La guerre civile prend le plus souvent un caractère de férocité qui fait craindre que les nations les plus policées ne retournent à la barbarie. Ce n'est plus une guerre de raison, mais de passion; chacun ne regarde son adversaire que comme un ennemi personnel dont il lui faut la vie.

Qu'on éprouve de regret à voir perdre un sang généreux, quand ce sang, versé pour la patrie, pourrait tant contribuer à sa grandeur et à sa gloire!

Heureux encore lorsque la guerre civile ne fournit point à des voisins jaloux l'occasion attendue d'envahir un pays que des luttes intestines ont mis hors d'état de repousser la violence étrangère !

Les combats finis, la guerre civile dure encore ; les colères sont toujours excitées, les haines ne sont point éteintes ; on continue à se renvoyer les noms injurieux de partis. C'est le temps seul qui peut calmer toutes ces animosités, et de longues années s'écoulent avant que l'oubli ait endormi les souvenirs qui se dressent entre les fils des vainqueurs et les fils des vaincus.

Aussi, serait-il bien coupable celui qui, de propos délibéré et pour un intérêt particulier, apporterait un tel fléau à son pays ; l'histoire n'aurait pas assez de vengeances pour le poursuivre ; elle ne pourrait pas assez appeler sur lui l'exécration de la postérité.

Mais, le plus souvent, ce n'est pas aux hommes, c'est aux circonstances qu'il faut imputer les guerres civiles. Elles éclatent, et des chefs qui n'ont pu que prévoir et aider peut-être le mouvement, essayent de le conduire. La France, en 1789, voulait une autre organisation ; la Vendée n'était pas prête à recevoir tous les changements. Il aurait fallu, pour elle, des mesures d'exception : on ne les prit pas. De là, mécontement, fermentation, et enfin explosion.

L'insurrection, bien que générale, était si peu préparée par des chefs, que d'abord elle n'en eut pas. Les nobles qu'elle alla chercher dans leurs châteaux, hésitaient; les paysans les contraignirent presque de marcher à leur tête. Une fois entrée dans la carrière, la Vendée ne s'arrêta plus.

La situation a changé : isolée par ses haies, par ses bois, par la nature du sol, la Vendée était restée à l'écart et en arrière; aujourd'hui elle vit de la vie commune; on a percé ses haies, on a percé ses bois, on a dompté son sol. Au moyen de toutes les routes qui la sillonnent, on voulait pouvoir, si la guerre se rallumait, l'étouffer vite; on a fait plus, on a empêché la guerre de renaître. De ces routes, faites pour les contenir, les paysans vendéens ont profité pour apporter, sur les marchés voisins, les productions de leur pays. L'aisance qu'ils ont acquise, les relations fréquentes avec les habitants des villes ont modifié insensiblement leurs idées et leurs mœurs. Désormais, quelles que soient les destinées de la France, la Vendée les suivra; les intérêts commandent les opinions.

FIN.

TABLE.

DEUXIÈME PARTIE.

L'armée vendéenne au-delà de la Loire. (1793.)

TROISIÈME PARTIE.

Guerre d'extermination faite à la Vendée. (1794)

QUATRIÈME PARTIE.

Pacification de la Vendée. (1795-1796.)

CINQUIÈME PARTIE.

La Vendée en 1815 et en 1832.

Angers, imp. de Cosnier et Lachèse, chaussée St-Pierre, 13.



